

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

MÉMOIRE PRÉSENTÉ À
L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES

COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN ÉTUDES QUÉBÉCOISES

PAR
BENJAMIN GAGNON

COHABITATION, EXPLOITATION ET NUISANCES À MONTRÉAL ET À LA
NOUVELLE-ORLÉANS : LES RELATIONS ENTRE LES POPULATIONS
URBAINES ET ANIMALES, 1840-1890

AVRIL 2020

Université du Québec à Trois-Rivières

Service de la bibliothèque

Avertissement

L'auteur de ce mémoire ou de cette thèse a autorisé l'Université du Québec à Trois-Rivières à diffuser, à des fins non lucratives, une copie de son mémoire ou de sa thèse.

Cette diffusion n'entraîne pas une renonciation de la part de l'auteur à ses droits de propriété intellectuelle, incluant le droit d'auteur, sur ce mémoire ou cette thèse. Notamment, la reproduction ou la publication de la totalité ou d'une partie importante de ce mémoire ou de cette thèse requiert son autorisation.

RÉSUMÉ

Les grands centres urbains du XIX^e siècle dépendent de l'exploitation des espèces animales, tant pour leur force de travail que pour l'alimentation. Les transformations que connaissent ces villes suscitent de nouveaux problèmes (congestion des transports, pollution, épidémies, etc.) qui influencent les rapports entre la population urbaine et les animaux. Dans ce contexte, les gouvernements des villes en viennent à considérer certaines espèces comme une forme de « nuisance » et à appliquer des restrictions de plus en plus sévères pour encadrer leur présence avant de favoriser leur éviction des centres urbains.

Cette étude s'intéresse à l'évolution des rapports entre la population urbaine et les animaux dans les villes de Montréal et de La Nouvelle-Orléans dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Que ce soit pour des enjeux de sécurité et de circulation (chapitre 1), d'hygiène et de santé publique (chapitre 2) ou d'éthique et de moralité (chapitre 3), les restrictions qui touchent différentes catégories d'animaux à cette époque témoignent de l'émergence d'une véritable « question animale ». Dans leur volonté d'organiser la ville et de contrôler le comportement des individus qui l'habitent, les administrations municipales cherchent à évacuer les éléments qu'ils jugent nuisibles : cette exclusion concerne à la fois les humains et les animaux. Ce sont en effet certains de leurs comportements dans l'espace public (l'errance, le vagabondage, la violence) et les déchets qu'ils produisent (fumiers, excréments, matières organiques) qui caractérisent la nuisance. Certaines espèces sont davantage concernées que d'autres par ces réglementations, ce qui démontre que la notion de « nuisance » est elle-même appelée à varier en fonction de diverses considérations économiques, politiques et culturelles : pressions des acteurs sociaux, utilité économique, conditions de l'exploitation, etc. L'analyse d'un corpus de sources constitué de réglementations, d'articles de journaux et de rapports municipaux pour les deux villes

étudiées nous permet d'abord d'affirmer que, dans l'espace urbain, il n'y a pas une entité unique à laquelle correspond le terme « animal ». Nous avons plutôt affaire à des animaux, dont la place dans la ville se décline selon un gradient qui varie de l'utile au nuisible. Cette dynamique révèle également une volonté d'organiser l'espace urbain qui transforme considérablement les rapports entre les populations humaines et animales dans la seconde moitié du XIX^e siècle et pousse certains de leurs membres aux marges de la cité.

L'approche comparative, appliquée à Montréal et à La Nouvelle-Orléans, confirme le paradigme d'exclusion des animaux observé pour d'autres villes occidentales dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Néanmoins, elle révèle la coexistence d'une diversité de représentations des animaux dans l'espace urbain qui fluctue selon les contextes et les particularités locales. L'une des contributions de cette étude est d'arrimer une perspective déjà exploitée par quelques historiens avant nous (Bradbury, Kheraj, Paulin, Rondeau) aux considérations éthiques et morales soulevées par la présence animale en ville. Alors que les mauvais traitements perpétrés à l'égard des animaux, même en public, étaient autrefois considérés comme normaux, on assiste progressivement à un rejet des comportements cruels et violents. La formation de l'espace urbain se manifeste entre autres à travers une réflexion sur l'acceptable et le nuisible qui remet en question les relations que les populations humaines entretiennent avec les animaux.

REMERCIEMENTS

La réalisation de cet ambitieux mémoire de maîtrise n'aurait été possible sans le soutien inestimable de mes co-directeurs de recherche, Marise Bachand et Stéphane Castonguay. Je tiens à leur témoigner ma reconnaissance pour leurs précieux conseils et les nombreuses opportunités qu'ils m'ont offertes tout au long de ce tumultueux parcours. Ma participation à divers projets à titre d'assistant de recherche m'a entre autres permis de développer des aptitudes essentielles pour mener ce mémoire à terme, tout en m'assurant une stabilité financière pendant mes études. Le séjour à La Nouvelle-Orléans fut d'ailleurs une expérience des plus stimulantes que tout étudiant rêve de pouvoir vivre dans son cheminement. Par ailleurs, la rigueur dont ont fait preuve mes directeurs m'a poussé à dépasser mes propres attentes pour ce mémoire. Je remercie ensuite les fondations de l'Université du Québec et de l'UQTR (et leurs généraux donateurs) pour les bourses dont j'ai bénéficié pendant toutes ces années.

Je tiens également à remercier ma famille ainsi que mes ami.e.s et collègues (Frédéric, Kilyan, Marc-André, Antoine, Nadia, Danaé, Nancy, Nathalie, Renaud, Mathieu et Benjamin) de m'avoir accompagné dans cette aventure en m'apportant une présence réconfortante et en stimulant ma réflexion par la discussion. J'exprime aussi ma gratitude aux archivistes et au personnel de soutien des centres d'archives de la Ville de Montréal, du Musée McCord, de l'Université Tulane ainsi que de la New Orleans Public Library.

Finalement, merci à vous lecteurs, qui prenez le temps de lire ce mémoire.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	i
REMERCIEMENTS	iii
TABLE DES MATIÈRES	iv
LISTE DES FIGURES	vii
INTRODUCTION	1
Bilan historiographique	3
Les historiens de Montréal et de La Nouvelle-Orléans et l'espace urbain.....	3
L'histoire de la santé publique dans l'espace urbain nord-américain	8
L'émergence de l'histoire environnementale urbaine et les animaux dans la ville..	12
Qu'en est-il de l'histoire des animaux à Montréal et à La Nouvelle-Orléans ?.....	20
Problématique, questions de recherche et hypothèse	24
Démarche méthodologique, sources et plan de l'étude	27
CHAPITRE 1 – CIRCULATION ET ORDRE PUBLIC : LE DÉPLACEMENT DES ANIMAUX DANS L'ESPACE URBAIN	32
1.1 La gestion des voies publiques et du transport : une façon indirecte de contrôler la circulation des animaux	34
1.1.1 Le cheval : un exemple particulier de cohabitation urbaine	34
1.1.2 Se déplacer dans la ville : l'animal comme obstacle à la circulation	39
1.2 Une question de sécurité : la lutte contre les animaux errants et la mise en place du système des enclos publics	44
1.2.1 Les animaux errants : une nuisance à éliminer	45

1.2.2 La mise en place du système des enclos publics	48
1.2.3 Le chien : un véritable « danger public »	52
1.3 Le porc : une nuisance urbaine ?	58
CHAPITRE 2 – SANTÉ ET HYGIÈNE PUBLIQUE : L'ANIMAL COMME MENACE SANITAIRE ET SOURCE DE NUISANCES	64
2.1 L'introduction des politiques sanitaires et la mise en place des bureaux de santé	65
2.1.1 La création des bureaux de santé	65
2.1.2 Règlements généraux sur les nuisances à la santé : l'animal comme menace sanitaire	71
2.2 Nuisances urbaines et manufactures incommodes	72
2.2.1 L'élimination des déchets et des cadavres d'animaux	73
2.2.2 L'encadrement des industries incommodes	79
2.3 Bouchers, étaux privés et abattoirs	83
2.3.1 L'encadrement des marchés publics	84
2.3.2 Bouchers et étaux privés : quand la boucherie devient nuisible	89
2.3.3 Un changement de paradigme : de l'étal privé à l'abattoir public	93
CHAPITRE 3 – SENSIBILITÉS ET ENJEUX ÉTHIQUES : MORALITÉ, ANIMALITÉ ET COMPORTEMENTS NUISIBLES	102
3.1 La cruauté animale : combattre la violence pour civiliser l'humain	104
3.1.1 Les premières mesures contre la cruauté animale : une manière d'évacuer la violence de l'espace urbain	105
3.1.2 Loisirs et spectacles : violence, animalité et moralité	110
3.1.3 Les réglementations sur les oiseaux insectivores	115
3.2 L'émergence du mouvement pour la protection des animaux : vers une nouvelle sensibilité	118

3.2.1 La <i>Canadian Society for the Prevention of Cruelty to Animals</i>	119
3.2.2 La <i>Society for the Prevention of Cruelty to Animals</i> de la Louisiane.....	125
CONCLUSION	131
BIBLIOGRAPHIE	136

LISTE DES FIGURES

Figure 1.1 : Comparaison entre les populations humaines et animales à Montréal, 1841-1911.....	35
Figure 1.2 : Tramway à traction animale, à l'extrémité ouest de la rue Sainte-Catherine, près de la rue Green en 1877.....	37
Figure 1.3 : Population équine à La Nouvelle-Orléans, 1850-1890.....	38
Figure 1.4 : Carte de La Nouvelle-Orléans et de ses districts numérotés, 1870	42
Figure 1.5 : Animaux mis en fourrière par la police montréalaise, 1863-1900.....	51
Figure 1.6 : Animaux mis en fourrière par la police montréalaise, 1863-1900.....	51
Figure 1.7 : Populations de porcs à Montréal et à La Nouvelle-Orléans, 1840-1900.....	62
Figure 2.1 : Carte de la ville de Montréal, 1853.....	80
Figure 2.2 : Répartition des nuisances à la santé en 1864 à La Nouvelle-Orléans.....	82
Figure 2.3 : Marché Bonsecours, Montréal, vers 1875.....	86
Figure 2.4 : Jour de marché, place Jacques-Cartier à Montréal, vers 1884.....	87
Figure 3.1 : Combats de coqs à La Nouvelle-Orléans, 15 juillet 1871.....	111
Figure 3.2 : Combat impliquant un ours et un taureau à La Nouvelle-Orléans, vers 1853	114
Figure 3.3 : Fiacre utilisé pour le transport public à Montréal, 1875.....	122
Figure 3.4 : Représentation d'une méthode d'abattage dite « miséricordieuse »	123

INTRODUCTION

L'actualité fournit chaque jour des exemples de situations où les questions d'éthique animale et de relations humain-animal jouent un rôle majeur : il suffit par exemple de penser au règlement adopté par Montréal en janvier 2020 pour rendre obligatoire le micropuçage des chiens et des chats domestiques sur son territoire afin de contrôler le nombre d'animaux errants, ou encore aux récentes critiques visant les pratiques de course équine à La Nouvelle-Orléans après la mort de quatre chevaux¹. Parallèlement, dans plusieurs villes, des initiatives d'élevage urbain et de « renaturalisation » tentent de recréer une proximité spatiale entre le citadin et l'animal. Les enjeux de notre époque ne sont pas sans rappeler ceux qu'ont connus les villes occidentales tout au long du XIX^e siècle. Jusqu'aux années 1850, les centres urbains comptent en effet de grandes populations d'animaux (chevaux, bétail, chiens) qui cohabitent avec les humains et assurent différentes fonctions dans les activités quotidiennes. Néanmoins, les rapides transformations que connaissent les villes en cette période d'urbanisation et de croissance démographique suscitent des tensions qui poussent les administrations municipales à remettre en question la présence animale en milieu urbain. Dans ce contexte, plusieurs espèces sont désormais identifiées comme nuisibles par les conseils municipaux. Ces derniers adoptent alors des mesures de plus en plus sévères pour encadrer la présence des animaux dans les rues de la ville avant de favoriser leur exclusion.

Cette étude s'intéresse à l'évolution des rapports entre la population urbaine et les animaux dans les villes de Montréal et de La Nouvelle-Orléans dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Ces deux villes sont à cette époque, le théâtre de conflits socioculturels dont

¹ Michel Saba, « Micropuce et stérilisation obligatoires pour les chiens et chats lavallois et montréalais », *Le Devoir*, 30 décembre 2019; Danny Monteverde, « Questions arise after four horses killed at New Orleans Fair Grounds in 10 days », *WWLT* [En ligne], <https://www.wwltv.com/article/news/local/questions-arise-after-four-horses-killed-at-new-orleans-fair-grounds-in-10-days> (Page consultée le 20 janvier 2020).

la violence ne fait que s'accroître sous la pression exercée par l'urbanisation. Dans leur volonté d'organiser la ville et de contrôler le comportement des individus qui l'habitent, les autorités municipales cherchent à évacuer les éléments qu'ils jugent nuisibles : cette exclusion concerne à la fois les humains et les animaux. Ce sont en effet certains de leurs comportements dans l'espace public (l'errance, le vagabondage, la violence) et les déchets qu'ils produisent (fumiers, excréments, matières organiques) qui définissent la nuisance. Si d'autres chercheurs (Bradbury, Kheraj, Paulin, Rondeau) ont analysé les répercussions du travail réglementaire des administrations en matière de présence animale, l'apport de cette étude est d'imbriquer cette perspective aux enjeux moraux soulevés par les relations que les populations humaines entretiennent avec les animaux en ville². L'analyse d'un large corpus (réglementation, articles de journaux, rapports municipaux, etc.) pour les deux villes étudiées nous permet d'abord d'affirmer qu'il n'y a pas une chose comme l'« animal », mais plutôt des animaux, dont la place dans la ville se décline selon un gradient qui varie de l'utile au nuisible. Cette dynamique révèle également une volonté d'organiser l'espace urbain qui transforme considérablement les rapports entre les populations humaines et animales dans la seconde moitié du XIX^e siècle et pousse certains de leurs membres aux marges de la cité. Ce chapitre d'introduction est divisé en trois parties. Nous présenterons d'abord un bilan de l'historiographie des principaux courants de recherche associés à notre objet d'étude avant d'exposer notre problématique, nos questions de recherche et notre hypothèse. Enfin, la dernière section est consacrée aux sources exploitées, à l'approche méthodologique employée par notre recherche et au plan de l'étude.

² Bettina Bradbury, « Pigs, Cows, and Boarders: Non-Wage Forms of Survival among Montreal Families, 1861-91 », *Labour/Le Travail*, vol. 14 (automne 1984), p. 9-46; Sean Kheraj, « Urban Environments and the Animal Nuisance: Domestic Livestock Regulation in Nineteenth-Century Canadian Cities », *Urban History Review/Revue d'histoire urbaine*, vol. 44, n° 1-2 (automne/printemps 2015/2016), p. 7-55; Catherine Paulin, « Revealing New Dynamics in the Industrial City: A Study of Human/Horse Relations in Montreal's Public Space, 1860-1916 », mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 2017, 98 p.; Serge-Olivier Rondeau, « Qui mange du porc mange sa mort : une histoire de l'encadrement réglementaire de l'élevage urbain au XIX^e siècle à Montréal et une sociologie de ses effets », mémoire de maîtrise (sociologie), Université du Québec à Montréal, 2018, 114 p.

BILAN HISTORIOGRAPHIQUE

Traitant à la fois des enjeux inhérents à l'urbanisation, à la gestion de la présence animale en ville et aux représentations de l'animal, ce mémoire de maîtrise se situe au confluent de l'histoire urbaine, de l'histoire environnementale et de l'histoire culturelle. Ce bilan historiographique vise principalement à mettre en évidence les principaux courants associés à cet objet de recherche. Depuis la fin des années 1970, de nouvelles générations de chercheurs n'hésitent pas à remettre en question l'historiographie traditionnelle en produisant des visions inédites de la ville et de ses fonctions. L'évolution des études urbaines témoigne du passage d'une compréhension de la ville davantage orientée sur les structures (morphologie, territoire, activité économique, industrialisation) à une approche subjectiviste laissant une plus grande place aux forces endogènes dans la production de l'espace urbain. Parmi ces forces, nous comptons des acteurs humains et non-humains. À cet égard, les travaux en histoire de la santé publique renseignent sur l'évolution de la compréhension des maladies infectieuses (étiologie) et du rôle des microorganismes dans la propagation des épidémies qui touchent les grands centres urbains. Ces enjeux sont d'ailleurs d'une grande importance pour cette étude considérant que les animaux sont perçus comme une menace pour la santé par les administrations urbaines de la seconde moitié du XIX^e siècle. Puis, sous la plume des historiens de l'environnement qui cherchent à retracer les rapports que les sociétés entretiennent avec leur environnement, la ville apparaît comme le produit d'interactions humaines et animales. Tenant compte du développement de ces différents champs de recherche, notre analyse cherche à explorer les représentations de l'animal dans la ville (ainsi que les préoccupations qui leur sont associées) à une époque cruciale dans le développement de l'espace urbain contemporain.

Les historiens de Montréal et de La Nouvelle-Orléans et l'espace urbain

Les processus d'urbanisation et d'organisation de la ville étant au cœur de la problématique de ce mémoire, il est impératif de s'intéresser à l'évolution de l'espace urbain comme objet de recherche. Alors que les premiers travaux en histoire urbaine s'intéressent principalement aux structures de la ville et à ses fonctions, les nouvelles

génération d'auteurs accordent une plus grande importance aux acteurs et aux forces endogènes dans la formation de l'espace urbain.

Pour la ville de Montréal, les travaux portant sur la morphologie urbaine publiés dans les années 1970 ont cherché à comprendre les conditions qui déterminent la formation et le développement des quartiers dans la ville. Si certains chercheurs se sont intéressés à l'organisation des différentes zones du centre urbain (modèles d'implantation, structures sous-jacentes et *patterns* organisationnels), d'autres se sont penchés sur sa dynamique interne (mobilité résidentielle, stratégies des ménages, conditions de vie). Pour le XIX^e siècle, plusieurs études portent sur l'établissement des entreprises dans un quartier, la mise en valeur de leur capital et le phénomène de délocalisation. Ces enjeux sont en effet d'un grand intérêt pour étudier la répartition spatiale de certaines activités ou encore la composition socioculturelle des communautés dans le milieu urbain.

Plusieurs auteurs en géographie historique ont cherché à comprendre pourquoi et comment les entreprises s'implantent à un endroit en particulier et pourquoi elles décident d'y rester ou au contraire, de se délocaliser. En outre, mentionnons que dans le champ de l'histoire urbaine, l'étude de l'influence de l'industrie sur le tissu urbain demeure un thème récurrent. Publiée en 1977, la thèse de Jean-Claude Robert est l'une des premières études des transformations spatiales et socio-économiques de Montréal au XIX^e siècle³. Sa démarche est grandement influencée par l'histoire sociale. Sans toutefois se réclamer de la *New urban history* des années 1960, l'auteur s'intéresse au caractère social du mouvement d'urbanisation tout en cherchant la spécificité de l'espace urbain. Souhaitant combler les lacunes d'une historiographie encore peu développée à cette époque, l'auteur explique comment et dans quelles conditions s'est réalisé le passage à la société industrielle. Suivant une approche matérialiste « marxisante », Robert insiste principalement sur la transition des modes et des rapports de production ainsi que sur les enjeux (sociaux, culturels)

³ Jean-Claude Robert, « Montréal (1821-1871) : Aspects de l'urbanisation », thèse de doctorat, Université de Paris I, 1977. 491 p.

soulevés par l'industrialisation et l'urbanisation, avec entre autres l'apparition d'un prolétariat urbain dont les conditions de vie se détériorent et l'essor d'une bourgeoisie d'affaire capitaliste. Par ailleurs, la société urbaine en voie d'industrialisation y est saisie dans ses multiples dimensions : l'évolution des structures socio-économiques, les caractéristiques démographiques, les relations ethnoculturelles et l'organisation spatiale sont autant d'aspects abordés dans cet ouvrage. Les travaux de Robert ont permis de démontrer que l'industrialisation de Montréal au XIX^e siècle fut un phénomène plus important et profond que ce que l'historiographie suggérait : la grande expansion industrielle que connaît la ville au début du XX^e siècle s'appuie sur des bases solides, notamment une bourgeoisie capitaliste expérimentée et une classe ouvrière nombreuse et peu rémunérée⁴.

D'autres chercheurs se sont intéressés à l'influence de l'industrialisation sur les rapports de classe et de genre. Dans *Familles ouvrières à Montréal* (1995), Bettina Bradbury examine l'impact de la révolution industrielle sur la famille en milieu urbain. Issue de l'histoire sociale, cette étude examine les permanences et les changements dans le mode de vie des membres de la classe ouvrière entre 1861 et 1891, alors que Montréal se transforme peu à peu en ville industrielle⁵. Délaissant l'historiographie du syndicalisme, l'auteure cherche à étendre la notion d'économie au-delà de la manufacture et de l'atelier de sorte à expliciter l'ensemble des modalités de la vie urbaine en période d'expansion du capitalisme industriel. L'interprétation de Bradbury accorde une place importante aux stratégies de survie quotidienne, aux femmes et aux membres non-salariés du ménage. En s'intéressant aux catégories d'individus trop souvent délaissées par les interprétations traditionnelles, dont entre autres les femmes et les enfants, l'ouvrage parvient à retracer l'histoire de la « totalité de la classe ouvrière ». Cette étude révèle donc l'histoire

⁴ Des auteurs comme Fernand Ouellet ont surtout insisté sur le rôle de Montréal dans le commerce international, notamment pour les *staples*. Outre le secteur du grand commerce, l'économie et l'organisation de la ville du XIX^e siècle étaient peu étudiées à cette époque, en particulier pour la période 1821-1871. À ce sujet, voir *Ibid.* Pour les travaux de Fernand Ouellet, voir par exemple *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850 : Structure et conjoncture*, Montréal, Fides, 1966, 639 p.

⁵ Bettina Bradbury, *Familles ouvrières à Montréal : âge, genre et survie quotidienne pendant la phase d'industrialisation*, Montréal, Boréal, 1995, p. 16 et suivantes.

d'hommes et de femmes dont les actions y apparaissent de plus en plus guidées par des paramètres liés à leur classe sociale, leur genre ou leur appartenance à la vie urbaine plutôt qu'à leur origine ethnoculturelle⁶.

Remettant en question une conception de la géographie industrielle qui laissait croire que l'étalement urbain est un phénomène relativement limité à Montréal avant les années 1930 et qu'il ne concernait que les classes aisées et les grandes entreprises, Robert Lewis a démontré l'existence, pour cette ville, d'un mouvement de déconcentration touchant à la fois les industries et la classe ouvrière dès la seconde moitié du XIX^e siècle. Dans son ouvrage publié en 2000, *Manufacturing Montreal: The Making of an Industrial Landscape, 1850 to 1930*, le géographe analyse la formation des districts manufacturiers ainsi que leur délocalisation en deux phases successives (soit de 1850 à 1890 et de 1890 à 1930)⁷. Vers la fin du XIX^e siècle, plusieurs facteurs expliquent le déplacement des industries du Vieux-Montréal vers le corridor du boulevard Saint-Laurent : le type d'entreprise, son niveau d'évolution technologique, son niveau de dépendance envers les autres manufactures, le besoin d'espace, le changement d'échelle de production ainsi que la présence ou non de main-d'œuvre qualifiée. Si l'accès aux réseaux de transport (maritime et ferroviaire) joue un rôle prédominant dans la répartition spatiale des manufactures, l'ouvrage de Lewis montre que les élites locales et les autorités politiques exercent également une influence considérable sur les décisions des entrepreneurs quant au lieu d'implantation des entreprises.

Pour ce qui est de La Nouvelle-Orléans, les recherches en histoire urbaine s'inscrivent principalement dans un courant historiographique qui cherche à repenser l'histoire de la société sudistes américaine. Dès les années 1970, plusieurs auteurs tentent de mettre en lumière l'influence du processus d'urbanisation dans l'histoire du Sud des

⁶ *Ibid.*, p. 287 et suivantes.

⁷ Robert Lewis, *Manufacturing Montreal: The Making of an Industrial Landscape, 1850 to 1930*, Baltimore, John Hopkins University Press, 2000, 360 p.

États-Unis⁸. Sans remettre en question l'importance de la plantation dans l'imaginaire sudiste ou les nombreuses études sur la ruralité, Don H. Doyle montre, à travers l'étude comparée de quatre villes américaines, le rôle des commerçants, des manufacturiers et des magnats de la finance dans la création d'une nouvelle vision du Sud, proprement urbaine, après la guerre civile. Cette conception de la ville s'incarne aussi à travers l'intervention municipale et le développement (infrastructuel et institutionnel) que La Nouvelle-Orléans connaît dans la seconde moitié du XIX^e siècle. S'intéressant au déclin de la métropole louisianaise après la guerre, Scott Marler explore les difficultés rencontrées par cette ville dirigée par une classe marchande complaisante et peu habilitée à répondre aux transformations de l'époque⁹. L'historien conclut que les hommes d'affaires néo-orléanais ont alimenté une culture décourageant la modernisation en cherchant à maintenir leur pouvoir, principalement tributaire des anciennes structures de l'esclavage et de l'économie des plantations. Or, notre mémoire permettra de montrer que la classe dirigeante de la métropole louisianaise a cherché à répondre aux problèmes de son époque, notamment en matière de circulation, d'ordre et de santé publique, et ce, au même moment où d'autres villes nord-américaines se sont mises à réfléchir et à intervenir sur ces enjeux. L'étude de Marler nous invite cependant à souligner l'importance des intérêts commerciaux et des préoccupations des élites néo-orléanaises dans l'action réglementaire des autorités de la ville. Dans *Confederate Cities*, Andrew L. Slap et Frank Towers s'interrogent sur les relations entre la guerre civile américaine et les villes des États confédérés d'Amérique¹⁰. S'opposant à la représentation monolithique d'un Sud intrinsèquement agraire et rural, les auteurs cherchent plutôt à démontrer l'importance des villes sudistes dans l'histoire de la guerre civile. Alors que les études antérieures avaient tendance à souligner l'absence de salariat et à présenter la structure esclavagiste comme un obstacle à la diffusion du capitalisme sur le territoire américain, les plus récentes recherches ont montré la capacité d'adaptation de l'esclavage aux structures de la production industrielle et son importance

⁸ Don H. Doyle, *New Men. New Cities, New South: Atlanta, Nashville, Charleston, Mobile, 1860-1910*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 1990, 391 p.

⁹ Scott P. Marler, *The Merchants' Capital: New Orleans and the Political Economy of the Nineteenth-Century South*, New York, Cambridge University Press, 2013, 317 p.

¹⁰ Andrew L. Slap et Frank Towers, « Introduction: Historians and the Urban South's Civil War » dans *Confederate Cities: The Urban South during the Civil War Era*, Chicago, University of Chicago Press, 2015, p. 1-26.

dans le développement de l'économie de marché du Sud. Ainsi, l'ouvrage souligne le rôle à la fois complexe et parfois contradictoire joué par la ville dans le processus de *nation building* des États confédérés, sans toutefois nier leurs particularités. Ces travaux permettent de mieux saisir les caractéristiques de la société urbaine du Sud des États-Unis (dont notamment l'héritage de son passé esclavagiste et son rapport particulier à la modernité), mais aussi ses similarités avec d'autres sociétés urbaines dans une perspective comparatiste.

L'histoire de la santé publique dans l'espace urbain nord-américain

Les enjeux sanitaires ont une grande importance dans la réflexion sur la place des animaux dans l'espace urbain. En outre, les travaux en histoire de la santé publique vont reconnaître le rôle de nouveaux acteurs non-humains et « invisibles » dans la transformation des villes : les micro-organismes. En effet, il faut tenir compte tant de l'évolution de la compréhension des maladies (étiologie) que de l'influence des discours scientifiques sur la santé publique pour comprendre les actions posées par les autorités municipales au XIX^e siècle. Le rôle des administrations des villes est d'ailleurs appelé à se transformer à cette époque alors que l'opinion publique leur reconnaît une responsabilité accrue dans la lutte contre les épidémies. C'est à travers les débats sur l'origine des maladies et les actions à poser pour enrayer leur propagation que les animaux sont progressivement perçus comme une menace sanitaire en milieu urbain.

La lutte contre les maladies infectieuses et l'institutionnalisation des structures d'hygiène publique sont les thèmes les plus récurrents dans les recherches des historiens qui se sont intéressés aux enjeux sanitaires de l'espace urbain. Si les auteurs s'entendent sur les déplorables conditions sanitaires des villes du XIX^e siècle, tous n'ont pas la même conception de la santé publique. Dans leur article sur les commencements de l'administration montréalaise de la santé publique (1982), Michael Farley, Othmar Keel et Camille Limoges retracent l'évolution des préoccupations pour les enjeux sanitaires à

Montréal ainsi que la lente mise en place institutionnelle de l'administration municipale dans la montée de l'expertise médicale et l'élaboration de politiques sanitaires permanentes¹¹. Avant la première moitié du XIX^e siècle, des comités ou des bureaux de santé sont souvent mis sur pied à chaque épidémie, mais ces derniers sont éphémères et disposent souvent de peu de ressources et de pouvoir pour intervenir concrètement. L'intervention des autorités municipales en matière de santé publique n'est qu'occasionnelle et tributaire des crises sanitaires. En outre, ces comités de santé, souvent composés d'élus ou de conseillers plutôt que de membres de la profession médicale, appliquent généralement des mesures inefficaces. Néanmoins, la récurrence des épidémies favorise une prise de conscience chez les élites. Porté par une tendance internationale (l'influence des discours et de la littérature d'époque) et l'action de groupes de pression (dont la *Montreal Sanitary Association*) et d'acteurs locaux comme les maires Workman et Hingston, un mouvement sanitaire montréalais émerge au tournant des années 1870. La thèse des auteurs permet de mettre en lumière le rôle de la profession médicale et des acteurs politiques dans l'évolution des préoccupations en matière de santé publique à Montréal.

Dans son article publié en 1974, John Duffy souligne que New York s'est démarqué par rapport à d'autres villes américaines par l'implantation de mesures sanitaires relativement tôt dans le siècle – phénomène qu'il explique essentiellement par des facteurs culturels¹². En comparant La Nouvelle-Orléans à New York, l'historien oppose les populations anglo-saxonnes aux populations créoles, jugées arriérées et peu intéressées par les enjeux sanitaires, argument que notre mémoire rejette puisque nos découvertes montrent plutôt une forte intervention des autorités municipales en matière de santé publique à une époque où d'autres villes nord-américaines (dont Montréal) ont appliqué leurs premières politiques sanitaires. Si Duffy adhère à la thèse d'une « américanisation » progressive des villes du Sud en associant la santé publique à une dualité culturelle,

¹¹ Les auteurs sont spécialistes de l'histoire de la médecine et ont largement contribué au champ de recherche. « Les commencements de l'administration montréalaise de la santé publique (1865-1885) », *Revue d'histoire des sciences, des techniques et de la médecine au Canada*, vol. 6, n° 1 (janvier 1982), p. 24-46.

¹² John Duffy, « Nineteenth Century Public Health in New York and New Orleans: A Comparison », *Louisiana History*, vol. 15, n° 4 (juillet 1974), p. 325-338.

mentionnons qu'étant plus ancienne et plus densément peuplée, New York disposait de davantage de ressources pour intervenir concrètement lors des épidémies¹³. Il semble plus probable que l'émergence des premières mesures sanitaires à La Nouvelle-Orléans corresponde principalement à la période d'urbanisation que connaît la ville au courant du XIX^e siècle.

Dans les années 1990, Gilles Vandal s'est intéressé aux processus de modernisation des services publics à La Nouvelle-Orléans pour la seconde moitié du XIX^e siècle. Son analyse s'imbrique dans une réflexion politique sur le rôle de l'État et des institutions publiques¹⁴. En effet, le mouvement de santé publique qui fut introduit dans la ville louisianaise par les forces fédérales va complètement transformer la fonction du gouvernement municipal par l'introduction de grandes réformes sanitaires. Les Républicains qui demeurent à la tête de la ville jusqu'en 1872 continuent dans cette voie par la mise en chantier de vastes travaux publics, l'application de nouveaux règlements, l'établissement d'une police sanitaire et de nouvelles mesures contre les maladies infectieuses. Bien que la population se montre d'abord réticente à ces nouvelles mesures, le mouvement sanitaire permet une nette diminution de la mortalité et aboutit à une redéfinition du rôle des autorités municipales dans la santé publique, c'est-à-dire un rôle proactif dans la lutte contre les maladies infectieuses et le soutien à la population. En ce sens, l'étude de Vandal propose un éclairage pertinent sur les rapports qui relient l'évolution des préoccupations sanitaires et les aléas politiques en milieu urbain, en particulier en ce qui a trait aux discours sur le rôle des institutions publiques.

¹³ Duffy associe la disparition des Créoles et la diminution de leur influence au sein des instances municipales à la mise en place des premières mesures de santé publique. Si d'autres explications sont vaguement avancées (dont notamment l'indifférence de la population et une étiologie fondée sur la théorie des miasmes), les sources déployées par l'auteur pour appuyer sa thèse culturaliste demeurent particulièrement limitées. À ce sujet, voir *ibid.*

¹⁴ Il semble pertinent de mentionner que l'article fut publié dans les années 1990, période marquée par la privatisation des services publics et la montée des théories néolibérales. En outre, l'auteur est spécialiste de politiques américaines. Pour l'article, voir Gilles Vandal, « Santé publique et développement urbain : les conditions sanitaires à La Nouvelle-Orléans, 1850-1885 », *Canadian Journal of History*, vol. 28, n° 1 (avril 1993), p. 1-20.

Margaret W. Warner et Jo Ann Carrigan retracent l'évolution des politiques sanitaires dans le Sud des États-Unis au XIX^e siècle à travers la compréhension du phénomène de contagion dans les discours des spécialistes de l'époque¹⁵. Ces deux historiennes reconnaissent le rôle des épidémies dans la prise de conscience des autorités et l'émergence des politiques de santé publique. Alors que le Sud est historiquement perçu comme moins propre et plus propice à la propagation des maladies, le Nord est pourtant confronté à des épidémies tout aussi dévastatrices. Les épidémies de fièvre jaune, particulièrement féroces dans les villes méridionales, jouent un rôle important dans l'émergence d'une représentation du Sud comme région où la vie et la santé des populations sont menacées. La Nouvelle-Orléans en particulier est décrite comme l'une des villes les plus insalubres du pays. Influencés par les théories des hygiénistes européens, les commentateurs d'époque associent la maladie aux miasmes produits par la décomposition des cadavres d'animaux, leurs excréments et les matières végétales. Pourtant, on découvrira plus tard, soit en 1901, que la fièvre jaune est transmise exclusivement par le moustique *Aedes aegypti* et que sa forte présence à La Nouvelle-Orléans s'explique par l'importance du port et des activités commerciales de la métropole. Dans ce contexte, il semble pertinent de préciser que la théorie des miasmes, bien que dominante jusqu'aux années 1890, est en compétition avec des éthologies alternatives.

Ces diverses interprétations sur l'origine des épidémies s'imbriquent dans une réflexion produite par les représentants du corps médical. Certains chercheurs se sont intéressés à la diffusion des théories étiologiques et des savoirs médicaux. Dans *The Gospel of Germs*, Nancy Tomes s'interroge sur l'influence de la compréhension des pathologies sur le mode de vie des populations¹⁶. La découverte du rôle des microorganismes dans la dissémination des maladies contagieuses, rendue possible entre autres par l'invention du

¹⁵ Margaret H. Warner, « Public Health in the Old South », Ronald Numbers et Todd L. Savitt, dir., *Science and Medicine in the Old South*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1989, p. 226-255; Jo Ann Carrigan. *Saffron Scourge: A History of Yellow Fever in Louisiana. 1796-1905*, Lafayette, University of Louisiana at Lafayette Press, 1994, 487 p.

¹⁶ Nancy Tomes, *The Gospel of Germs: Men, Women and the Microbe in American Life*, Cambridge, Harvard University Press, 1999, 351 p.

microscope et le développement de la bactériologie, bouleverse le quotidien des Américains en introduisant de nouvelles pratiques d'hygiène fondées sur la notion de propreté. Sans nier les interprétations culturelles de ce phénomène, l'auteure insiste sur son caractère tangible : selon elle, l'omniprésence de la mort et des maladies dans la vie des gens ont largement facilité l'intégration de mesures prophylactiques anti-germes dans leur quotidien¹⁷.

Les travaux en histoire de la santé publique rendent compte du rôle de l'évolution de la compréhension des maladies infectieuses dans les actions posées par les autorités municipales aux XIX^e siècle. Les animaux et les micro-organismes sont autant d'acteurs qui permettent de comprendre le contexte des luttes pour la propreté que les hygiénistes proposent d'appliquer dans l'espace urbain pour enrayer les épidémies à l'époque étudiée.

L'émergence de l'histoire environnementale urbaine et les animaux dans la ville

S'inspirant à la fois des travaux en écologie et en sciences sociales (géographie historique, sociologie, etc.), certains historiens se sont efforcés de montrer les rapports qu'entretiennent les sociétés humaines avec leur environnement. Les travaux en histoire environnementale offrent de toutes nouvelles perspectives sur notre compréhension de la ville : celle-ci apparaît comme le produit de processus sociaux (humains) et naturels. Les animaux sont l'une des manifestations de la présence de la nature dans l'espace urbain.

Craig E. Colten et Richard Campanella se sont intéressés aux interactions entre les processus naturels et les dynamiques de développement urbain dans l'histoire de La

¹⁷ Norbert Elias et l'anthropologue Mary Douglas ont par ailleurs formulé une position culturaliste que de nombreux chercheurs ont adoptée depuis, soit que les luttes pour la propreté découlent principalement d'une rationalisation de pratiques de ségrégation et de classification visant à créer et maintenir un ordre social. Nancy Tomes cherche ainsi à nuancer cette thèse en montrant les réalités biologiques de la compréhension des maladies. À ce sujet voir, *ibid.*, p. 16

Nouvelle-Orléans¹⁸. Si les géographes urbains – en insistant sur l'influence de l'économie et des structures sociopolitiques sur la production du paysage urbain – ont longtemps représenté la ville comme l'antithèse de la nature, ces travaux offrent un regard nouveau sur une société grandement tributaire des forces naturelles et contraintes environnementales qu'elle cherche pourtant à contrôler. Les auteurs placent en effet les processus naturels et socioculturels sur un pied d'égalité dans le développement de la ville. L'emplacement de La Nouvelle-Orléans fut essentiellement choisi par ses fondateurs pour les possibilités de circulation et de commerce qu'offrait le Mississippi et ce, en dépit d'un environnement hostile (marais, terres inondables, etc.). Il semble pertinent de préciser que La Nouvelle-Orléans fut le théâtre d'importantes transformations du paysage par les hommes : le contrôle de la rivière, des nuisances et des problèmes environnementaux fut l'un des enjeux majeurs et récurrents de l'histoire de la ville. Dans *Bienville's Dilemma* (2008), Campanella relate les défis et les dilemmes auxquels la métropole louisianaise et ses populations furent confrontées depuis sa fondation jusqu'à notre époque¹⁹. De la transformation du paysage par les humains jusqu'à la distribution spatiale des phénomènes urbains et des groupes socioculturels, l'auteur propose de réfléchir aux grandes questions de la géographie historique à travers une analyse approfondie de l'histoire géologique, sociale, démographique, culturelle et architecturale de la métropole louisianaise. En ce sens, les contraintes environnementales occupent une place importante dans son interprétation des problèmes historiques et actuels de la ville. Par exemple, Campanella explique que la topographie deltaïque de la ville réduisait initialement le phénomène d'urbanisation à la zone habitable située entre la digue naturelle formée le long de la rivière Mississippi et les terres inondables et marécageuses, créant ainsi un environnement particulier dans lequel les groupes favorisés gravitaient autour du centre et des terres les plus hautes et où les classes populaires devaient se contenter des marges plus exposées aux inondations. Ce modèle est d'ailleurs toujours présent dans la distribution spatiale des populations dans la ville de nos jours. À cet égard, le titre de l'ouvrage se réfère à un dilemme qui remonte à la fondation de la ville. Toujours dans la perspective de l'histoire

¹⁸ Craig E. Colten, *An Unnatural Metropolis: Wrestling New Orleans from Nature*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 2005, 245 p.; Richard Campanella, *Bienville's Dilemma: A Historical Geography of New Orleans*, Lafayette, University of Louisiana at Lafayette Press, 2008, 429 p.

¹⁹ Campanella, *ibid.*

environnementale, Ari Kelman s'est intéressé au rôle déterminant du Mississippi dans l'histoire de La Nouvelle-Orléans. Dans *A River and Its City*, l'historien relate une histoire où l'environnement naturel (en l'occurrence le fleuve) et la culture humaine (le bâti, les digues) participent à la création d'un paysage unique²⁰.

Christopher G. Boone s'est intéressé aux liens entre les problèmes environnementaux et les dynamiques socioéconomiques et politiques de la ville de Montréal à la fin du XIX^e siècle à travers l'exemple du phénomène des inondations et de sa prise en charge par les autorités municipales²¹. S'appuyant sur un concept de plus en plus répandu en histoire environnementale, celui de « système socio-écologique », l'historien présente la ville comme le produit de processus sociaux et naturels²². Son étude des archives municipales révèle des conflits entre les intérêts des populations et ceux des élites économiques. Alors que les membres de la classe commerciale insistent sur l'importance de moderniser le port pour favoriser le commerce, les dirigeants de la ville sont confrontés à un important dilemme : profiter des avantages du fleuve Saint-Laurent et favoriser le développement économique de la ville, tout en protégeant les populations des inondations saisonnières. C'est essentiellement par le jeu des négociations politiques entre les représentants des différentes sections de la ville que les autorités municipales consentiront finalement à financer les premières infrastructures visant à protéger les communautés des crues dans la seconde moitié du XIX^e siècle. L'interprétation de Boone nous permet de mieux saisir les dynamiques par lesquelles un phénomène naturel tel que les inondations peut être politisé de sorte à rencontrer les objectifs et les intérêts de certains groupes d'influence²³.

²⁰ Ari Kelman, *A River and Its City: The Nature of Landscape in New Orleans*, Berkeley, University of California Press, 2006, 308 p.

²¹ Christopher G. Boone, « The Political Ecology of Floods in the Late Nineteenth Century », Stéphane Castonguay et Michèle Dagenais, dir., *Metropolitan Natures*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 2011, p. 133-147.

²² Tant dans les sciences naturelles que les sciences sociales, l'espace urbain n'est plus perçu comme une construction intrinsèquement humaine, mais plutôt comme le produit de processus sociaux et naturels. En effet, la notion de système socio-écologique suggère une interaction entre l'homme et la nature plutôt que d'évoquer l'impact unidirectionnel de l'humain sur l'environnement.

²³ Boone, « The Political Ecology... », p. 143-147.

Avec le développement de la géographie des représentations et de l'histoire culturelle, certains historiens ont cherché à faire la démonstration d'une subjectivité dans la perception de l'espace, notamment à travers la conceptualisation de l'« espace vécu », considéré comme le processus par lequel l'individu « perçoit » une réalité spatiale et qui fait intervenir, entre autres, ses sens (perceptions visuelles, olfactives, auditives), des souvenirs, des valeurs, des choix conscients ou inconscients, des référents culturels et son appartenance à un groupe social ou culturel. Très près des préoccupations de l'histoire environnementale, ce développement conceptuel incite les chercheurs à revisiter des objets de recherche de la géographie et de l'histoire urbaine dont l'interaction entre l'individu et son espace. Les travaux de Nicolas Kenny s'inscrivent dans cette tendance. Dans son chapitre intitulé « Corporeal Understandings of the Industrializing Environment », l'historien tente de déterminer comment les individus donnent une signification à leur milieu à travers les rapports complexes qui s'établissent entre l'environnement (naturel et construit) et les corps sensibles qui l'habitent²⁴. Kenny montre l'importance de l'idée de modernité, mais aussi des caractéristiques naturelles (la morphologie du territoire, le Saint-Laurent) et artificielles (le construit) dans l'émergence de Montréal comme métropole industrielle. Par ailleurs, cette étude révèle la présence de représentations antagonistes de l'espace urbain : l'une associée au progrès, l'autre aux problèmes de santé et aux nuisances. En outre, l'historien montre certains paradoxes dans les discours sur la modernité : à mesure que l'environnement urbain subit des transformations pour répondre aux impératifs de l'industrialisation et de la modernité, le corps humain – celui-là même par lequel ces mêmes transformations sont vécues – devient progressivement perçu comme un organisme fragile dont la santé et le bien-être dépendent de sa proximité avec le monde naturel²⁵.

D'autres historiens comme Ted Steinberg se sont penchés sur la gestion des matières organiques par les centres urbains. Dans son article, l'auteur examine les transformations de l'espace urbain au XIX^e siècle (les réformes sanitaires, l'exclusion des

²⁴ Nicolas Kenny, « Corporeal Understandings of the Industrializing Environment », Stéphane Castonguay et Michèle Dagenais, dir., *Metropolitan Natures*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 2011, p. 51-67.

²⁵ *Ibid.*, p. 66.

animaux et la prise en charge des matières résiduelles par les autorités municipales) ainsi que leurs répercussions sociales et environnementales²⁶. Son analyse montre que la ville perd progressivement son « rôle » de productrice de ressources naturelles (matières organiques) à mesure que les cochons sont expulsés des centres urbains, que les chevaux sont remplacés par des tramways électriques et que les agriculteurs sont encouragés à se tourner vers les engrais artificiels. Cette étude fournit par ailleurs des pistes de réflexion intéressantes sur l'émergence du concept de nuisances urbaines : c'est notamment à travers la perception des matières organiques comme déchets que la notion de nuisance apparaît.

Ces perspectives de recherche incitent les historiens de l'environnement à s'intéresser à la place des animaux dans la formation de l'espace urbain, ces derniers étant une manifestation de la nature en ville. Jusqu'à tout récemment, on trouvait très peu d'études sur les animaux ou sur les relations humain-animal dans le champ des sciences sociales. Dans l'introduction d'un récent ouvrage collectif intitulé *Animal Cities* (2012), l'historien Peter Atkins explique la relative absence des animaux dans les travaux d'histoire urbaine par plusieurs facteurs, dont notamment l'influence de la philosophie moderne sur les sciences. La traditionnelle opposition nature-culture – héritée des débats philosophiques et épistémologiques des siècles derniers – impose une dichotomie entre l'humain et l'animal qui a longtemps poussé les chercheurs à considérer la ville comme un espace intrinsèquement humain, intellectuellement et physiquement séparé de la nature sauvage. Or, il est maintenant attesté que, jusqu'aux années 1850, les citadins des grands centres urbains ont cohabité avec d'importantes quantités d'animaux. Ces derniers ont d'ailleurs occupé une place majeure dans le développement des villes²⁷.

Entre autres influencés par les revendications citoyennes en faveur de la cause animale, des chercheurs issus de plusieurs disciplines des sciences sociales font de l'animal

²⁶ Ted Steinberg, « Death of the Organic City », *Down to Earth: Nature's Role in American History*, Oxford, Oxford University Press, 2012, p. 155-172.

²⁷ Peter Atkins, *Animal Cities: Beastly Urban Histories*, Abingdon, Routledge, 2012, p. 5 et suivantes.

un objet de recherche à part entière vers la fin des années 1970. En histoire, ce nouvel intérêt se manifeste notamment chez Maurice Agulhon – spécialiste de l’histoire contemporaine de France – qui en 1981, publie un article portant sur l’évolution des préoccupations pour la protection des animaux²⁸. Son étude démontre comment la volonté de protéger les animaux s’imbrique dans le débat sur la violence au XIX^e siècle. La lutte contre les mauvais traitements à l’égard des animaux, tout comme la délocalisation des abattoirs à l’extérieur des villes témoigne avant tout d’une volonté de combattre la violence urbaine : cacher la vue du sang et limiter la violence envers les bêtes devaient permettre de limiter la violence entre les humains. Par son ouvrage intitulé *Man and the Natural World: Changing Attitudes in England, 1500–1800* désormais devenu incontournable dans le champ des *Animal studies*, l’historien britannique Keith Thomas participe à cette même réflexion sur la mutation des sensibilités à l’endroit des vivants²⁹. S’inscrivant dans le temps long, cette étude montre en effet comment l’émergence de nouvelles préoccupations pour les animaux à l’époque moderne ébranle les fondements de la domination de l’humain sur le monde naturel, la civilisation étant fondée sur l’exploitation des autres espèces et l’assujettissement de la nature.

Avec l’éclatement des préoccupations en histoire environnementale, la ville apparaît comme le produit d’interactions entre les humains et les populations animales. On reconnaît que ces dernières jouent clairement un rôle dans la production de l’espace urbain. À cet égard, plusieurs auteurs (Baratay, Hribal, Pearson) se sont intéressés au concept d’agentivité, aux discours sur les capacités linguistiques de l’animal ainsi qu’aux rapports qu’entretiennent le langage, la raison et l’histoire³⁰. En reconnaissant une agentivité à l’animal, ces recherches marquent une rupture avec l’historiographie traditionnelle qui tend

²⁸ Maurice Agulhon, « Le Sang des bêtes : le problème de la protection des animaux en France au XIX^e siècle », *Romantisme*, vol. 11, n° 31 (1981), p. 81-110.

²⁹ Keith Thomas, *Man and the Natural World: Changing Attitudes in England 1500-1800*, Londres, Allen Lane, 1983, 332 p.

³⁰ Eric Baratay, *Le point de vue animal, Une autre version de l’histoire*, Paris, Seuil, 2012, 400 p. Jason C. Hribal, « Animals, Agency, and Class: Writing the History of Animals from Below », *Human Ecology Review*, vol. 14, n° 1 (juin 2007), p. 101-111. Susan Pearson, « Speaking Bodies, Speaking Minds: Animals, Language, History », *History & Theory*, vol. 52, n° 4 (décembre 2013), p. 91-108.

à représenter les animaux comme des « êtres passifs et sans voix » ou des victimes de l'action humaine. Pour Hribal en particulier, il faut même considérer les animaux comme une force de changement social dans la mesure où ils participent à l'histoire. Alors que l'augmentation de la production industrielle que connaissent les sociétés capitalistes du XX^e siècle exacerbe les tensions entre le patronat et le prolétariat, les manifestations de résistance chez l'animal – soumis à des conditions de travail de plus en plus difficiles et anxiogènes – ne pouvaient qu'augmenter. Dans ces conditions, il devient de plus en plus avantageux pour les entrepreneurs de se tourner vers les nouvelles technologies, et ce, malgré leur coût dispendieux. Ajoutons à cela le coût d'entretien des bêtes (soins, nourriture), le temps nécessaire à l'entraînement des chevaux de ville (près de deux ans), la multiplication des épizooties, des zoonoses et des problèmes de nuisance; tous ces facteurs ont vraisemblablement contribué au déclin de la traction animale³¹. Toujours sur le thème de l'exclusion des populations animales, Sabines Barles s'est penchée sur l'émergence de la notion de nuisance urbaine et l'évolution des représentations de l'animal à Paris au XIX^e siècle³². Longtemps considérés comme des nuisances nécessaires au bon fonctionnement de la ville, les animaux ne survivront pas aux transformations urbaines, industrielles et agricoles du XX^e siècle : ces derniers sont progressivement exclus de la ville à mesure que leur force de travail est remplacée par des procédés mécaniques.

Les chercheurs s'intéressant aux rapports humain-animal et aux réglementations urbaines ont accordé beaucoup d'importance au thème de l'abattoir. La prise en charge de la mise à mort du bétail par les autorités municipales représente en effet une problématique récurrente de l'histoire urbaine des animaux. Dorothee Brantz s'est intéressée à la réforme des abattoirs à Berlin au XIX^e siècle, mouvement qu'elle analyse dans l'optique de l'urbanisation, de l'émergence de nouvelles technologies et des progrès scientifiques (entre

³¹ *Ibid.*

³² Sabine Barles, « Undesirable Nature: Animals, Resources and Urban Nuisance in Nineteenth-Century Paris », Peter Atkins, dir., *Animal Cities: Beastly Urban Histories*, Abingdon, Routledge, 2012, p. 173-187.

autres en ce qui concerne l'hygiène publique et la salubrité)³³. L'historienne démontre que si la réforme des abattoirs à Paris repose principalement sur des considérations environnementales, les préoccupations des autorités berlinoises à la même époque concernent plutôt les risques sanitaires associés à la consommation de viande, dont notamment la transmission de certaines maladies infectieuses. Bien que les problèmes de nuisance (bruits, pollutions) aient également joué un rôle important dans la prise de conscience sur la nécessité d'encadrer l'industrie de la viande, la découverte de la trichinose a permis de justifier l'établissement des premiers abattoirs publics, tout en légitimant l'autorité du corps médical en matière de santé publique. La réforme des abattoirs marque en effet la mise en place d'un système hautement réglementé impliquant un nombre croissant d'experts de la santé et la collaboration d'instances municipales et étatiques. Par ailleurs, il semble évident que la « relocalisation » de l'abattage des animaux à l'extérieur de la ville engendre des problèmes dans le nouveau milieu d'insertion. En outre, l'abattoir opère différentes transformations sur son environnement immédiat (influence sur le « bâti », reconfiguration des réseaux de transport, pollution des rivières, production de déchets, phénomène de concentration industrielle, etc.) qui ont attiré l'attention des chercheurs.

Chris Otter a cherché à comprendre les implications de la transition du système des abattoirs privés à celui de l'abattoir public à Londres. L'historien conceptualise l'abattoir comme faisant partie intégrante du mécanisme psychologique de mise à distance de la mort qui marque les sociétés occidentales depuis l'industrialisation³⁴. Par opposition à l'abattoir privé, l'abattoir public est conçu pour concentrer la plupart des étapes de la transformation de la viande en un même lieu éloigné des populations, comme pour cacher la part d'ombre

³³ Dorothee Brantz, « Animal Bodies, Human Health, and the Reform of Slaughterhouses in Nineteenth-Century Berlin », Paula Lee Young, dir., *Meat, Modernity and the Rise of the Slaughterhouse*, New Hampshire, University of New Hampshire Press, 2008, p. 71-88.

³⁴ Chris Otter, « Civilizing Slaughter: The Development of the British Public Abattoir, 1850-1910 », Paula Lee Young, dir., *Meat Modernity and the Rise of the Slaughterhouse*, New Hampshire, University of New Hampshire Press, 2008. Amy Fitzgerald utilise le concept d'« amnésie culturelle » pour décrire le même phénomène, voir « A Social History of the Slaughterhouse: From Inception to contemporary implication », *Human Ecology Review*, vol. 17, n° 1 (2010), p. 58-69.

de cette industrie. Ian MacLachlan s'est quant à lui penché sur les formes de résistance et d'opposition qu'ont rencontrées les projets de réformes des abattoirs, en particulier en Angleterre où des associations comme la *National Federation of Meat Trader's* sont parvenues à retarder la mise en place de nouvelles méthodes d'abattage dites « humanitaires ». En Grande-Bretagne, la dimension éthique inhérente à la mise à mort de l'animal occupe une place centrale dans les débats entourant la prise en charge des abattoirs au XIX^e siècle. Son étude oppose les discours produits par les réformateurs qui cherchent à encadrer une activité jugée immorale à ceux des travailleurs de l'alimentation³⁵. Comme nous le verrons, ces enjeux sont tout aussi importants à Montréal et à La Nouvelle-Orléans où les administrations cherchent tout autant à contrôler l'activité des bouchers et l'abattage de la viande.

Qu'en est-il de l'histoire des animaux à Montréal et à La Nouvelle-Orléans ?

Pour la ville de Montréal, quelques historiens se sont intéressés aux animaux, mais les études sur ce sujet demeurent peu nombreuses. Dans un article publié en 1984, Bradbury présente les animaux comme un moyen de subsistance pour les familles ouvrières. L'étude de l'historienne est d'ailleurs l'une des premières à retracer pour cette ville, les restrictions de plus en plus sévères appliquées par les autorités municipales pour réprimer les pratiques d'élevage en milieu urbain³⁶. Plus récemment, l'historien Sean Kheraj s'est intéressé à la façon dont les autorités municipales du Canada ont répondu aux défis environnementaux liés à la présence de bétail en milieu urbain au XIX^e siècle³⁷. Alors que les grands centres urbains dépendent de l'exploitation des espèces animales, tant pour leur force de travail que pour nourrir des populations de plus en plus denses, la présence de bétail dans les villes est progressivement devenue une véritable préoccupation pour les

³⁵ Ian MacLachlan, « Humanitarian Reform, Slaughter Technology, and Butcher Resistance in Nineteenth-Century Britain », Paula Young Lee, dir., *Meat. Modernity and the Rise of the Slaughterhouse*, Lebanon, University of New England Press, 2008, p. 107-126.

³⁶ Bettina Bradbury, « Pigs, Cows, and Boarders: Non-Wage Forms of Survival among Montreal Families, 1861-91 », *Labour/Le Travail*, vol. 14 (automne 1984), p. 9-46.

³⁷ Sean Kheraj, « Urban Environments and the Animal Nuisance: Domestic Livestock Regulation in Nineteenth-Century Canadian Cities », *Urban History Review Revue d'histoire urbaine*, vol. 44, n° 1-2 (2015/2016), p. 7-55.

autorités municipales. Fondé sur une étude comparative entre les réglementations municipales de Montréal, Toronto et Winnipeg, l'article révèle que les autorités de ces villes ont adopté une attitude similaire : celles-ci ont appliqué des restrictions de plus en plus sévères pour contrôler l'usage et la circulation du bétail. Cette étude offre des pistes de réflexion pertinentes sur les thèmes majeurs de notre propre recherche, soit la réglementation, la transformation du paysage urbain et la prise en charge de la gestion du bétail.

Dans un article s'intéressant à l'émergence des associations pour la prévention de la cruauté envers les animaux et comparant l'expérience canadienne à celle des États-Unis et de l'Angleterre, Darcy Ingram conclut que la protection des animaux a suscité des réactions positives au Canada, mais plus conservatrices qu'ailleurs en Occident³⁸. L'auteur explique cette « attitude tiède » envers la cause animale par la participation active de membres de classe supérieure ou moyenne dont l'activité dépendait essentiellement des animaux (sportifs, chasseurs, éleveurs de bovins). Parallèlement, Sherry Olson s'est intéressée au rôle du cheval dans la transformation de l'environnement urbain à Montréal de 1840 à 1914. À cette époque, le paysage de la ville est en effet marqué par la présence du cheval puisque ce dernier occupe diverses fonctions essentielles, dont l'approvisionnement des marchés publics et le transport des marchandises. Alors que l'on serait tenté de croire que l'apparition de la machine à vapeur a entraîné le déclin des technologies hippomobiles, la géographe soutient la thèse de la complémentarité : que ce soit entre les stations du réseau urbain ou dans les régions de la ville inaccessibles par locomotive, le cheval joue un rôle d'intermédiaire³⁹. Bien que les chevaux soient associés à certaines nuisances (maladies, problèmes de circulation, fumiers, etc.), Olson reprend les travaux de McShane et Tarr en soutenant que leur lente mise à l'écart s'explique principalement par l'enthousiasme des élites montréalaises pour une vision du progrès qui

³⁸ Darcy Ingram, « Beastly Measures: Animal Welfare, Civil Society and State Policy in Victorian Canada », *Journal of Canadian Studies/Revue d'études canadiennes*, vol. 47, n° 1 (hiver 2013), p. 221-252

³⁹ Sherry Olson, « The Urban Horse and the Shaping of Montreal, 1840-1914 », Joanna Dean, Darcy Ingram et Christabelle Sethna, dir., *Animal Metropolis: Histories of Human-Animal Relations in Urban Canada*, Calgary, University of Calgary Press, 2016, p. 57-86.

tend à idéaliser l'image d'une ville industrielle « moderne » débarrassée de la traction animale⁴⁰.

Très près de nos propres préoccupations de recherche, le mémoire de Catherine Paulin montre comment les relations entre les populations urbaines et les chevaux ont été négociées à Montréal entre 1860 et 1916, à une époque où la ville s'industrialise⁴¹. L'idée de « progrès » joue ici aussi un rôle important dans l'interprétation de l'auteure : cette représentation s'incarne à travers des politiques municipales qui transforment le paysage urbain et la façon dont la population perçoit la présence animale dans la ville. Mentionnons également le mémoire de Serge-Olivier Rondeau dont l'analyse rigoureuse des réglementations municipales adoptées entre 1840 et 1874 met en lumière les motifs de la prohibition de l'élevage porcin sur le territoire montréalais⁴². Cette étude illustre d'une part comment une étiologie présentant le cochon comme un risque à la santé publique a bouleversé les relations établies entre les Montréalais et les animaux et d'autre part, les implications sociologiques de l'exclusion du cochon.

À La Nouvelle-Orléans, les études historiennes sur les animaux semblent moins abondantes. Citons néanmoins trois études pertinentes. Lindgren Johnson examine la centralisation des abattoirs à La Nouvelle-Orléans, phénomène qu'elle associe à une volonté de rendre invisibles les animaux (considérant que leur déplacement dans la ville engendre souvent des situations violentes), leur mise à mort (essentiellement pour des questions de sensibilités) et les nuisances produites par ceux-ci⁴³. Pour l'auteure, l'élevage des animaux demeure jusqu'à la guerre civile américaine, structurellement comparable à

⁴⁰ Clay McShane et Joel Tarr, « The Decline of the Urban Horse in American Cities », *Journal of Transport History*, vol. 24, n° 2 (septembre 2003), p. 177-198.

⁴¹ Catherine Paulin, « Revealing New Dynamics in the Industrial City: A Study of Human/Horse Relations in Montreal's Public Space, 1860-1916 », mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 2017, 98 p.

⁴² Serge-Olivier Rondeau, « Qui mange du porc mange sa mort : une histoire de l'encadrement réglementaire de l'élevage urbain au XIX^e siècle à Montréal et une sociologie de ses effets », mémoire de maîtrise (sociologie), Université du Québec à Montréal, 2018, 114 p.

⁴³ Lindgren Johnson, « "Slaughtering" Equality ? Rendering the Animal and E-racing the Human in the Slaughterhouse Cases », *Food & History*, vol. 3, n° 2 (2005), p. 219-240.

l'institution de l'esclavage, puisque le statut des esclaves noirs (objectivés par leurs maîtres) est similaire à celui des bêtes. Par ailleurs, la création de la *Crescent City Livestock Landing and Slaughter House Company* est vécu comme une perte de pouvoir sur le corps des animaux par les bouchers de la ville qui contestent le monopole exercé par l'abattoir dans le cadre d'une lutte juridique (les *Slaughterhouse Cases*). Johnson note l'importance de la question raciale et de l'héritage esclavagiste de la ville dans ce conflit : la charte instaurée par le monopole des abattoirs permet pour la première fois à des affranchis noirs d'exercer des fonctions autrefois réservées à des bouchers blancs. Cette étude nous porte ainsi à réfléchir aux rapports de pouvoir que suppose le contrôle sur l'animal, en particulier dans une société hautement hiérarchisée et en proie à de fortes tensions raciales et socioculturelles.

Brittany Mulla insiste quant à elle sur l'importance du mulet dans les activités économiques de la ville, notamment pour le transport⁴⁴. L'affection grandissante que la population porte à cette espèce entraîne la fondation de la *Louisiana Society for the Prevention of Cruelty to Animals* (LSCPA) et devient par ailleurs un argument majeur en faveur de l'électrification des tramways vers la fin du XIX^e siècle⁴⁵. Dans ce contexte, c'est moins le discours sur la modernité qu'une volonté de libérer les animaux du travail et des sévices subis par ces derniers qui explique la transition technologique. En explorant le rôle joué par des groupes de femmes impliquées dans la LSCPA, le journal *Daily Picayune* et d'autres acteurs en faveur de la cause animale, Mulla propose une réflexion originale sur les considérations éthiques du travail des bêtes dans une ville du Sud des États-Unis. L'importance accordée aux sensibilités dans cette étude enrichit notre propre interprétation des rapports humain-animal et l'émergence de préoccupations morales touchant les animaux en milieu urbain fait d'ailleurs l'objet d'un chapitre dans notre mémoire. À une époque marquée par l'exclusion de plusieurs espèces, la question de la nuisance urbaine (attribuée aux animaux) n'est pas le seul facteur à considérer dans les débats entourant la

⁴⁴ Brittany Mulla, « Harness Electricity, Free the Mules: Animal Rights and the Electrification of the Streetcars in New Orleans », mémoire de maîtrise (histoire), University of New Orleans, 2010, 51 p.

⁴⁵ L'historienne mentionne à cet égard que la SPCA de la Louisiane devient au tournant du XX^e siècle, l'une des sociétés de protection des animaux les plus importantes dans le Sud des États-Unis.

présence animale en milieu urbain. Finalement, Hans C. Rasmussen étudie les rapports que les différents groupes ethniques cohabitant sur le territoire louisianais entretiennent avec la culture de la tauromachie dans la période antebellum⁴⁶. Si l'on retrouve effectivement quelques représentations de l'animal dans cette étude, cette dernière s'inscrit davantage dans l'histoire culturelle des jeux impliquant des animaux.

PROBLÉMATIQUE, QUESTIONS DE RECHERCHE ET HYPOTHÈSE

Les animaux occupent une place majeure dans le développement des villes au XIX^e siècle: les grands centres urbains dépendent de l'exploitation des espèces animales, tant pour leur force de travail que pour l'alimentation. En outre, l'animal a son importance au sein même du ménage, tant chez les familles ouvrières où il représente une source de subsistance supplémentaire que chez les familles aisées qui conservent plusieurs animaux domestiques sur leur propriété. Il va sans dire que les rapides transformations que connaissent les villes à cette époque suscitent de nouveaux problèmes (pollution, épidémies, gestion des déchets, entassement, etc.) qui influencent les rapports entre la population urbaine et les animaux. En conséquence, les animaux qui habitent l'espace urbain sont désignés comme l'une des causes de ces problèmes et deviennent une préoccupation d'importance pour les autorités municipales.

Que ce soit pour des enjeux de sécurité et de circulation (chapitre 1), d'hygiène et de santé publique (chapitre 2) ou d'éthique et de moralité (chapitre 3), les restrictions qui touchent différentes catégories d'animaux dans la seconde moitié du XIX^e siècle témoignent de l'émergence d'une véritable « question animale » à cette époque. Considérant désormais certains animaux comme une forme de nuisance (à l'instar de la pollution), les administrations municipales appliquent des restrictions de plus en plus sévères pour contrôler l'utilisation du bétail et sa présence en ville. D'ailleurs, certaines

⁴⁶ Hans C. Rasmussen, « The Culture of Bullfighting in Antebellum New Orleans », *Louisiana History*, n° 55 (printemps 2014), p.133-76.

espèces sont davantage concernées que d'autres par ces réglementations, ce qui démontre que la notion de nuisance est elle-même appelée à varier en fonction de diverses considérations économiques, politiques et culturelles : pressions de certains groupes, utilité économique, conditions de l'exploitation, etc. Alors que plusieurs espèces sont progressivement identifiées comme nuisibles, on constate que les règlements favorisent leur éviction des centres urbains.

Cette étude s'intéresse à l'évolution des rapports entre la population urbaine et les animaux dans les villes de Montréal et de La Nouvelle-Orléans, de 1840 et 1890. Nous proposons d'analyser comment la construction de la notion de nuisance et le changement d'attitude des autorités municipales à l'égard des animaux s'imbriquent dans un processus de formation de l'espace urbain. La première date retenue, soit 1840, correspond à l'intensification des réglementations touchant la présence animale dans les deux villes étudiées. L'étude s'arrête vers la fin du siècle, en 1890, au moment où la plupart des espèces animales ont disparu des centres urbains. Cela dit, notre étude couvre presque l'ensemble du siècle.

L'approche comparative en histoire urbaine et environnementale ne permet pas seulement de retrouver des similarités entre deux milieux pour étayer une théorie générale; son intérêt est, au contraire, de faire ressortir les réalités locales qu'une analyse trop globalisante empêcherait de voir. Dans le cadre de ce mémoire, il s'agit de montrer comment deux sociétés urbaines pensent et représentent différemment leur relation avec les animaux à travers des pratiques spatiales d'inclusion et d'exclusion de certaines espèces. Tout en documentant cette volonté d'encadrer les animaux – déjà confirmée par l'historiographie – une telle étude permet de relever les variables endogènes du phénomène puisque comme nous le verrons, les discours sur l'animal comportent des significations indissociables de leur contexte d'origine. À cet égard, Montréal et La Nouvelle-Orléans se prêtent bien à l'analyse comparative puisqu'au XIX^e siècle, ce sont des villes portuaires d'importance et des centres économiques qui offrent des caractéristiques socioculturelles

similaires. Les deux villes subissent également une croissance démographique comparable dans la seconde moitié du siècle : à Montréal, la population passe d'un peu plus de 40 000 individus en 1840 à plus de 260 000 en 1900; à La Nouvelle-Orléans, la population passe de plus de 100 000 individus à plus de 287 000 personnes pour la même période. En outre, bien que les réglementations touchant les animaux pour la ville de Montréal soient bien documentées par l'historiographie, une telle étude n'avait jamais été réalisée pour la ville de La Nouvelle-Orléans : c'est d'ailleurs l'un des importants apports de notre étude. L'intérêt de la démarche comparative est de révéler les facteurs susceptibles d'influencer les rapports entre la population urbaine et les animaux. Par exemple, nous souhaitons vérifier si la ville de La Nouvelle-Orléans s'intègre au paradigme d'exclusion des animaux documenté dans plusieurs villes, pour la plupart industrielles. Bien que cette ville soit une métropole commerciale et qu'on y retrouve certaines industries, on ne peut la considérer comme un centre industriel.

Si le phénomène d'exclusion des animaux a suscité l'intérêt de quelques chercheurs en histoire urbaine et environnementale, ce mémoire propose un regard nouveau sur l'encadrement de la relation entre les humains et les animaux ainsi que son rôle dans la formation de l'espace urbain. Nous proposons en effet de montrer comment les enjeux moraux associés à la présence animale en ville participent, comme pour les enjeux de circulation et de santé publique, à la qualification de la nuisance urbaine. Plus précisément, ce mémoire vise à répondre aux objectifs spécifiques suivants : 1) Analyser les réglementations portant sur la circulation, l'exploitation et la cohabitation des animaux en milieu urbain et leur impact sur l'espace urbain; 2) Examiner les réactions des populations urbaines au travail réglementaire des autorités gouvernementales touchant la présence animale en ville; 3) Identifier les facteurs qui influencent les rapports humains-animaux par le biais d'une approche comparative.

Afin de mieux cerner les enjeux de cette recherche, nous posons l'hypothèse suivante : d'une part, l'organisation de l'espace urbain passe à Montréal comme à La

Nouvelle-Orléans par une réflexion sur le droit de cité des animaux; d'autre part, l'encadrement des animaux par les autorités municipales repose à la fois sur des besoins pratiques et des facteurs socioculturels qui reflètent l'émergence de nouvelles sensibilités pour les vivants. Nous considérons que c'est davantage une volonté de rationaliser l'espace, plutôt que l'industrialisation et les progrès techniques, qui explique l'exclusion des espèces animales jugées nuisibles. La comparaison entre les deux villes nous permet de confirmer qu'elles subissent une évolution similaire à d'autres grands centres urbains, mais qu'elles présentent des particularités locales, en particulier dans leurs relations avec les espèces animales. Pour guider notre argumentation et vérifier notre hypothèse, nous répondrons à plusieurs questions de recherche. Quel rôle joue l'encadrement des animaux dans la formation de l'espace urbain au XIX^e siècle ? Quels problèmes les administrations municipales cherchent-elles à résoudre et en quoi les animaux sont-ils concernés ? Comment l'organisation des villes et les transformations qu'elles subissent ont-elles modifié les rapports à l'animal et la perception de leur présence dans l'espace urbain ?

DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE, SOURCES ET PLAN DE L'ÉTUDE

Il s'agit essentiellement d'une enquête en trois volets. Tout d'abord, la presse, les réglementations et les archives municipales des villes étudiées nous permettent de comparer l'évolution des représentations de l'animal et d'explicitier les enjeux qui influencent les changements dans l'attitude des autorités municipales à l'égard de la présence animale en ville. Ensuite, les données des recensements agrégés renseignent sur la présence animale en ville et l'impact des réglementations sur les pratiques des populations ciblées (objectifs 1 et 2). À cet égard, la démarche comparative révèle les facteurs susceptibles d'influencer les rapports entre la population urbaine et les animaux dans chacune des villes (objectif 3).

Notre corpus est constitué de plusieurs centaines de documents historiques couvrant l'ensemble du XIX^e siècle pour les deux villes étudiées : règlements municipaux, articles

de journaux, recensements agrégés, rapports du Fonds de la Commission de Police, rapports annuels de la *Canadian Society for the Prevention of Cruelty to Animals* et de la *Society for the Prevention of Cruelty to Animals* de la Louisiane, procès-verbaux, annuaires municipaux (*city directories*), cartes d'époques, etc. Ce mémoire s'intéressant surtout au rôle de l'encadrement des relations entre les populations urbaines et animales, notre démarche s'appuie principalement sur l'analyse des réglementations adoptées par les administrations municipales de Montréal et de La Nouvelle-Orléans. Les lois et les réglementations peuvent être considérées comme une tentative de réguler et de superviser la vie des individus en société. Soucieuses d'organiser et de rationaliser l'espace, les autorités municipales ont produit – sans nécessairement le penser en ces termes – un discours sur le paysage urbain. En outre, leurs décisions et leurs politiques ont exercé une influence considérable sur celui-ci, transformant ainsi l'expérience sensible, perçue et vécue par les passants.

Notre fonds documentaire comprend 116 règlements, dont 58 règlements pour la ville de Montréal ainsi que 58 ordonnances pour la ville de La Nouvelle-Orléans. Ces documents sont principalement issus d'un dépouillement dans les archives de Montréal (Fonds Conseil de ville de Montréal, VM001) et de la New Orleans Public Library. Quelques règlements furent également repérés dans des recueils juridiques du XIX^e siècle. Les réglementations de Montréal adoptées depuis 1840 sont disponibles directement sur le site internet de la municipalité ainsi qu'aux archives de la ville. Nous avons tout d'abord systématiquement survolé chacun des règlements adoptés par le Conseil municipal entre 1840 et 1890, puis nous avons sélectionné ceux qui touchent de près ou de loin les relations entre populations urbaines et animales avant de les consulter sur place. Pour documenter le cadre réglementaire du début du siècle, il fut également nécessaire de consulter le répertoire des *Rules and Regulations of police, for the city and Suburbs of Montreal* (1817) issu du Fonds Commission de police (1817-1910). Chaque notice des réglementations municipales détaille les différents articles de la loi (la plupart du temps, on y retrouve un système d'amendes ou une peine d'emprisonnement pour les contrevenants) et fournit parfois un bref descriptif du contexte de son adoption. Si d'autres chercheurs dont Sean

Kheraj, Bettina Bradbury, Catherine Paulin et Serge-Olivier Rondeau se sont déjà intéressés à plusieurs de ces réglementations, notre démarche s'appuie sur une grille d'analyse originale permettant de croiser deux thèmes dominants de l'organisation spatiale soit l'ordre public et la circulation ainsi que l'hygiène et la santé publique, tout en y ajoutant une troisième sphère de préoccupation : les enjeux éthiques et moraux. En ce qui concerne La Nouvelle-Orléans, nous avons retracé 58 règlements touchant soit différentes catégories d'animaux, soit des thématiques se rapportant directement à nos préoccupations de recherche. Les ordonnances adoptées entre 1841 et 1917 sont consultables uniquement sur microfiches aux archives de la New Orleans Public Library. Nous les avons préalablement repérées dans le *Synopsis of Ordinances, 1841-1937* disponible sur le site internet du centre d'archives. Un séjour de recherche à La Nouvelle-Orléans réalisé en juillet 2018 nous a permis de consulter les documents originaux. Quatre répertoires juridiques furent de surcroît utilisés, notamment pour la période antérieure à 1840 : le *Digeste général des Actes de la Législature de la Louisiane* (1828); le *Digeste des ordonnances et résolutions du conseil général* (1845), le *Jewell's Digest of the City Ordinances* (1882) et le *Flynn' Digest of the City Ordinances* (1896). Destinés à l'ensemble des citoyens de la ville ainsi qu'aux membres de l'administration, les digestes municipaux sont des recueils ordonnés dans lesquels les règlements sont méticuleusement compilés. Par ailleurs, la combinaison des trois principaux digestes couvrant notre période a permis de rassembler la plupart des réglementations du siècle, tout en relavant les oublis que l'un ou l'autre des auteurs aurait pu faire. Le digeste de 1896 comporte également une copie de la charte de la ville ainsi que les *Acts of Legislature* de l'État de la Louisiane. À ce titre, notons que quelques ordonnances retenues pour leur pertinence lors de notre dépouillement furent votées par l'Assemblée générale de la Louisiane, mais s'appliquent au territoire de la ville de La Nouvelle-Orléans.

Nous avons dépouillé des journaux anglophones et francophones affichant un grand tirage pour l'époque et disponibles en version numérique pour nous permettre de faire une recherche par mot-clés, soit *La Presse*, le *Montreal Herald* et le *Montreal Witness* pour Montréal, ainsi que le *Daily Picayune/Times Picayne* et le *New Orleans Times* pour La

Nouvelle-Orléans. Nous avons retenu plus d'une centaine d'articles pour analyse. Les articles des journaux montréalais sont disponibles en version numérique sur le site internet de la BAnQ (Bibliothèque et Archives nationales du Québec). Un accès aux archives de l'Université Tulane nous a permis de consulter les articles de journaux néo-orléanais colligés sur *Archive of Americana* de la base de données Readex. Dans les deux cas, nous avons employé une recherche par mots-clés (animaux/*animals*, bétail/*livestock*, cochon/*pig*, cheval/*horse*, abattoir/*slaughterhouse*, etc.) tenant compte des années d'adoption des règlements municipaux retenus pour notre mémoire afin d'identifier les articles pertinents. Bien que la reconnaissance optique des caractères ne soit pas sans faille, nous avons privilégié cette méthode⁴⁷. En effet, nous considérons que l'ampleur du corpus compense les limites de cette démarche. Le dépouillement aux archives de Tulane a aussi permis de consulter plusieurs documents d'époque dont notamment les annuaires municipaux (*city directories*) de la seconde moitié du XIX^e siècle, un rapport de la *Society for the Prevention of Cruelty to Animals* de la Louisiane pour l'année 1893-94 ainsi que des extraits des rapports de Gilbert Joseph Pilié, ingénieur civil et architecte travaillant pour la ville de La Nouvelle-Orléans du début du siècle jusqu'en 1842. Finalement, notre étude fait appel à plusieurs autres sources complémentaires : les données des recensements agrégés canadiens, compilées dans les recueils du *Dominion Bureau of Statistics*⁴⁸; celles des recensements agrégés américains, disponibles en ligne sur la base de données IMPUS USA de l'Université du Minnesota⁴⁹; les archives de la *Canadian Society for the Prevention of Cruelty to Animals* et plusieurs photographies d'époque provenant du centre d'archives du Musée McCord; les rapports annuels de la police de Montréal du Fonds Commission de police (1817-1910); puis des cartes et des documents iconographiques issus des archives de la *Louisiana Digital Library* et de la *Historic New Orleans Collection*.

⁴⁷ Donald Fyson, « À la recherche de l'histoire dans les bibliothèques numériques : les leçons de Notre mémoire en ligne », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 59, n° 1-2 (2005), p. 95-113.

⁴⁸ *Recensement des Canadas, 1851-2*, vol. 2 (Québec: 1853); *Dominion Bureau of Statistics, Census of Canada, 1860-61* vol. 2 (Québec: 1864); *Dominion Bureau of Statistics, Census of Canada, 1870-71*, vol. 3, Ottawa: 1875); *Dominion Bureau of Statistics, Census of Canada, 1880-81*, vol. 3 (Ottawa: 1883); *Dominion Bureau of Statistics, Census of Canada, 1890-91*, vol. 4 (Ottawa: 1897); *Dominion Bureau of Statistics, Fourth Census of Canada, 1901*, vol. 2 (Ottawa: 1904); *Dominion Bureau of Statistics, Fifth Census of Canada, 1911*, vol. 4 (Ottawa: 1914).

⁴⁹ National Historical Geographic Information System (NHGIS), IPUMS, University of Minnesota (Minneapolis), [En ligne] <https://www.nhgis.org>

Ce mémoire est divisé en trois chapitres. Notre démarche étant principalement fondée sur l'analyse de l'action réglementaire des autorités municipales, chaque chapitre correspond à une sphère d'intervention qui permet de montrer l'évolution de la conception de la place de l'animal dans l'espace urbain à différentes échelles : l'ordre et la circulation (chapitre 1), la santé publique et l'hygiène (chapitre 2) et finalement, les enjeux éthiques et moraux (chapitre 3). La fluidité de la circulation et la sécurité publique apparaissent comme une préoccupation centrale des administrations au XIX^e siècle. Dans les deux villes étudiées, on observe une volonté d'encadrer le mouvement des individus dans l'espace urbain, principalement sur les voies de communication et les places publiques. Si les chevaux et le bétail sont au cœur de plusieurs activités essentielles au bon fonctionnement de la vie urbaine, leur présence dans les rues de la ville est le plus souvent perçue comme une source d'encombrement. Les animaux errants, à qui l'on reproche de causer des dommages aux propriétés des citoyens, font également l'objet de véritables campagnes contre l'errance visant à abolir la libre circulation des animaux dans l'espace public. Parallèlement, la santé publique apparaît comme une sphère d'intervention complémentaire des autorités municipales dans la prise en charge de la question animale. C'est dans la foulée des épidémies que les animaux d'élevage et les déchets qu'ils produisent en viennent à être considérés comme des vecteurs de la transmission des maladies infectieuses. En ce sens, les abattoirs et les manufactures faisant intervenir des animaux sont repoussés en périphérie des villes parce qu'ils produisent des nuisances potentiellement dangereuses pour la santé humaine. Cette prise en charge de la question animale par les autorités municipales bouleverse les dynamiques spatiales des villes et n'est pas vécue sans résistance : certains groupes d'acteurs, dont les bouchers en particulier, vivent les restrictions les concernant comme une dépossession de leur métier. Finalement, la cruauté dont les animaux sont victimes dans l'espace public devient de moins en moins acceptable à cette époque. Les conseils municipaux cherchent en effet à policer les mœurs en luttant contre la violence envers les bêtes. C'est d'ailleurs à cette époque qu'apparaissent les premières sociétés pour la prévention de la cruauté envers les animaux dans les deux villes étudiées. Ce dernier chapitre montre comment les enjeux éthiques et moraux apparaissent comme une préoccupation supplémentaire associée à la présence animale dans un contexte de formation de l'espace urbain au XIX^e siècle.

CHAPITRE 1

CIRCULATION ET ORDRE PUBLIC : LE DÉPLACEMENT DES ANIMAUX DANS L'ESPACE URBAIN

Concerns for public order and the proprieties of the public sphere, operating through class, gender, and cultural registers, regulated animals' lives via moral geographies that mapped out, in addition to appropriate areas for different kinds of humans, proper places for their non-human animal companions. Sometimes this resulted from a self-conscious animal advocacy that subjected animals' human oppressors to regulation and prosecution, but the effect was, often enough, the same kind of compartmentalization and marginalization.

— Phillip Howell, 2012¹.

Les villes étant en pleine croissance démographique et matérielle au XIX^e siècle, le transport et la sécurité publique apparaissent comme les premières préoccupations associées à la présence animale en milieu urbain. Si la proximité avec l'animal n'est pas un fait nouveau, les transformations que connaissent les agglomérations urbaines à cette époque soulèvent de nouveaux enjeux spatiaux qui vont considérablement influencer les relations entre les populations humaines et animales. Tant à Montréal qu'à La Nouvelle-Orléans, on observe une volonté d'encadrer le mouvement des individus dans l'espace urbain, principalement sur les voies de communication et les places publiques. En effet, une indéniable volonté disciplinaire – à comprendre ici dans une perspective foucauldienne de contrôle des corps – oriente l'action réglementaire des autorités municipales en matière de circulation et d'ordre public². Ces réglementations, qui deviendront de plus en plus restrictives, touchent à la fois les humains et les animaux.

¹ Philip Howell, « Between the Muzzle and the Leash: Dog-walking, Discipline, and the Modern City », Peter Atkins, dir., *Animal Cities: Beastly Urban Histories*, Abingdon, Routledge, 2012, p. 223.

² *Ibid.*

Ce chapitre aborde trois catégories de mesures réglementaires portant sur la circulation et l'ordre public et impliquant des animaux dans les villes de Montréal et de La Nouvelle-Orléans : la gestion des voies publiques et du transport qui concerne souvent les animaux de manière indirecte; la lutte contre les animaux errants, dont le chien, et finalement, le cas du cochon, qui se différencie des deux autres sous plusieurs aspects. Alors que les règlements portant sur la circulation et les enjeux de transport ont pour objectif d'encadrer la présence des animaux sur les voies de communication, notamment en limitant leur vitesse de mouvement, les mesures concernant les animaux errants introduisent la notion de nuisance urbaine et visent à évacuer certaines catégories d'animaux de l'espace urbain. Les animaux errants sur les propriétés privées ou dans les rues des villes attaquent parfois les citoyens et dérangent l'ordre public. Si les enjeux évoqués sont certes similaires – qu'il s'agisse de la sécurité ou de la circulation – ces dernières mesures s'inscrivent davantage dans une dynamique d'exclusion et de marginalisation plutôt que dans un rapport de proximité homme-animal. L'attitude des autorités s'avère au départ plus tolérante, laissant certaines espèces circuler librement dans la ville et interdisant simplement l'accès aux grandes voies de communication et à certaines places publiques. Néanmoins, les conseils municipaux de Montréal et de La Nouvelle-Orléans, comme dans plusieurs villes occidentales, abolissent la libre circulation des animaux. Des règlements qui identifient certains animaux comme nuisibles les évincent éventuellement des centres peuplés. Toutefois, il convient de préciser que certaines espèces sont davantage concernées que d'autres par ces mesures, ce qui démontre que la notion de nuisance est elle-même appelée à varier en fonction de diverses considérations économiques, politiques et pratiques. Le cheval par exemple, même s'il contribue aux problèmes d'encombrement, demeure une force de traction majeure tout au long du XIX^e siècle et n'est donc pas perçu de la même façon que certaines espèces sans utilité apparente, comme le chien.

Ces mesures s'inscrivent d'une manière générale dans un travail d'encadrement qui cherche à définir l'acceptable et la nuisance en ville. Humains et non-humains forment ainsi une communauté multi-espèces dont les autorités cherchent à contrôler le

comportement et le déplacement dans l'espace. C'est précisément cette hiérarchie et les représentations qu'elle suggère que nous tenterons d'illustrer dans le présent chapitre. À cet égard, l'approche comparative nous permettra de nous questionner sur la façon dont différentes sociétés pensent et représentent leur relation avec les animaux, tout en montrant les pratiques spatiales qui mènent à l'inclusion ou à l'exclusion des animaux pour des motifs de circulation et d'ordre public.

1.1 LA GESTION DES VOIES PUBLIQUES ET DU TRANSPORT : UNE FAÇON INDIRECTE DE CONTRÔLER LA CIRCULATION DES ANIMAUX

Dans les deux villes, plusieurs règlements encadrent les modalités de la circulation des piétons et des véhicules sur les voies publiques. On précise par exemple, la façon dont les citoyens peuvent utiliser les passages piétonniers et les rues, les activités qu'ils peuvent y pratiquer, mais aussi les comportements interdits et les endroits inaccessibles tels que les canaux et les rivières qui sillonnent le territoire municipal. En ce sens, on retrouve également une série de règlements portant sur les voitures, les charretiers et les cochers. Ces mesures touchent indirectement les animaux, mais régissent malgré tout leur déplacement et les conditions de leur exploitation dans l'espace urbain. Avec cette première forme d'intervention, les administrations municipales cherchent principalement à contrôler le comportement des animaux (et de leurs propriétaires), notamment dans le but d'éviter tout incident pouvant nuire à la circulation sur les voies de communication. Dans ce contexte, il s'agit moins d'exclure les animaux que d'encadrer leur présence. Accessoirement, les taxes associées aux animaux représentent également une façon d'accroître les revenus municipaux.

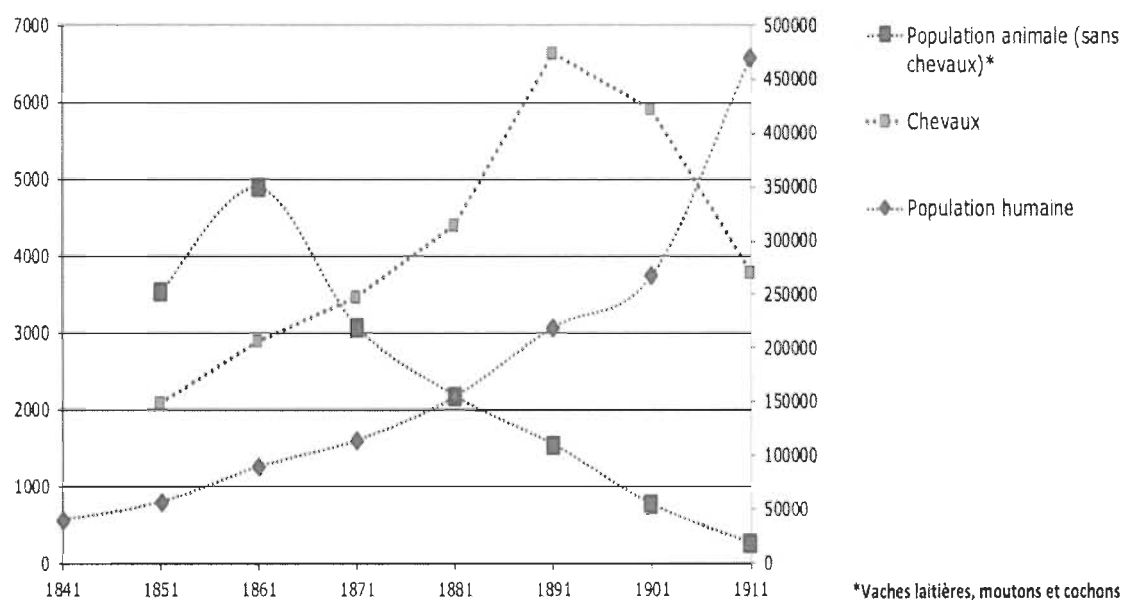
1.1.1 Le cheval : un exemple particulier de cohabitation urbaine

Le cheval est sans aucun doute l'un des animaux les plus mentionnés dans les règlements portant sur la circulation ou le transport à Montréal et à La Nouvelle-Orléans. Néanmoins, avant de s'intéresser au cadre réglementaire des deux villes, il faut expliquer

la fonction déterminante du cheval dans les centres urbains au XIX^e siècle. À Montréal, les recensements agrégés révèlent une forte présence de chevaux jusqu'au début du XX^e siècle; époque pendant laquelle la traction animale sera rapidement supplantée par le moteur électrique. Entre 1850 et 1900, le nombre de chevaux passe de 2077 à 6632, avant de diminuer à 3782 en 1910 (voir figure 1.1). Alors que la plupart des espèces disparaissent progressivement de la ville, le cheval connaît une augmentation exponentielle tout au long de la seconde moitié du XIX^e siècle. Il est possible d'expliquer ce phénomène par le fait que le cheval fut longtemps considéré comme une nuisance nécessaire, sa force de travail étant utilisé dans de nombreuses activités essentielles.

FIGURE 1.1

Comparaison entre les populations humaines et animales à Montréal, 1841-1911



Source : Bureau d'enregistrement et de statistiques, *Recensement des Canadas*, 1851-2, vol. 2 (Québec: 1853); Dominion Bureau of Statistics, *Census of Canada, 1860-61* vol. 2 (Québec: 1864); *Dominion Bureau of Statistics, Census of Canada, 1870-71*, vol. 3, Ottawa: 1875); *Dominion Bureau of Statistics, Census of Canada, 1880-81*, vol. 3 (Ottawa: 1883); *Dominion Bureau of Statistics, Census of Canada, 1890-91*, vol. 4 (Ottawa: 1897); *Dominion Bureau of Statistics, Fourth Census of Canada, 1901*, vol. 2 (Ottawa: 1904); *Dominion Bureau of Statistics, Fifth Census of Canada, 1911*, vol. 4 (Ottawa: 1914).

À cette époque, les rues sont spécialement adaptées pour permettre aux chevaux d'accéder à pratiquement chaque habitation de la ville afin d'assurer les fonctions nécessaires au bon déroulement de la vie urbaine : transport de l'eau et de marchandises en tout genre (provisions, bois, charbon, pierres, briques), approvisionnement des marchés publics, ambulance, pompe funèbre et service de poste. Par ailleurs, ce sont également des chevaux qui ont tiré la première génération d'embarcations (*horse boats*) à sillonner les canaux de Montréal. Même après l'avènement du bateau à vapeur dans les années 1840, le cheval demeure essentiel pour assurer le transport des marchandises pendant les mois d'hiver³. De 1865 à 1895, Sherry Olson révèle une importante augmentation du nombre de voitures hippomobiles à Montréal : selon les rapports annuels de la police, le nombre de véhicules passe de 826 à 3958⁴. Du point de vue du transport public, on estime en 1863 que plus d'un million de passagers par année empruntent les tramways à traction animale, ce qui représente un important achalandage. Ce type de transport restera d'ailleurs en activité jusqu'en 1894 à Montréal, malgré l'existence d'un réseau électrique indépendant⁵. Parallèlement, il semble évident que le cheval bénéficie d'une relation de proximité avec les humains. Nécessitant divers soins plusieurs heures par jour, cet animal fait indéniablement partie du ménage. Par ailleurs, la grande densité d'étables à proximité des habitations dans plusieurs quartiers de la ville, tout comme les contrats et les journaux d'époque, suggèrent une relative proximité entre l'homme et le cheval, ne serait-ce que par les sommes défrayées pour l'entretien de l'animal ou les sobriquets que son maître lui donne⁶.

³ Sherry Olson, « The Urban Horse and the Shaping of Montreal, 1840-1914 », Joanna Dean, Darcy Ingram, et Christabelle Sethna, dir., *Animal Metropolis: Histories of Human-Animal Relations in Urban Canada*, Calgary, University of Calgary Press, 2016, p. 57 et suivantes.

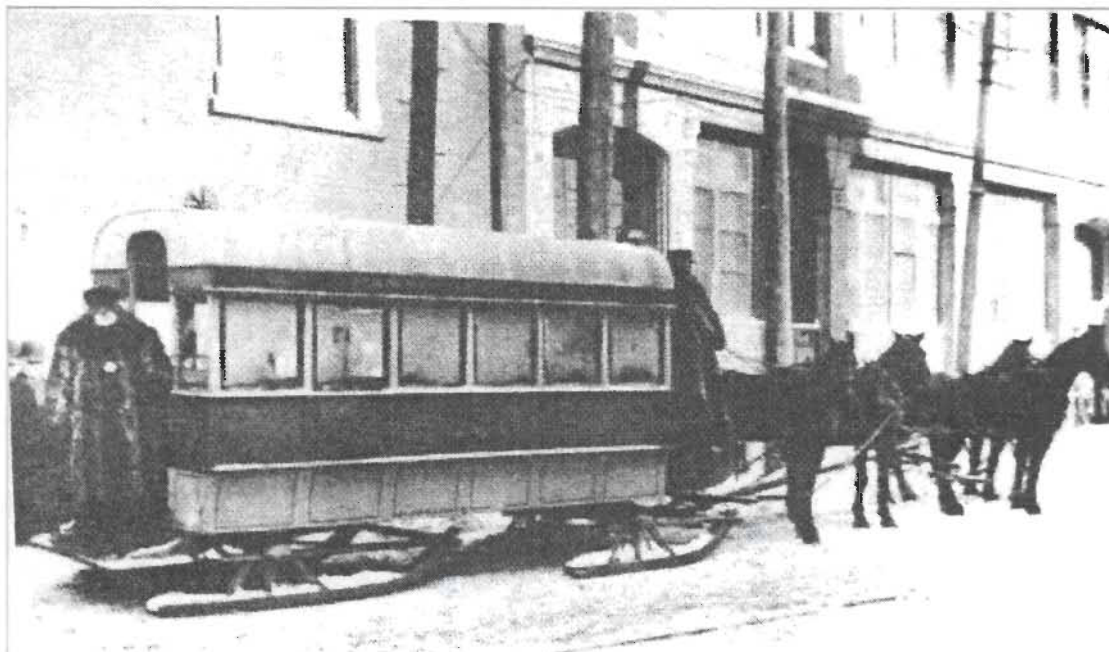
⁴ *Ibid*, p. 61.

⁵ Association québécoise pour le patrimoine industriel, « L'histoire dans l'entreprise », Actes du colloque de l'Association québécoise pour le patrimoine industriel, Montréal, 26 avril 2002, *Bulletin de l'Aqpi*, vol. 14, n° 4 (automne 2002), p. 8.

⁶ Olson, « The Urban Horse and the Shaping of Montreal... », p. 67 et suivantes.

FIGURE 1.2

Tramway à traction animale, à l'extrémité ouest de la rue Sainte-Catherine, près de la rue Green en 1877



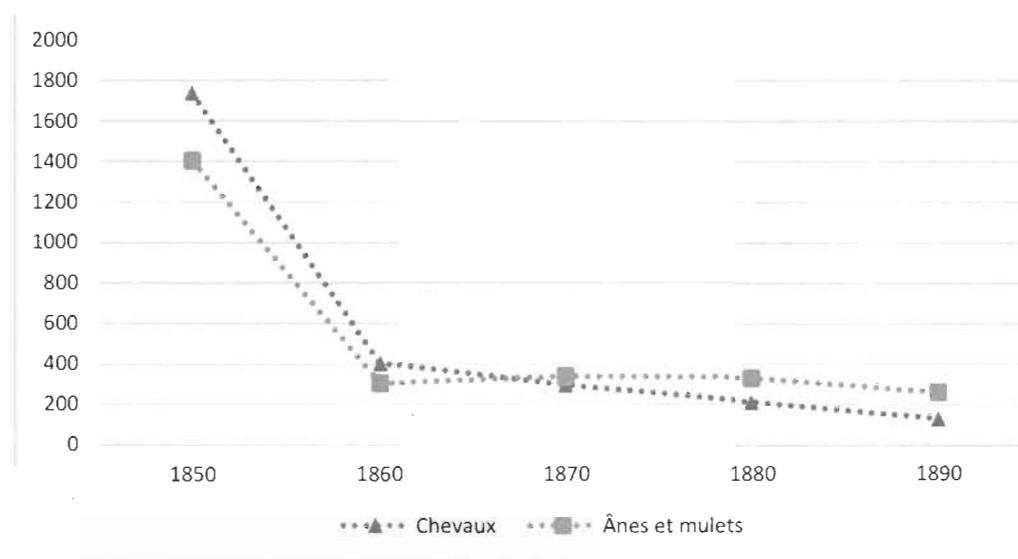
Le tramway à traction animale est l'un des principaux moyens de transport public à Montréal vers la fin du XIX^e siècle. Source : Association québécoise pour le patrimoine industriel, « L'histoire dans l'entreprise », Actes du colloque de l'Association québécoise pour le patrimoine industriel, Montréal, 26 avril 2002, *Bulletin de l'Aqpi*, vol. 14, n°4 (automne 2002), p. 9.

À La Nouvelle-Orléans, les chevaux demeurent comme à Montréal présents dans plusieurs activités de la vie urbaine au XIX^e siècle : ils assurent les transports individuels et commerciaux et sont utilisés à partir des années 1830 avec l'introduction des tramways hippomobiles. C'est principalement en raison des dangers et des nuisances (les risques d'accident, le bruit, la fumée, etc.) que peut causer la présence de locomotives à vapeur à même les rues de la ville que les autorités vont plutôt choisir les animaux comme force motrice pour les transports publics en milieu urbain. Par contre, il faut préciser que pour la métropole louisianaise ce sont principalement les mulets – espèce hybride engendrée par l'accouplement d'un âne et d'une jument – qui sont privilégiés jusqu'à l'électrification du service vers la fin du siècle. Dans son mémoire s'intéressant à cette particularité locale, Brittany Anne Mulla explique que malgré les coûts élevés associés à l'élevage et la reproduction de cette espèce, les Néo-Orléanais la préfèrent en raison de ses

caractéristiques biologiques. Le mulet est plus accommodé au climat humide de la Louisiane et il est plus facile à entretenir (son système digestif étant moins délicat que celui du cheval) et à gérer en grand nombre (les mulets ont moins tendance à se battre entre eux). En outre, cette espèce est réputée pour sa résistance aux mauvais traitements⁷.

FIGURE 1.3

Population équine à La Nouvelle-Orléans, 1850-1890



Ce graphique s'arrête en 1890 puisque les recensements affichent les nombres impressionnants de 6305 chevaux et 3431 ânes ou mulets dans la ville en 1900. Ces données sont évidemment aberrantes et il s'agit fort probablement d'une différence méthodologique (dans la façon de répertorier les bêtes) ou d'une erreur de transcription puisqu'on note des valeurs plus normales en 1910, soit 576 chevaux et 365 ânes ou mulets. Source : les données sont issues des recensements agrégés américains disponibles sur le *National Historical Geographic Information System* (NHGIS), IMPUS, University of Minnesota (Minneapolis) [En ligne] <https://www.nhgis.org>

Les recensements agrégés révèlent une diminution de la population équine plus considérable qu'à Montréal dans la seconde moitié du XIX^e siècle : le nombre de chevaux passe de 1737 en 1850 à 402 en 1860, puis à 132 en 1890. Le nombre d'ânes et de mulets subit une diminution comparable passant de 1405 en 1850 à 304 en 1860, puis à 261 en 1890 (voir figure 1.3). L'introduction du tramway électrique en 1893, combinée aux nombreuses réglementations qui touchent les chevaux et les ânes à cette époque explique

⁷ Brittany Mulla, « Harness Electricity, Free the Mules: Animal Rights and the Electrification of the Streetcars in New Orleans », mémoire de maîtrise (histoire), University of New Orleans, 2010, p. 6 et suivantes.

en partie ce phénomène. Au début des années 1900, il ne restait qu'une seule compagnie utilisant des tramways à traction animale dans la ville.

1.1.2 Se déplacer dans la ville : l'animal comme obstacle à la circulation

Tant à Montréal qu'à La Nouvelle-Orléans, la crainte des accidents apparaît comme l'un des premiers motifs des réglementations municipales régulant la présence et la circulation des animaux dans les rues et les places publiques⁸. Alors que d'importantes quantités d'animaux circulent dans les villes du XIX^e siècle, ceux-ci deviennent la cible de mesures visant à réduire les risques de collision ou d'obstruction sur les voies de communication. Les incidents impliquant des chevaux sont fréquents et provoquent généralement des dommages considérables, comme en atteste la presse montréalaise et louisianaise⁹.

À Montréal, dans un premier règlement de 1841 concernant les obstructions nuisant à la circulation, les autorités interdisent de se promener sur les trottoirs et les chaussées en montant un animal ou d'encombrer tout passage piétonnier ou place publique en y laissant un animal, une charrette ou une voiture sous peine d'amende¹⁰. Parallèlement, le règlement 51 de cette même année fournit diverses indications sur les conditions d'utilisation des voitures dans les rues de la ville, mais aussi sur la façon dont les charretiers doivent conduire et traiter leurs chevaux : on interdit notamment de battre de manière cruelle ou déraisonnable un cheval ou d'en faire une mauvaise utilisation dans les limites de la ville.

⁸ Dans son étude, Sabine Barles remarque la même préoccupation pour la ville de Paris au XIX^e siècle. « Undesirable Nature: Animals, Resources and Urban Nuisances », Peter Atkins, dir., *Animal Cities: Beastly Urban Histories*, Abingdon, Routledge, 2012, p. 182.

⁹ Plusieurs articles relatent des accidents impliquant des chevaux dans les villes de Montréal et de La Nouvelle-Orléans. Voir par exemple : « Crazy horse », *Montreal Herald and Daily Gazette*, 11 septembre 1862 ; « Smash up », *The Daily Picayune*, 8 avril 1875.

¹⁰ Archives de Montréal (Montréal). Fonds Conseil de ville de Montréal (1833-2001), règlements municipaux (1840-2001), CA M001 VM001-33, Règlement no 13, Règlement relatif aux obstructions nuisant à la circulation sur les trottoirs, chaussées et dans les endroits publics, adopté le 21 avril 1841; Règlement no 81, Règlement relatif aux obstructions nuisant à la circulation sur les trottoirs, adopté le 8 août 1842.

Par ailleurs, les autorités établissent pour la première fois pendant cette période une vitesse de déplacement pour les personnes utilisant des animaux comme monture : « any person who shall attempt to ride or drive any animal or animals through any part of the said City at a rate faster than moderate trot shall incur and pay a penalty »¹¹. À partir de 1848, cochers et charretiers doivent dûment demander l'autorisation du conseil municipal chaque année et faire enregistrer leur véhicule par le clerc du Marché Bonsecours. En outre, les emplacements où ils peuvent stationner leurs carrosses ou leurs calèches sont limités à quelques rues¹².

Le règlement 50 de 1870 impose une nouvelle série de mesures d'encadrement encore plus restrictives pour les voitures de louage. En plus de restreindre l'espace où il est permis de stationner les véhicules à chevaux dans la ville, le règlement oblige toute personne conduisant une voiture ou montant un cheval, une jument ou tout autre animal de « courir, trotter ou galoper plus vite qu'à raison de six milles à l'heure ou d'une manière négligente et désordonnée »¹³. Lorsque le charretier traverse une rue ou une place publique ou encore lorsqu'il effectue certaines manœuvres potentiellement dangereuses, on lui impose le régime du pas. Par ailleurs, un système de licences définit encore davantage les conditions d'utilisation et de circulation des chevaux dans la ville. Pour obtenir le « privilège » d'exercer leur métier, les charretiers doivent préalablement obtenir une licence et un numéro d'enregistrement du chef de police de la ville, documents que ce dernier n'accorde qu'aux personnes qu'il juge habilitées à conduire une voiture hippomobile. De plus, les conducteurs doivent être en mesure de contrôler leurs chevaux en permanence et de les surveiller quand ils sont stationnés dans des lieux publics. On les

¹¹ AM, FCVM, CA M001 VM001-33, Règlement no 51, Règlement régissant les voitures de louage et fixant le tarif des taux percevables, adopté le 6 décembre 1841.

¹² AM, FCVM, CA M001 VM001-33, Règlement no 199, Règlement révoquant les règlements y mentionnés et établissant des règles et règlements relativement aux charrettes, cabs, calèches et voitures de louage, adopté le 18 avril 1848.

¹³ AM, FCVM, CA M001 VM001-33, Règlement no 50, Règlement concernant les voitures, adopté le 15 mars 1870, amendée par le Règlement no 97, Règlement concernant les cochers et voitures de louage, adopté le 17 mai 1876 et Règlement no 133, adopté le 9 juin 1882.

oblige également à ne travailler qu'avec des bêtes en excellentes conditions¹⁴. En 1890, une taxe est finalement imposée aux commerçants de chevaux à qui l'on reproche de contrevenir fréquemment aux lois municipales, notamment en se plaçant à des endroits inappropriés pour exercer leur activité¹⁵.

À La Nouvelle-Orléans, l'ordonnance sur les nuisances publiques de 1856 déclare plusieurs comportements impliquant des animaux comme nuisibles. Il est interdit de monter à cheval, de l'exercer ou encore de conduire un véhicule tiré par des animaux dans plusieurs rues (Canal, Basin, Rampart, Saint Bernard) et places publiques de la ville¹⁶. En 1861, dans le but de réduire les problèmes de trafic et d'accidents, l'administration municipale adopte un règlement pour encadrer le passage des animaux sur les ponts de la ville : « pas plus de dix chevaux, ânes ou bêtes à cornes sont autorisés à traverser les passerelles et ponts des canaux et bayous de la ville sous peine d'une amende de cinquante dollars »¹⁷. Il s'agit, comme à Montréal, de contrôler les modalités de circulation afin d'assurer une pleine fluidité dans les déplacements des utilisateurs des voies publiques. Avec le règlement de 1881, l'administration municipale interdit de monter un cheval, un âne ou toute autre bête de somme libre ou sans selle dans les principales artères de la ville (les rues Canal, Royal, Bourbon, St. Charles et Magazine) en précisant que tout contrevenant s'expose à une amende de 10 dollars ou à une peine d'emprisonnement d'un maximum de dix jours¹⁸. Cette même année, le fait d'atteler son cheval dans les rues situées à proximité d'une habitation privée ou d'un lieu public où se trouvent des citoyens susceptibles d'être incommodés est considéré comme une infraction¹⁹. Dans ce cas, on cherche certes à limiter l'encombrement des rues, mais on s'inquiète également pour la

¹⁴ AM, FCVM, CA M001 VM001-33, Règlement no 50, Règlement concernant les voitures, adopté le 15 mars 1870.

¹⁵ AM, FCVM, CA M001 VM001-33, Règlement no 181, Règlement pour prélever un droit sur les commerçants de chevaux, adopté le 23 janvier 1890.

¹⁶ New Orleans Public Library (La Nouvelle-Orléans), Règlements municipaux, 3121 OS, *An ordinance relative to offences and nuisances*, adoptée le 15 janvier 1856.

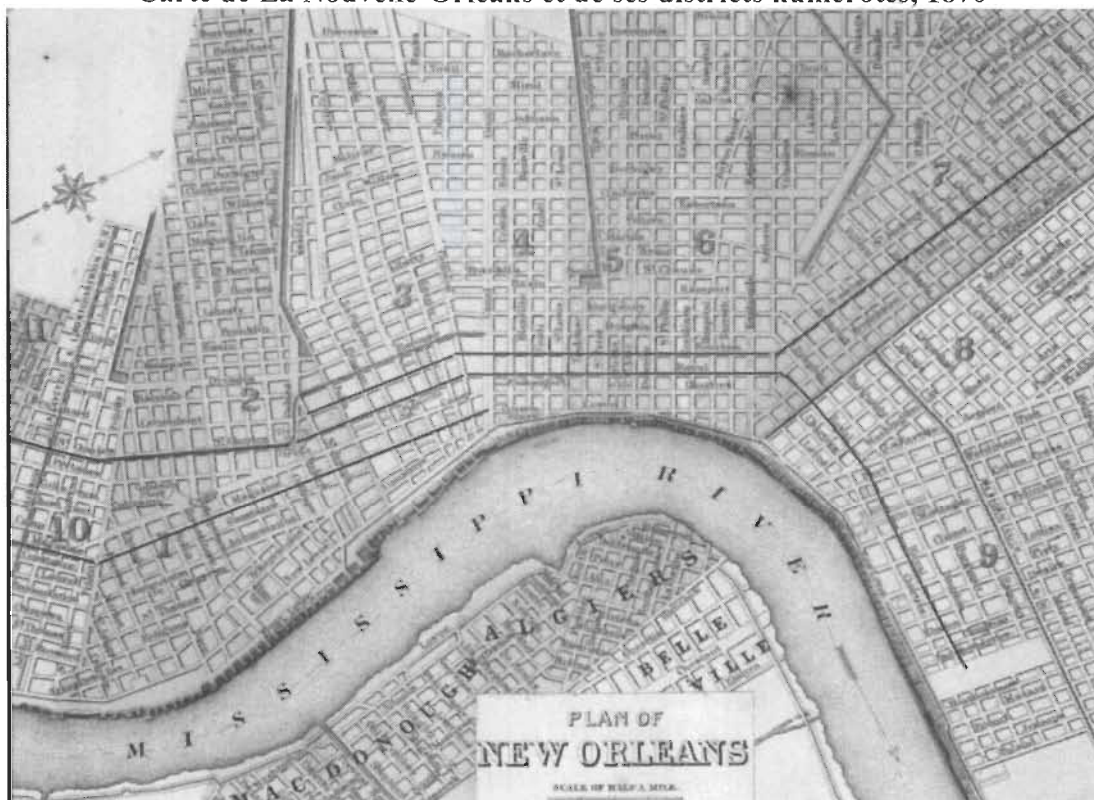
¹⁷ NOPL, Règlements municipaux, 5771 OS, *Animals crossing bridges*, adopté le 10 octobre 1861.

¹⁸ NOPL, Règlements municipaux, 6897 AS, *An ordinance to prevent the driving of horses, mules, etc., in a loose condition through the following streets of the city of New Orleans*, adoptée le 9 mars 1881.

¹⁹ NOPL, Règlements municipaux, 7228 AS, *Hitching of horse*, adopté le 18 juillet 1881.

sécurité des passants. En effet, l'attelage n'est pas une opération sans risque, un cheval agité pouvant causer maintes blessures. Il va sans dire que ces mesures réglementaires limitent considérablement les endroits où les propriétaires de cheval peuvent circuler ou soigner leur bête.

FIGURE 1.4
Carte de La Nouvelle-Orléans et de ses districts numérotés, 1870



En bleu foncé, les rues concernées par le règlement 1881 interdisant de monter un cheval ou tout autre animal sans selle dans les principales artères de la ville. Source : *Plan of New Orleans*, par Samuel Augustus Mitchell, 1870, repéré dans la *David Rumsey Historical Map Collection* [En ligne] <http://www.davidrumsey.com/maps/140442-30403.html>.

Le conseil de La Nouvelle-Orléans passe dans les années 1880, une série de mesures concernant le bétail et les « animaux de ferme » en général (porcs, moutons, chèvres). Si ces règlements concernent des catégories d'animaux habituellement visées par les ordonnances portant sur les animaux errants ou nuisibles – thème que nous abordons plus tard dans le présent chapitre – les enjeux évoqués sont toutefois différents considérant que les animaux de ferme, tout comme le cheval, sont jugés utiles aux activités de la ville.

Ces mesures s'imbriquent, comme à Montréal, dans une politique de gestion du transport et de la circulation : il s'agit avant tout d'assurer une fluidité dans les déplacements et pas nécessairement d'exclure des éléments jugés indésirables, comme ce sera le cas pour les réglementations sur la nuisance et les animaux errants. En juillet 1882, l'ordonnance 7960 interdit aux citoyens de conduire le bétail dans l'ensemble des rues et places publiques de la ville pour une bonne partie de la journée, soit de 5 heures à 18 heures. Le texte précise par ailleurs qu'il est du devoir de tout agent de police d'arrêter les contrevenants et de les conduire devant un magistrat. Les peines encourues peuvent aller jusqu'à 25 dollars et/ou dix jours de prison (la sanction pouvant être double), ce qui suggère une forte volonté dissuasive²⁰. Amendé le mois suivant, le règlement devient encore plus précis, incluant cette fois non seulement les bêtes à cornes, mais également les cochons et les moutons²¹. Puis, l'année suivante, les heures pendant lesquelles les passants peuvent se déplacer avec leurs animaux dans les rues de la ville sont légèrement modifiées sans doute pour mieux correspondre aux besoins des citoyens : entre 18 heures et 8 heures ainsi que pendant une courte période de 10 heures à 15 heures²².

Avec le règlement 6080 de 1892, les autorités municipales de La Nouvelle-Orléans interdisent aux animaux provenant du port ou du chemin de fer de circuler dans l'ensemble des rues de la ville, peu importe le moment de la journée. Toute personne tentée de transporter son bœuf ou sa chèvre par les voies de communication s'expose désormais à une sanction pouvant aller jusqu'à trente jours de détention à la *New Orleans Parish Jail*²³. En 1894, le conseil municipal cesse tout simplement d'accorder des autorisations pour la garde d'un cheval ou d'une vache dans les limites de la ville, que ce soit pour un usage privé ou public et ce, sauf pour des conditions particulières²⁴. Les exceptions prévues par

²⁰ NOPL, Règlements municipaux, 7960 AS, *An ordinance to prohibit the driving of cattle through the streets of the city and to impose a penalty for violation thereof*, adoptée le 25 juillet 1882.

²¹ NOPL, Règlements municipaux, 7981 AS, *An ordinance to prohibit the driving of cattle through the streets of the city and to impose a penalty for violation thereof, amended 7960 AS*, adoptée le 1^{er} août 1882.

²² NOPL, Règlements municipaux, 289 CS, *An ordinance to prohibit the driving of cattle through the streets of the city and to impose a penalty for violation thereof*, adoptée le 8 mai 1883.

²³ NOPL, Règlements municipaux, 6080 CS, *Cattle in the streets*, adopté le 25 février 1892.

²⁴ NOPL, Règlements municipaux, 8786 CS, *No permission to keep horse or cow*, adopté le 6 mars 1894.

le cadre réglementaire concernent principalement les écuries autorisées et les laiteries. Ces restrictions de plus en plus sévères et précises démontrent que les enjeux de circulation se poursuivent tout au long du siècle.

L'évolution du cadre réglementaire à Montréal et à La Nouvelle-Orléans permet de constater que les chevaux et le bétail, malgré leur grande utilité, sont le plus souvent perçus comme une source d'encombrement. La congestion routière, mais aussi l'imprévisibilité de l'animal, cumulée à la présence d'autres animaux en liberté dans les rues de la ville, expliquent en partie les mesures de plus en plus sévères adoptées par les conseils municipaux. Ces séries de mesures apparaissent quasi simultanément dans les deux villes étudiées et s'inscrivent dans une tendance nord-américaine de remise en question de la place du cheval et des animaux de ferme dans l'espace urbain. Les restrictions qui frappent le cheval dans la seconde moitié du XIX^e siècle s'accompagnent également d'une transition technologique qui suggère de nouvelles façons de se déplacer dans la ville. Avec une population humaine croissante et l'expansion des activités commerciales des métropoles, la présence équine laisse progressivement sa place à des moyens de transport jugés plus adaptés à la ville moderne²⁵.

1.2 UNE QUESTION DE SÉCURITÉ : LA LUTTE CONTRE LES ANIMAUX ERRANTS ET LA MISE EN PLACE DU SYSTÈME DES ENCLOS PUBLICS

La lutte aux animaux errants et aux espèces jugées nuisibles apparaît comme l'un des enjeux les plus récurrents dans les réglementations concernant de manière directe les animaux au XIX^e siècle. Alors qu'en matière de gestion des voies publiques les politiques municipales visent surtout à encadrer la présence animale dans les rues de la ville en imposant des conditions ou des restrictions (vitesse de déplacement, attelage pour les montures, etc.), les autorités montréalaises et néo-orléanaises vont adopter des mesures

²⁵ Clay McShane et Joel Tarr, « The decline of the urban horse in American cities », *Journal of Transport History*, vol. 24, n° 2 (2003 septembre), p. 177-198.

plus radicales contre les animaux se promenant librement dans l'espace urbain. Nous aborderons dans un premier temps les règlements portant la présence des animaux errants comme nuisance avant de nous intéresser au système des enclos publics, qui sera déployé surtout dans la seconde moitié du XIX^e siècle dans les deux villes. Dans un troisième temps, nous porterons une attention particulière au cas du chien, qui fait l'objet d'une réglementation distincte et particulièrement sévère tant à Montréal qu'à La Nouvelle-Orléans en vertu de son double statut : animal domestique lorsqu'il est accompagné d'un humain, nuisance publique à éradiquer lorsqu'il est en situation d'errance. Considérés comme des animaux domestiques au même titre que les chiens, les chats partagent eux aussi l'espace urbain avec les humains au XIX^e siècle, mais les gouvernements municipaux n'ont accordé aucune attention à cette espèce. Notons d'ailleurs que les chats sont pratiquement absents dans les documents historiques que nous avons consultés.

1.2.1 Les animaux errants : une nuisance à éliminer

Au XIX^e siècle, les lettres des citoyens aux différents journaux montréalais et néo-orléanais dénoncent les dommages que certains animaux errants causent à leurs potagers et leurs propriétés. À Montréal, le cadre réglementaire du début du siècle prévoit déjà des dispositions concernant ces animaux nuisibles. L'article 24 des règlements de police de 1817 précise que les animaux errants tels que les chevaux, les cochons ou les chèvres doivent être arrêtés et placés en captivité jusqu'à ce que leur propriétaire légitime s'acquitte de l'amende prévue à cet effet :

On ne laissera ni cheval, cochon, ni chèvre aller librement ou s'égarer dans aucune des places, rues ou ruelles de la Ville ou des Fauxbours, sous peine de cinq chelins d'amende; et toutes les fois que l'on verra de ces animaux passer librement ou s'égarer dans aucun des lieux susdits, il sera permis à toute personne de les saisir ou de faire arrêter, jusqu'à ce que celui ou ceux à qui ils appartiendront, aient payé ladite amende pour chaque [animal]²⁶.

²⁶ Archives de Montréal, Fonds Commission de police (1817-1910), CA M001 VM043, *Rules and Regulations of police, for the city and Suburbs of Montreal*, 1817, Cours de Session de Quartier, Article 24.

Lorsqu'il est impossible d'enfermer un cochon se promenant librement dans les rues de la ville, le règlement accorde le droit de le tuer à condition de faire publier une annonce dans les principales rues de la ville et à la porte de l'église paroissiale, permettant ainsi au propriétaire de récupérer le cadavre de l'animal moyennant le paiement de l'amende. Dans le cas où l'animal (vivant ou mort) n'est pas réclamé ou que le propriétaire refuse de payer les frais prévus par la loi, tout geôlier improvisé peut garder l'animal ou le revendre.

La même année, le conseil de La Nouvelle-Orléans adopte une mesure similaire prévoyant l'embauche par le commissariat de police d'un ou plusieurs officiers chargés de capturer les oies, les porcs et les cochons circulant librement dans les rues, parcs et autres places publiques. On précise également que les animaux ainsi capturés doivent ensuite être publiquement vendus au profit de la ville²⁷. La métropole louisianaise applique, pendant la première moitié du XIX^e siècle, davantage de mesures touchant directement les animaux errants que la ville de Montréal. Les ordonnances de 1831 et 1837 exigent que tout policier enferme les animaux égarés dans l'une des étables de la ville²⁸. Un budget est prévu pour leur alimentation pour une durée maximale de dix jours après quoi l'animal doit être vendu à l'enchère au plus offrant si son maître ne l'a pas réclamé ou si ce dernier refuse de payer les frais d'entretien. Il s'agit bien entendu d'une mesure temporaire en attendant la mise en place d'enclos publics permanents. L'ordonnance de 1856 sur les nuisances publiques, évoquée plus tôt, ne s'intéresse pas qu'à la circulation sur les voies publiques. En effet, plusieurs animaux y sont représentés comme des nuisances, au même titre que le vandalisme, les bruits incommodants, les odeurs nauséabondes, le vagabondage et les comportements indécents. Certaines espèces sont directement ciblées par ces mesures : le porc, dont l'élevage est formellement interdit dans les 1^{er} et le 2^e districts, ainsi que le chien qui n'est toléré dans les rues que sous certaines conditions²⁹. Comme à Montréal, ce règlement s'imbrique dans une série de mesures visant la protection de la propriété privée, le respect de l'ordre public et la sécurité des citoyens. Parallèlement, le règlement interdit

²⁷ *An ordinance concerning stray animals*, repérée dans *Digest of the Ordinances and Resolutions of the Second Municipality of New-Orleans*, La Nouvelle-Orléans, F. Cook & A. Levy Press, 1840, p. 107.

²⁸ *Ibid.*

²⁹ Pour consulter une carte de La Nouvelle-Orléans avec les districts numérotés, voir figure 1.4 à la page 42.

à quiconque de laisser entrer un animal sauvage ou féroce dans les limites de la ville, que ce soit sur une propriété privée ou une ménagerie, à moins que cet animal soit sous la surveillance d'un garde armé jour et nuit. En 1881, l'administration municipale identifie cette fois les chèvres en liberté comme une « nuisance publique » et ordonne qu'elles soient placées dans une fourrière avant d'être vendues à une enchère publique par les forces policières de la ville³⁰. Cette mesure est d'ailleurs saluée dans un article du *Daily Picayune* dans lequel on reproche notamment aux chèvres de piétiner les jardins et les pelouses des citoyens :

In his mountain retreats and rocky fastnesses the goat is a picturesque and interesting animal. [...] But as an inhabitant of a crowded valley city, [...] this obstinate vegetarian [...] is, in the strong language of Administrator Mealey, nothing more or less than a **nuisance**. Considering the fact that these nomadic creatures, to the number, we suppose, of several hundred, have been so long at large among us, and have continued their predatory incursions into the flower gardens and lined lawns of the city, [...] we cannot say that the Council has gone too far in taking the course it has³¹.

Le dernier règlement concernant les animaux errants est appliqué en 1886 : le conseil municipal interdit cette fois aux propriétaires de pigeons de laisser leurs oiseaux s'enfuir dans la ville³². Si la présence des pigeons évoque des enjeux différents, ils sont malgré tout identifiés comme une nuisance.

À Montréal, le conseil municipal du maire Charles Wilson s'intéresse à nouveau aux problèmes des animaux en liberté dans un règlement de 1852 où l'on stipule cette fois qu'« aucun chevaux, bestiaux, porcs, cochons, chèvres, ou oies, n'erreront çà et là en aucun temps dans cette cité; ni ne paîtront, ne brouteront, ni ne se nourriront sur aucune des rues, quarrés, ruelles, allées ou places publiques de ladite Cité sous une pénalité contre les

³⁰ NOPL, Règlements municipaux, 7045 AS, *An ordinance to prevent goats from running at large*, adoptée le 5 mai 1881.

³¹ Auteur inconnu, « The goat ordinance », *The Daily Picayune*, 17 février 1881, p. 12. Les caractères gras sont de nous.

³² NOPL, Règlements municipaux, 1930 CS, *Unlawful to allow pigeons to go at large*, adoptée le 10 septembre 1886.

propriétaires (des dits animaux) [sic] »³³. Cette mesure sera couplée à une série de mesures visant l'établissement d'enclos publics. Ce système devient, dans les deux villes, une nécessité dans la mesure où il permet d'appliquer de manière effective les règlements interdisant la libre circulation des animaux. Les sanctions s'appliquant aux propriétaires ne peuvent suffire à éliminer entièrement la présence des espèces errant dans les rues.

1.2.2 La mise en place du système des enclos publics

Afin de combattre le problème des animaux errants plus efficacement, les deux villes ne tardent pas à se doter d'un système de fourrières ou d'enclos publics. Ces lieux, à l'instar d'une prison, visent à éloigner de l'espace public, des êtres – dans ce cas-ci, non-humains – dont la présence ou le comportement sont susceptibles de déranger l'ordre établi. Le système des enclos répond non seulement au besoin de créer des endroits pour enfermer les animaux capturés, mais surtout il représente une volonté de limiter leur présence à des zones circonscrites et surveillées. Si elles reposent d'abord sur la coopération des policiers, ces fourrières se doteront de gardiens permanents et d'un système d'amendes et de sanctions détaillé visant à pénaliser les propriétaires trop négligents.

À Montréal, le règlement 4 adopté dès 1840 assure la mise en place d'une fourrière municipale à la place Viger (sur la rue Saint-Denis) et la création d'un poste de gardien ayant le pouvoir et l'obligation d'enfermer « tous les chevaux, bêtes à cornes, moutons, chèvres et porcs trouvés errants, endommageant la propriété de toute personne ou égarés sur les grèves, les chemins ou les lieux publics de la ville ».³⁴ Le marché de la place Viger devient également le seul endroit autorisé pour la vente du bétail, celle-ci étant désormais formellement interdite dans les rues et autres places publiques de la ville sous peine

³³ AM, FCVM, CA M001 VM001-33, Règlement n° 223, Règlement pour empêcher que les chevaux, bestiaux, porcs, cochons, chèvres ou oies errent ça et là dans la cité de Montréal, adopté le 11 août 1852.

³⁴ AM, FCVM, CA M001 VM001-33, Règlement n° 4, Règlement régissant la fourrière, le marché à foin et à bétail de la Place Viger, rue St-Denis, dans le faubourg St-Louis, et réservant une certaine somme d'argent pour la construction d'enclos à bétail, adopté le 14 décembre 1840.

d'amende. Ceux qui souhaitent y exposer un ou plusieurs animaux doivent s'acquitter d'une rente quotidienne qui varie selon l'espèce. Les paiements sont récoltés par le gardien du marché afin d'être versés à la Corporation de Montréal. Comme le remarque Serge-Olivier Rondeau dans son étude, il s'agit également d'une stratégie pour augmenter les revenus municipaux que plusieurs marchands tentent de contourner, et ce, même si l'amende encourue lors du non-paiement de la rente représente une somme considérable (plus d'un tiers de la valeur d'un cochon en 1868)³⁵. Toutefois, le règlement ne s'applique pas aux lots abandonnés ou non-utilisés qui peuvent encore être transformés en pâturage au besoin.

Montréal étant une ville industrielle en pleine croissance démographique, les problèmes d'encombrement reliés à la présence animale en ville ne font que s'accroître dans les années 1850 alors que la population animale atteint son maximum (figure 2.1). En 1852, le maire Wilson ordonne ainsi l'ouverture de deux nouvelles fourrières, l'une au coin des rues Wellington et Dalhousie dans le quartier Sainte-Anne, l'autre sur le square Papineau dans le quartier Sainte-Marie, avec chacune leur gardien possédant tous les pouvoirs associés à cette fonction pour enfermer les animaux errants sur les propriétés privées et dans les rues de la ville³⁶. En 1863, un nouveau règlement établit l'ouverture de nouveaux enclos au Marché aux animaux du quartier Saint-Jacques et au Marché Saint-Gabriel dans le quartier Sainte-Anne³⁷.

³⁵ Serge-Olivier Rondeau, « Qui mange du porc mange sa mort : une histoire de l'encadrement réglementaire de l'élevage urbain au XIX^e siècle à Montréal et une sociologie de ses effets », mémoire de maîtrise (sociologie), Université du Québec à Montréal, 2018, p. 73. La valeur du cochon est établie par Bettina Bradbury dans « Pigs, Cows, and Boarders: Non-Wage Forms of Survival among Montreal Families : 1861-91 », *Labour / Le Travail*, vol. 14 (automne 1984), p. 9-46.

³⁶ AM, FCVM, CA M001 VM001-33, Règlement no 221, Règlement du Conseil de la Cité de Montréal pour établir des Fourrières dans les Quartiers Ste. Anne et Ste. Marie, de cette Cité, adopté le 19 mai 1852.

³⁷ AM, FCVM, CA M001 VM001-33, Règlement no 284, Règlement pour l'établissement et le règlement d'enclos publics et pour empêcher les chevaux, bestiaux, cochons, porceaux, moutons et chèvres d'errer dans les rues de la cité, adopté le 7 janvier 1863.

À partir des années 1870, l'administration municipale juge toujours nécessaire d'étendre le système des enclos publics en établissant plusieurs fourrières supplémentaires sur le territoire montréalais. Cette fois, le rapprochement entre l'image de la prison et la fourrière devient encore plus pertinent puisque le règlement 43 prévoit également la mise en place d'enclos dans chaque poste de police³⁸. À cet égard, Sean Kheraj remarque que Montréal est la première ville canadienne où les forces policières obtiennent la responsabilité de garder les fourrières et de capturer les animaux errants³⁹. En effet, il est mentionné dans le texte du règlement que « tout constable de la force de police de ladite cité, lorsqu'il verra ou ne rencontrera aucun cheval, bétail, cochon, mouton ou chèvre errant [...] ou que quelque citoyen attirera son attention sur aucun tel animal errant [...], devra immédiatement mener ledit animal à l'enclos le plus proche »⁴⁰. Fait intéressant, on constate un phénomène similaire à La Nouvelle-Orléans, où la chasse aux animaux errants et la mise en place d'enclos publics reposent largement sur la collaboration des forces policières. Entre 1863 et 1900, la police de Montréal met en fourrière plus de 11 630 animaux, parmi lesquels 2387 vaches, 209 cochons, 338 moutons, 233 chèvres et 8464 chevaux (voir figure 1.5)⁴¹. On remarque que le nombre d'animaux capturés augmente dans les années 1870 alors que le conseil municipal décide d'étendre le système des enclos publics et de réitérer le rôle des forces policières dans la lutte aux animaux errants. Les chevaux et les vaches représentent au moins 93 % des animaux concernés (figure 1.6), notamment parce qu'ils sont présents en plus grand nombre que les autres espèces sur le territoire montréalais, mais aussi parce que les politiques en matière d'animaux errants de la deuxième moitié du XIX^e siècle s'avèrent de plus en plus restrictives quant à leur présence dans les rues. Néanmoins, les statistiques des rapports annuels de la police ne fournissent aucune information sur le nombre de chiens mis en fourrière, bien que ces derniers fassent l'objet de plusieurs réglementations spécifiques.

³⁸ AM, FCVM, CA M001 VM001-33, Règlement no 43, Règlement concernant les enclos publics, adopté le 15 mars 1870.

³⁹ Sean Kheraj, « Urban Environments and the Animal Nuisance: Domestic Livestock Regulation in Nineteenth-Century Canadian Cities », *Urban History Review/Revue d'histoire urbaine*, vol. 44, n° 1-2 (automne/printemps 2015/2016), p. 46.

⁴⁰ AM, FCVM, CA M001 VM001-33, Règlement no 43, Règlement concernant les enclos publics, adopté le 15 mars 1870.

⁴¹ Archives de Montréal, Rapports annuels de la police (V001.4), 1863-1910.

FIGURE 1.5

Animaux mis en fourrière par la police montréalaise, 1863-1900

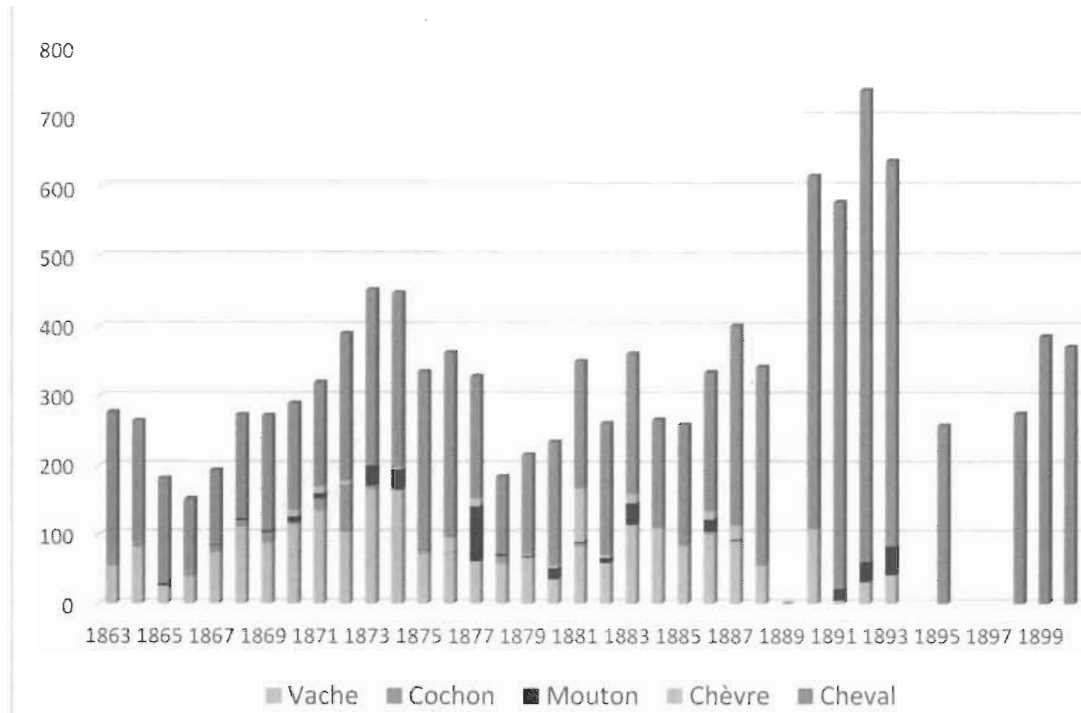
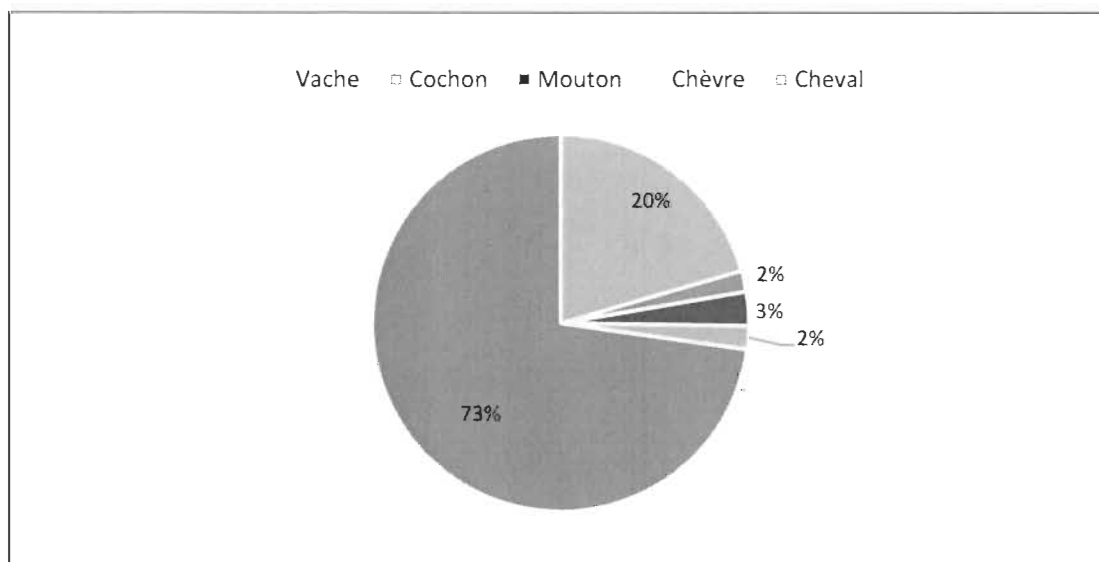


FIGURE 1.6

Animaux mis en fourrière par la police montréalaise, 1863-1900



Source des figures 2.5 et 2.6 : Archives de Montréal, Rapports annuels de la police (V001.4), 1863-1910.

Nous observons également que la mise en place des premières fourrières publiques à La Nouvelle-Orléans survient à la même époque qu'à Montréal, c'est-à-dire vers la seconde moitié du XIX^e siècle. Par ailleurs, les deux villes connaissent une intensification des mesures concernant les enclos publics dans les années 1870. Dans la métropole louisianaise, un premier règlement établit d'abord en 1857 plusieurs fourrières et interdit « de laisser tout cheval, âne, vache, cochon, chèvre et autre animal » se promener en liberté dans plusieurs rues passantes des quatre premiers districts de la ville⁴². S'il incombe aux policiers de capturer les animaux errants, ces nouvelles mesures prévoient néanmoins la création d'un poste de gardien, chargé notamment de recevoir les paiements des propriétaires qui souhaitent récupérer leurs animaux. Celui-ci doit également enregistrer tous les animaux capturés dans un livre en y détaillant l'amende à payer et le nombre de jours passés à la fourrière. En 1866, le problème est toujours bien présent puisque l'ordonnance 347 restreint encore davantage la limite des zones dans lesquelles les animaux peuvent circuler librement et précise le fonctionnement du système des fourrières publiques⁴³. En outre, le conseil municipal ordonne la mise en place de nouvelles fourrières pour les animaux capturés. En 1870, les autorités dotent cette fois les cinquième et sixième districts d'une fourrière : la première est située près des rues Toledano et Joseph, la seconde entre les rues Market et Madison⁴⁴.

1.2.3 Le chien : un véritable « danger public »

Plusieurs animaux, dont le chien en particulier, sont identifiés comme nuisibles parce que les autorités jugent qu'ils représentent une menace pour la sécurité des populations urbaines. À cet égard, rappelons que les règlements portant sur les chiens en

⁴² NOPL, Règlements municipaux, 3669 OS, *An ordinance concerning the pound limits in the city of New Orleans*, adoptée le 26 décembre 1857.

⁴³ NOPL, Règlements municipaux, 347 NS, *An ordinance establishing pounds for the city of New Orleans*, adoptée le 14 décembre 1866.

⁴⁴ Pour consulter une carte de La Nouvelle-Orléans avec les districts numérotés, voir figure 1.4 à la page 42. NOPL, Règlements municipaux, 32 AS, *An ordinance to establish a pound for the Sixth District of New Orleans*, adoptée le 22 avril 1870; 61 AS, *An ordinance to establish a pound for the Fifth District of New Orleans*, adoptée le 10 mai 1870.

tant que nuisance urbaine font ici l'objet d'une analyse distincte, notamment parce que les administrations municipales n'avaient pas à considérer la fonction économique de l'animal dans le développement et les activités de la ville (contrairement au cheval et au bétail, par exemple)⁴⁵. Le chien est, avec le cochon, l'une des seules espèces animales à faire l'objet de réglementations spécifiques. Ce phénomène s'explique par l'importance du problème canin : la presse et les procès-verbaux des conseils municipaux attestent largement de l'existence d'une population de chiens errants en pleine croissance tout au long du XIX^e siècle. Si notre fonds documentaire ne nous permet pas de quantifier précisément la présence de chiens à Montréal et à La Nouvelle-Orléans, les témoignages de la presse – malgré leur caractère souvent sensationnaliste – nous permettent de juger de l'ampleur du problème. Dans un article de 1871 du *Daily Picayune*, un collaborateur du journal parle de milliers de chiens, estimant même qu'il est dangereux de s'aventurer dans certaines parties de la ville : « There are, I will not say millions, but thousands of them [...] There are real pests and a danger to pedestrians; so much so, that it has come to be hazardous to travel through certain parts of the city for fear of being devoured by them »⁴⁶. Si l'on peut évidemment questionner le nombre évoqué, ce témoignage recoupe les nombreux articles attestant d'une présence canine nuisible dans les rues de la métropole louisianaise. À Montréal, même si le phénomène semble moins prononcé, les témoignages associant les chiens à la notion de nuisance sont fréquents tout au long du siècle⁴⁷.

En ce qui concerne l'espèce canine, les citoyens écrivent abondamment dans la presse pour exiger leur éviction de l'espace urbain. On reproche notamment aux chiens de troubler l'ordre public en aboyant et en mordant les passants. Comme l'explique un citoyen dans un autre article, les chiens dérangent non seulement par les nuisances sonores qu'ils produisent la nuit, mais ils sont « inutiles » et s'attaquent de surcroît aux piétons pendant la journée :

⁴⁵ Kheraj, *Urban Environments and the Animal Nuisance...*, p. 48

⁴⁶ Acton, « The dog ordinance », *The Daily Picayune*, 2 août 1879, p. 20.

⁴⁷ Par exemple : « The dog nuisance », *Montreal Herald and Daily Commercial Gazette*, 2 juillet 1855; « A Ferocious Animal », *Montreal Herald and Daily Commercial Gazette*, 6 août 1862; « Nuisance », *Montreal Herald and Daily Commercial Gazette*, 28 août 1869.

Our streets are infested by a considerable number of errant dogs, most of which are in starving condition and in some places these animals have become an intolerable nuisance by their continued barking and yelling at night. [...] During the day, they are a still more serious evil, as pedestrian are at all moments liable to be bitten, as was the case a few days ago when a lady's dress was torn to pieces, and a child came near being devoured. These cures are no use whatever, not more than would be hogs or cattle, which are not allowed to wander on our streets. Why should not the same regulations be applied to canines, which are a much more objectionable inconvenience⁴⁸.

Ce qui inquiète les citoyens, ce sont aussi les maladies dont les chiens sont porteurs. En effet, la rage apparaît comme l'un des sujets de préoccupation les plus récurrents dans les articles traitant des chiens errants au XIX^e siècle. Les citoyens craignent de se faire mordre et de contracter cette maladie potentiellement mortelle. Plusieurs cas sont d'ailleurs rapportés par les journaux montréalais et néo-orléanais. Dans un article du *New Orleans Times* de 1868, un citoyen déplore en effet le nombre de morts causé chaque été par la rage et attribue cette affliction aux chiens errants : « There is not a summer but what several of your inhabitant die from hydrophobia, [...] we who pretend to excell in refinement and civilization, allowing our streets to be filled by a set of hungry hounds and curs »⁴⁹. La présence de chiens dans les rues soulève à la fois des enjeux de sécurité et de santé publique.

À Montréal, le conseil municipal tente une première fois d'encadrer la circulation des chiens dans l'espace urbain en 1847 : « Il ne sera permis à aucun chien de rôder ça et là, ou en liberté, dans aucune rue, ruelle, allée ou cour ni en aucune place publique ou ouverte, dans cette cité », à moins que le propriétaire n'ait payé au Trésorier de la ville, un droit annuel de sept chelins et six deniers⁵⁰. Comme pour les taxes perçues sur la vente d'animaux, ces frais d'enregistrement représentent une façon d'accroître les revenus municipaux et de couvrir les frais de la capture et de l'entretien des animaux errants. Il est de la responsabilité du maître de faire porter à son chien un collier indiquant clairement

⁴⁸ « The dog nuisance », *The Daily Picayune*, 7 août 1879.

⁴⁹ Citizen, « An Appeal to Have the Dog Nuisance Abated », *The New Orleans Times*, 23 juillet 1868.

⁵⁰ AM, FCVM, CA M001 VM001-33, Règlement no 191, Règlement concernant les chiens qui rodent ça et là dans la Cité de Montréal, 1847, abrogé par règlement, no 250, adopté le 16 juillet 1855.

son « nom et surnom », assurant ainsi aux autorités que l'animal en question est bien la propriété légitime d'un habitant de la ville. En revanche, si le règlement tolère la présence des chiens enregistrés sous certaines conditions, il s'avère particulièrement intransigeant quant aux comportements jugés nuisibles : sous la réception d'une plainte concernant un chien troublant l'ordre public (en aboyant ou en mordant les passants), les autorités peuvent ordonner au propriétaire dudit animal de l'amener à l'extérieur des limites de la ville ou de l'abattre, sous peine d'amende ou d'emprisonnement. En cas de refus, il est du devoir des forces policières de faire tuer tout chien ayant dérangé la quiétude des citoyens.

L'année suivante, le conseil municipal ordonne aux propriétaires de chiens enragés de les enfermer et de les museler pour les empêcher de mordre. Il est désormais de la responsabilité du maire de nommer des responsables chargés de tuer les chiens errants dans les rues sans être convenablement muselés⁵¹. Les « règlements concernant les chiens » de 1869 et 1870 précisent le système d'enregistrement. La taxe annuelle augmente et varie selon le sexe de l'animal (deux dollars pour un mâle, trois dollars pour une femelle). Une plaque métallique indiquant le numéro de licence est imposée et les amendes pour les propriétaires négligents s'élève jusqu'à un maximum de vingt dollars pour certaines infractions, dont notamment le refus de faire abattre un chien jugé bruyant ou dangereux⁵². Les chiens errants ne portant pas de collier sont capturés par les agents de police qui peuvent, selon la situation, les enfermer dans un enclos public ou les tuer. Quoi qu'il en soit, à partir du premier juillet de chaque année, le règlement exige que le chef de police assure l'élimination de tous les chiens trouvés errants dans la cité et qui ne sont pas enregistrés et munis d'un collier. Ces mesures limitent l'existence urbaine du chien à deux possibilités : soit il est un animal domestique dont le comportement et la circulation sur le territoire municipal sont rigoureusement encadrés, soit il est considéré comme une nuisance urbaine à éliminer, les chiens errants étant systématiquement capturés ou tués par les autorités. En tant qu'animal de compagnie, le chien est toléré dans l'espace urbain et

⁵¹ AM, FCVM, CA M001 VM001-33, Règlement no 204, Règlement pour empêcher les chiens d'errant ça et là en certain temps sans être bien et dûment muselés, 25 août 1848.

⁵² AM, FCVM, CA M001 VM001-33, Règlement no 22, Règlement concernant les chiens, adopté le 7 juin 1869 ; Règlement n° 33, Règlement concernant les chiens, adopté le 25 mars 1870.

lorsqu'il est intégré à une famille, on lui donne souvent un nom. Néanmoins, le cadre réglementaire suggère que sa place est à la maison et non dans l'espace public⁵³.

Les règlements portant sur les chiens à La Nouvelle-Orléans suivent une évolution comparable aux mesures adoptées par la ville de Montréal. Plusieurs règlements visent d'abord à encadrer leur présence (muselière, licences, présence d'un propriétaire), puis les autorités municipales vont progressivement adopter des mesures plus radicales à leur égard. L'ordonnance de 1817 interdit de laisser des animaux nuisibles ou féroces errer librement dans les rues de la ville et oblige les propriétaires de chiens à empêcher leurs animaux de poursuivre ou d'attaquer les passants sous peine d'amende, et ce, même en l'absence de tout préjudice ou blessure⁵⁴. Le problème est tel que ce règlement est jugé insuffisant à peine deux ans plus tard par le conseil municipal qui identifie explicitement la forte présence des chiens dans les rues de la ville comme une nuisance publique dans une nouvelle série de mesures plus restrictives destinées à éradiquer ce « mal »⁵⁵. Cette fois, il n'est plus question d'enfermer les animaux égarés puisque le règlement ordonne aux officiers de police d'organiser des rafles au moins trois fois par semaine avec le soutien de « nègres » employés par la ville, pour tuer les chiens errants :

It shall be the duty of the commissaries of police, at least three times a week, to kill from day-break to sun-rise, all animals of the dog kind found going at large in any street, way, or other public place of the city or suburbs; and for that purpose, the Mayor shall direct that twenty of the negroes employed on the city works, be at the disposal of the police officers⁵⁶

Les agents de police qui négligent leur devoir risquent même un renvoi, démontrant ainsi que cette mesure ne doit pas être prise à la légère. Le conseil municipal offre également

⁵³ Nous reprenons ici dans nos propres mots quelques observations de Catherine Paulin dans « Revealing New Dynamics in the Industrial City: A Study of Human/Horse Relations in Montreal's Public Space, 1860-1916 », mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 2017, p. 19.

⁵⁴ *An Ordinance concerning Dogs*, adoptée le 21 novembre 1817, repérée dans *Digest of the Ordinances and Resolution of the second municipality of New-Orleans*, La Nouvelle-Orléans, J. Bayon Press, 1845, p. 35.

⁵⁵ « The great number of dogs kept in the city and suburbs of New-Orleans, has become a public nuisance, and the ordinance heretofore passed for preventing the evil have been found inadequate », *An Ordinance concerning dogs*, adoptée le 12 août 1819, *ibid.*

⁵⁶ *Ibid.*

une récompense d'un dollar (pour chaque chien tué) à tout citoyen souhaitant participer à l'éradication de cette nuisance. Parallèlement, les esclaves surpris en possession d'un chien s'exposent à vingt-cinq coups de fouet. En 1828, le règlement est amendé et l'on précise que le maire dispose de la pleine autorité pour utiliser tous les moyens qu'il juge nécessaires afin d'assurer l'élimination des chiens qui courent en liberté dans les rues et les voies passantes de la ville⁵⁷. Néanmoins, il semble que ces mesures de plus en plus restrictives ne soient pas entièrement parvenues à débarrasser les rues de cette espèce. On retrouve, tout au long du XIX^e siècle, des plaintes concernant l'inefficacité de la lutte contre les chiens errants et le manque de volonté des forces de l'ordre sur le terrain. Par exemple, dans un article de 1855 du *Daily Picayune*, un citoyen affirme que les rues sont infestées de chiens et réclame que les autorités interviennent davantage pour se débarrasser de cette nuisance :

Our streets are now infested with great numbers of worthless and mischievous curs, which are at all times a pest and annoyance of no small weight, and in such warm weather as we are now experiencing ought to be get out of the way as quickly as possible. We believe there is an [...] ordinance in existence, which out to be put in for; if there is not, something of the kind ought to be enacted and put in execution⁵⁸.

La même année, un collaborateur du journal invite même les forces policières à livrer une « véritable guerre » contre les chiens non-muselés, soutenant qu'ils représentent, par leur nombre croissant, une « dangereuse menace » à la vie humaine⁵⁹. À partir de la fin des années 1850, l'administration municipale autorise à plusieurs reprises la distribution de viandes empoisonnées destinées à tuer les chiens errants⁶⁰. Dans les journaux, on annonce fréquemment l'utilisation de poison pour combattre le problème canin, mais ce que l'on remarque surtout, c'est la quantité d'articles qui remettent en question l'efficacité de ces mesures. Jusqu'à la fin du siècle, nombre de lettres citoyennes réclament une plus grande intervention des autorités, critiquant souvent le manque d'initiative des agents sur le

⁵⁷ *An Ordinance concerning dogs*, adoptée le 19 juillet 1828, *ibid.*

⁵⁸ « The dog nuisance », *The Daily Picayune*, 25 avril 1855.

⁵⁹ « Mad dogs », *The Daily Picayune*, 13 mai 1855.

⁶⁰ NOPL, Règlements municipaux, 3669 OS, *Dog (poisoned sausages)*, adopté le 2 juillet 1857; 4011 OS, *Poisoned sausages*, adopté le 26 juillet 1858.

terrain. Dans d'autres cas, la distribution de saucisses empoisonnées est parfois perçue comme un système « barbare », mais nécessaire à l'éradication des chiens errants⁶¹.

À partir de 1870, tous les propriétaires de chiens de la ville doivent désormais faire enregistrer ces derniers, les identifier avec une plaque de métal fixée à leur collier et payer une taxe annuelle de deux dollars. Les chiens capturés sans licence sont enfermés dans l'un des enclos publics de la ville pendant une période de 72 heures avant d'être tués ou vendus dans une enchère, si personne ne les réclame⁶². Pourtant, en 1879 le problème est d'une telle importance que le conseil municipal juge nécessaire d'appliquer des mesures encore plus strictes : « the roaming of ownerless dogs, as well as of the numerous dogs that have owners, through the streets of this city has become a nuisance of such character as to require some stringent police regulations »⁶³. À partir de janvier 1880, tous les chiens parcourant les rues de la ville sans collier sont considérés comme « égarés » et sont conduits à l'un des enclos publics. La période pour réclamer l'animal est réduite à deux jours seulement, après quoi ce dernier doit être exécuté « de la manière la plus humaine possible » par un officier de police ou le gardien de l'enclos. Les propriétaires de « chiens enragés » doivent les museler en tout temps, sans quoi ils s'exposent à une amende de dix dollars; la peine passe à vingt-cinq dollars ou trente jours d'emprisonnement si le chien abîme les vêtements d'un passant ou le blesse.⁶⁴

1.3 LE PORC : UNE NUISANCE URBAINE ?

Les discours et les réglementations sur le cochon au XIX^e siècle témoignent de l'affrontement de différentes représentations de l'animal dans l'espace urbain. Alors qu'il

⁶¹ « Back to the poisoned sausage », *The Daily Picayune*, 8 août 1888.

⁶² NOPL, Règlements municipaux, 179 AS, *An ordinance fixing a tax upon dogs*, adoptée le 14 juin 1870. Le règlement est amendé l'année suivante, réduisant la période à 48 heures.

⁶³ NOPL, Règlements municipaux, Ordinance 6140 AS, *An ordinance relative to dogs*, adoptée le 23 septembre 1879.

⁶⁴ NOPL, Règlements municipaux, Ordinance 6491 AS, *An ordinance for the protection of persons and personal apparel from vicious dogs running at large*, adoptée le 28 mai 1880.

représente une source de subsistance pour les familles ouvrières, le porc est plutôt perçu comme une menace pour la sécurité et la santé de la population par les hygiénistes et les membres des administrations municipales. Comme l'a démontré Catherine McNeur pour la ville de New York, les débats entourant la présence du cochon opposent différentes visions de la ville : « the issue of free-roaming swine was divisive, and the battles that ensued exposed a city rife with class tensions. Anti-hogites, or those against the presence of loose hogs, contended that the animals impeded the progress, refinement, and modernity (of the city). Pro-hogites, however, believed citizens had the right to utilize public spaces as necessary in order to subsist »⁶⁵. Tant à Montréal qu'à La Nouvelle-Orléans, cette espèce est, avec le chien, l'une de seules à faire l'objet d'une réglementation spécifique. Il semble donc important de tenir compte de la fonction économique de l'animal.

Comme l'a démontré Bettina Bradbury, le cochon occupe une place importante chez les familles ouvrières de Montréal au XIX^e siècle, où il représente notamment une possibilité d'alimentation dans les périodes difficiles⁶⁶. À cette époque, les ménages cultivent un potager à même leur cour arrière, mais élèvent aussi des porcs, des vaches et des chèvres pour combler leur besoin en lait et en viande. Il s'agit donc d'une véritable stratégie de survie, qui leur permet d'économiser et même de gagner un peu d'argent. L'élevage du cochon en milieu urbain est également une pratique répandue dans la métropole louisianaise, comme en témoignent les articles de journaux et les mesures réglementaires⁶⁷. À partir des années 1860, les autorités municipales appliquent des restrictions de plus en plus sévères pour réprimer l'élevage du cochon, ce qui rend les ménages moins autonomes et *ipso facto*, de plus en plus dépendants du travail salarié. Par ailleurs, le cochon est la première espèce animale dont l'élevage et la présence sont formellement interdits sur l'ensemble du territoire montréalais. Il faut attendre le début du XX^e siècle pour que d'autres espèces soient visées par des politiques aussi strictes. Les

⁶⁵ Catherine McNeur, « The "Swinish Multitude": Controversies over Hogs in Antebellum New York City, *Journal of Urban History*, vol. 37, n° 5 (août 2011), p. 640.

⁶⁶ Bradbury, « Pigs, Cows, and Boarders ».

⁶⁷ « Hogs or no hogs », *The Daily Picayune*, 15 juin 1841; « Roaming at large », *The Daily Picayune*, 9 février 1879.

mesures réglementaires touchant le cochon marquent, d'une part, la première interdiction d'une pratique d'élevage urbain et, d'autre part, la première exclusion complète d'une espèce animale.

Après avoir tenté, sans grand succès, de limiter la présence du cochon dans les rues de la ville par des mesures de plus en plus restrictives à l'égard des animaux errants, l'administration montréalaise interdit finalement son élevage dans les quartiers les plus peuplés de la ville en 1868⁶⁸. En fait, seules deux zones sont épargnées par cette mesure, l'une au sud-ouest de Sainte-Anne, l'autre dans Sainte-Marie. Il s'agit en réalité de quartiers ouvriers où les conditions de vie sont particulièrement rudes, ce qui suggère que les dirigeants montréalais voulaient éviter une trop grande contestation populaire comme cela s'est vu dans d'autres villes, notamment à New York⁶⁹. Si le texte du règlement fournit peu de détails sur les motivations du conseil municipal, les articles de journaux sont en revanche beaucoup plus évocateurs. Dans les années qui précèdent l'adoption du règlement, les journaux rapportent périodiquement des cas de nuisance impliquant des cochons. Ce litige, raconté en 1865 dans le *Montreal Herald*, illustre bien les enjeux d'encombrement et de salubrité que soulève l'élevage porcin en milieu urbain :

Three men were summoned for nuisance. One of them had no less than forty pigs in a narrow pen forty feet long, that is, there was a pig for every foot of length. The others had about half the number. It may be easily imagined what a state the wretched animals are in and how little chance there is of their being free from disease, when we find that these places had not been cleaned for months. [...] The Recorder has over and over again asked the Corporation to order the removal of pigs from the city limits, but no attention seems to have been paid to his repeated requests⁷⁰.

Comme le souligne Bradbury, en citant une rubrique intitulée « Death to the pigs » qui résume en septembre 1874 les débats du conseil municipal de Montréal sur l'élevage du

⁶⁸ AM, FCVM, CA M001 VM001-33, Règlement no 19, Règlement pour défendre d'élever des cochons dans certaines parties de la Cité de Montréal, adopté 15 décembre 1868 et amendé par le Règlement no 44, Règlement concernant les cochons, 15 mars 1870.

⁶⁹ Rondeau, « Qui mange du porc... », p. 86

⁷⁰ « Nuisances and their removal », *The Montreal Herald and Daily Commercial Gazette*, 29 juin 1865.

cochon, les membres de l'administration envisagent finalement la possibilité d'une exclusion totale de l'animal sur tout le territoire montréalais et peu d'objections sont soulevées, excepté les difficultés que peuvent représenter une telle mesure pour les plus démunis⁷¹. Le règlement N° 77 interdit en effet à quiconque d'élever, de nourrir ou même de garder un cochon dans les limites de la ville de Montréal. Les contrevenants s'exposent à une amende de vingt dollars ou à une peine d'emprisonnement ne pouvant excéder trente jours⁷².

À La Nouvelle-Orléans, l'ordonnance sur les nuisances de 1856 – que nous avons évoquée plus tôt – interdit pour la première fois l'élevage du porc dans les 1^{er} et 2^e districts⁷³. Deux autres règlements, l'un en 1898, l'autre en 1915, réduisent encore davantage les zones dans lesquelles il est permis d'élever des cochons, sans toutefois bannir entièrement la pratique de la ville. Ceux qui souhaitent élever un animal doivent également remplir les conditions du *Board of Health*, ce qui démontre que l'enjeu à La Nouvelle-Orléans est surtout perçu à travers le prisme de la santé publique, thème que nous aborderons dans le prochain chapitre⁷⁴. Les recensements agrégés démontrent que ces mesures sont suivies d'une diminution considérable du nombre de cochons dans les deux villes étudiées (voir figure 1.7). À Montréal, la population porcine passe de 2644 en 1860 à 92 en 1890 ; pour l'année 1900, on ne répertorie que 2 cochons. À La Nouvelle-Orléans, la population porcine subit une régression comparable, passant de 1824 en 1840 à 158 en 1890. Les décroissances les plus marquantes correspondent dans les deux cas aux décennies pendant lesquelles les administrations municipales interdisent l'élevage de cette espèce.

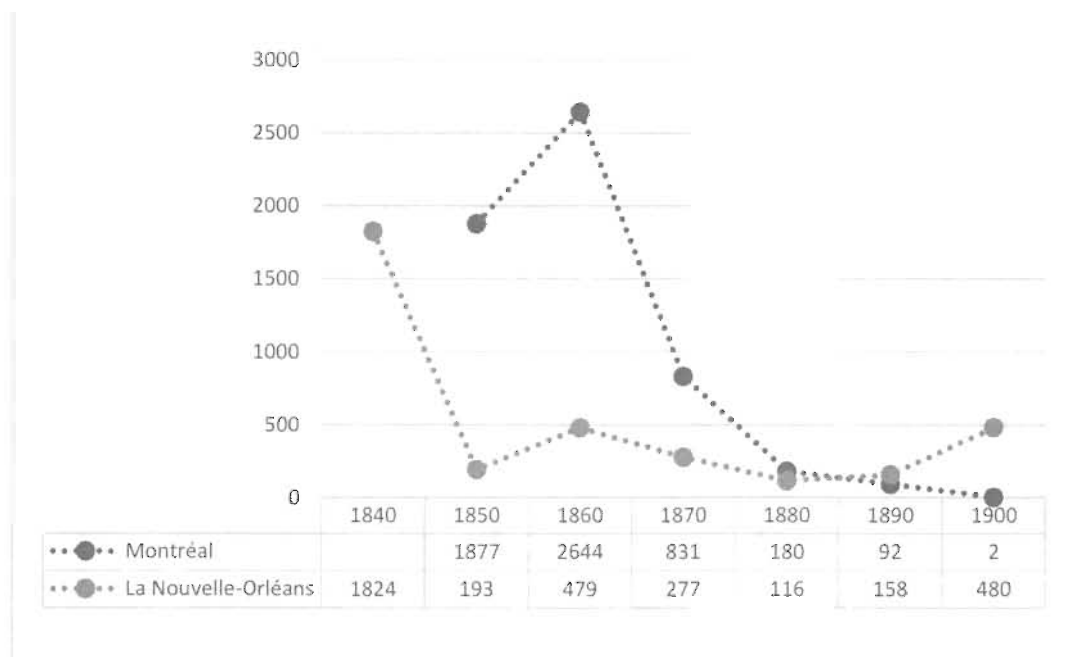
⁷¹ Bradbury, « Pigs, Cows, and Boarders », p. 9.

⁷² AM, FCVM, CA M001 VM001-33, Règlement no 77, Règlement pour défendre d'élever des cochons dans la Cité de Montréal, adopté le 21 septembre 1874.

⁷³ NOPL, Règlements municipaux, 3121 OS, *An ordinance relative to offences and nuisances*, adoptée le 15 janvier 1856.

⁷⁴ NOPL, Règlements municipaux, 14307 CS, *An ordinance establishing a limit for the keeping of hogs*, adoptée le 8 juin 1898 ; 2565 CS *An ordinance to further protect the public health by extension of hog limits beyond present location*, adoptée le 13 juillet 1915.

FIGURE 1.7
Populations de porcs à Montréal et à La Nouvelle-Orléans, 1840-1900



Sources : données des recensements agrégés.

Conclusion

Nous avons analysé 48 règlements, soit 22 pour Montréal et 26 pour La Nouvelle-Orléans se rapportant aux thèmes de la circulation et de l'ordre public et touchant indirectement ou directement les animaux au XIX^e siècle. L'analyse de l'action réglementaire des administrations de ces deux villes en matière de transport et de sécurité nous permet d'affirmer que l'animal est au mieux perçu comme une marchandise – lorsque celui-ci intervient dans les activités essentielles de la ville – au pire, comme une nuisance, lorsque son comportement ou sa présence contrevient (ou risque de contrevénir) aux modalités des transactions routières et journalières de la société urbaine. Utilité et nuisance sont en quelque sorte les clés de lectures des politiques municipales touchant les animaux, et ce, dans la plupart des sphères d'intervention comme nous le verrons dans les prochains chapitres. En ce siècle d'organisation de l'espace urbain, on cherche à structurer les rapports spatiaux, puis à évacuer ce qui dérange. Des activités autrefois tolérées dans

l'espace urbain, telles que l'élevage, deviennent encombrantes dans ces villes en pleine explosion démographique et matérielle. Sur le plan des représentations, la présence même de l'animal ne correspond plus à la ville telle qu'on l'imagine. Or, les notions d'utilité et de nuisance sont appelées à se confondre dans une hiérarchie complexe : le cheval, le cochon et le bétail représentés à la fois comme utiles et nuisibles selon le contexte. L'errance des animaux, au même titre que le vagabondage pour les humains, est toujours condamnée : ainsi, c'est surtout la liberté de mouvement qu'on cherche à encadrer. Dans cette même logique, le chien n'a plus sa place dans les rues de Montréal et de La Nouvelle-Orléans : son utilité économique étant moindre, sa présence n'est désormais tolérée que dans le cadre strict de la domesticité. En somme, les deux villes, bien qu'elles présentent des différences quantitatives sur certains aspects, ont adopté des politiques similaires à la plupart des villes occidentales en matière de circulation et d'ordre public. Or, les enjeux de santé et d'alimentation, débattus par différents groupes de la société urbaine (que ce soit les bouchers, les réformateurs urbains ou les médecins) jouent un rôle tout aussi important dans la prise en charge de la question animale : c'est ce thème que nous aborderons dans le prochain chapitre.

CHAPITRE 2

SANTÉ ET HYGIÈNE PUBLIQUE : L'ANIMAL COMME MENACE SANITAIRE ET SOURCE DE NUISANCES

La santé et l'hygiène publique demeurent des préoccupations centrales de l'action réglementaire des autorités municipales et forment une sphère d'intervention supplémentaire dans l'encadrement de la présence animale en ville. Dans leur souci de combattre les maladies et les épidémies, les administrations de Montréal et de La Nouvelle-Orléans proposent à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle, des mesures sanitaires qui transforment les relations humain-animal. Les centres urbains, de plus en plus densément peuplés, sont particulièrement agités et malpropres. Les rues ne sont généralement pas pavées. Les infrastructures telles que les égouts et les aqueducs sont absentes ou non-fonctionnelles. Le système de collecte des déchets est inexistant ou inégalement distribué selon les quartiers. Les villes représentent donc des lieux propices à la propagation des maladies infectieuses et sont fréquemment frappées par des épidémies (choléra, tuberculose, fièvre jaune, typhus, etc.). Par ailleurs, l'urbanisation et l'industrialisation engendrent de nouveaux problèmes qui compliquent la gestion des crises sanitaires. En ce sens, les animaux d'élevage sont désignés comme l'une des causes de ces problèmes. Dans ce contexte, la notion de nuisance se rapporte davantage à celle de pollution (dans l'optique de la théorie des miasmes, notamment) qu'à un ensemble de comportements susceptibles d'obstruer les activités urbaines tel que présenté dans le chapitre précédent.

Dans les deux villes étudiées, l'intervention des autorités municipales en matière d'hygiène et de santé publique se manifeste dans trois catégories de réglementation qui touchent également la présence animale en milieu urbain : 1) la mise en place des politiques sanitaires et des bureaux de santé; 2) la lutte contre les nuisances urbaines et les

réglementations sur les manufactures jugées nuisibles; 3) les mesures portant sur l'encadrement des marchés publics, des étaux de bouchers et des abattoirs.

2.1 L'INTRODUCTION DES POLITIQUES SANITAIRES ET LA MISE EN PLACE DES BUREAUX DE SANTÉ

La seconde moitié du XIX^e siècle est marquée par l'émergence de politiques sanitaires et la mise en place des bureaux de santé. Les épidémies particulièrement mortelles qui frappent les villes à cette époque apparaissent comme un catalyseur de l'intervention municipale en matière de santé publique. En effet, les maladies qui affectent périodiquement les populations urbaines transforment non seulement l'opinion publique sur le rôle des autorités, mais celles-ci alimentent également une réflexion sur l'origine des maladies. À cette époque pré-bactériologique dominée par une panoplie de théories étiologiques parfois contradictoires, les animaux sont ainsi perçus comme une possible menace pour la santé par certains hygiénistes et spécialistes de la profession médicale.

2.1.1 La création des bureaux de santé

Avant la première moitié du XIX^e siècle, des comités ou des bureaux de santé sont souvent mis sur pied à chaque épidémie, mais ces derniers sont éphémères et disposent souvent de peu de ressources et de pouvoir pour intervenir concrètement. Ainsi, l'intervention des autorités municipales en matière de santé publique n'est qu'occasionnelle et tributaire des crises sanitaires. En outre, ces comités de santé, souvent composés d'élus ou de conseillers plutôt que de membres de la profession médicale, appliquent généralement des mesures inefficaces et doivent sans cesse négocier leurs prérogatives avec les services municipaux¹.

¹ Michael Farley, Othmar Keel et Camille Limoges, « Les commencements de l'administration montréalaise de la santé publique (1865-1885) », *Revue d'histoire des sciences, des techniques et de la médecine au Canada*, vol. 6, n° 1 (janvier, 1982), p. 25.

En 1847, le conseil municipal de Montréal adopte une série de mesures concernant l'établissement « d'un bureau de santé visant à empêcher l'introduction et la propagation des maladies pestilentiennes et autres maladies contagieuses »². Celui-ci est constitué du maire, des membres du comité de police ainsi que d'une quinzaine de citoyens choisis par le conseil municipal. Le texte du règlement démontre que les préoccupations en matière de santé sont intimement liées à la propagation de maladies infectieuses à l'échelle internationale : « attendu qu'il est expédient d'adopter des mesures sanitaires [considérant] le nombre d'émigrés attendus [au] Canada pendant la présente saison de navigation »³. Bien que l'on mentionne l'importance de la propreté des rues, des habitations et des égouts, il est également question d'empêcher l'entrée de tout étranger ou immigrant présentant des signes de maladies et pouvant constituer un danger pour la santé publique. Si le conseil municipal octroie certes certains droits aux membres du comité, notamment celui d'inspecter les maisons de la ville à toute heure du jour ou de la nuit, peu de détails sont fournis sur l'application des mesures sanitaires. Une seule disposition coercitive est évoquée : le refus de se conformer aux ordres d'un membre du Bureau de Santé est passible d'amende et/ou d'une peine d'emprisonnement ne pouvant dépasser trente jours. Dans les années suivantes, plusieurs règlements similaires sont appliqués périodiquement, ajoutant parfois des mesures sanitaires plus effectives (zones de quarantaine, inspections ponctuelles des logements, augmentation du nombre de membres ou d'officiers), mais ces règlements s'imbriquent en réalité dans l'ancienne pratique des autorités municipales montréalaises consistant à mettre sur pieds des comités temporaires à l'annonce d'une épidémie à venir⁴. Toutefois, à partir de 1866, la menace du choléra qui frappe la ville d'Halifax incite l'administration montréalaise à nommer deux officiers de santé qui demeurent en fonction les années suivantes. Cette nomination marque un premier élément de permanence dans la politique de santé publique de Montréal⁵. Néanmoins, l'attitude

² AM, FCVM, CA M001 VM001-33, Règlement no 186, Règlement pourvoyant à l'établissement d'un bureau de santé, adopté le 27 mai 1847.

³ *Ibid.*

⁴ AM, FCVM, CA M001 VM001-33, Règlement no 187, *By-law repealing by-law no 186 and to establish a board of health in the City of Montreal*, adopté le 15 juin 1847; Règlement no 190, *By-law to increase the number of members of the Board of health*, adopté le 12 juillet 1847; Règlement no 243, Règlement pour établir un Bureau de Santé dans la Cité de Montréal, adopté le 4 août 1854.

⁵ Michael Farley, Othmar Keel et Camille Limoges, « Les commencements de l'administration montréalaise... », p. 27 et suivantes.

attentiste des autorités municipales se maintient au moins jusqu'aux années 1870, période pendant laquelle le maire William Workman met en place un nouveau bureau de santé en reprenant l'essentiel des mesures adoptées précédemment, mais en assurant une meilleure pérennité dans l'organisation des comités sanitaires⁶. Il faut toutefois attendre l'arrivée de William H. Hingston – lui-même médecin et président de la *Montreal Sanitary Association* – à la mairie de Montréal pour que le bureau de santé municipal devienne en 1876, un organisme véritablement permanent et doté de réels pouvoirs coercitifs.

Du reste, la récurrence des épidémies favorise une prise de conscience chez les élites. Porté par une tendance internationale (l'influence de littérature d'époque et la montée de l'expertise médicale) ainsi que par l'action de groupes de pression dont la *Montreal Sanitary Association* et d'acteurs locaux comme les maires Workman et Hingston, un mouvement sanitaire émerge à Montréal au tournant des années 1870. L'administration montréalaise se dote progressivement des moyens nécessaires à la mise en place d'une politique de santé publique cohérente et uniforme : comité de santé permanent, ramassage des déchets et des détritus, campagnes de vaccination, officiers sanitaires dotés d'un réel pouvoir coercitif, infrastructures mieux adaptées à la réalité du milieu urbain, création d'espaces verts, contrôle de la circulation des animaux et de la qualité de la viande ainsi qu'une série de réglementations portant sur la construction des abattoirs et des industries jugées nuisibles⁷.

Les commencements de l'administration montréalaise de la santé publique reposent entre autres sur l'élaboration de politiques sanitaires permanentes. Avec le règlement de 1876, le conseil municipal met sur pieds un nouveau bureau de santé chargé de « mettre en force toutes mesures sanitaires relatives à la propreté de la cité, d'empêcher dans la dite cité l'entrée de tous étrangers [...] lorsque, d'après leur apparence, il y a lieu d'appréhender

⁶ AM, FCVM, CA M001 VM001-33, Règlement no 37, Règlement établissant un Bureau de Santé dans la Cité de Montréal, adopté le 15 mars 1870.

⁷ Michael Farley, Othmar Keel et Camille Limoges, « Les commencements de l'administration montréalaise... », p. 30.

du danger pour la santé publique [et] d'adopter de promptes mesures pour prévenir la diffusion de maladies épidémiques, contagieuses ou pestilentiennes »⁸. Le règlement comprend également une série de recommandations et de restrictions visant à assurer la propreté et à empêcher la propagation de maladies infectieuses. Parmi celles-ci, on trouve l'interdiction de garder des animaux dans son habitation : « Nulle maison [...] ne servira pour y mettre ou y entasser des débris [...] ou autre substance préjudiciable à la santé; on n'y gardera pas non plus de cheval, vache, veau, cochon, mouton, chèvre ou volaille »⁹. Les espèces animales se retrouvent textuellement dans la même catégorie que les matières pouvant porter atteinte à la santé de la population. Rappelons que l'élevage du cochon est interdit depuis 1874 pour diverses raisons liées à la circulation et à la sécurité publique. Cette nouvelle mesure suggère que c'est la proximité même entre l'humain et l'animal qui est jugée nuisible et potentiellement dangereuse, cette fois pour des considérations liées à l'hygiène et à la santé.

À La Nouvelle-Orléans, l'émergence d'une administration de la santé publique repose non seulement sur l'élaboration de politiques sanitaires permanentes, mais aussi sur la montée de l'expertise médicale et scientifique. Les épidémies particulièrement mortelles qui frappent la ville, dont la fièvre jaune, expliquent entre autres l'émergence de mesures sanitaires très tôt dans le siècle¹⁰. Comme l'affirme l'historienne Jo Ann Carrigan, les débats sur la nature de la maladie et les mesures à prendre pour l'enrayer favorisent l'émergence d'une nouvelle conception de la santé publique fondée sur l'intervention des autorités : « As the battle raged among those who favored sanitation, quarantine, both or neither, the concept of public responsibility community health gradually emerged, found

⁸ AM, FCVM, CA M001 VM001-33, Règlement no 105, Règlement concernant la santé, adopté le 21 décembre 1876.

⁹ *Ibid.*, section 34.

¹⁰ L'instauration des bureaux de santé ainsi que notre étude de la réglementation du XIX^e siècle, comme nous le verrons, montrent plutôt la précocité de l'intervention des autorités municipales en matière de santé et d'hygiène et ce, en dépit de l'analyse de certains auteurs tels que Vandal et Duffy qui insistaient davantage sur les obstacles à l'implantation des politiques sanitaires à cette époque, dont notamment l'apathie de la population, l'interférence avec les droits fondamentaux de la propriété privée et les intérêts commerciaux des élites économiques de la ville. À ce sujet, voir Vandal, « Santé publique et développement urbain... » et John Duffy, « Nineteenth Century Public Health in New York and New Orleans: A Comparison », *Louisiana History*, vol. 15, n° 4 (juillet 1974), p. 325-337.

public acceptance, and was crystallized into such institutional forms as the Louisiana State Board of Health, quarantine measures, and other regulatory health laws »¹¹. Plusieurs bureaux de santé sont mis sur pieds dans la première moitié du XIX^e siècle, mais ceux-ci sont éphémères et ne disposent comme à Montréal, que de peu de pouvoirs dans la lutte contre les maladies infectieuses. Les principales fonctions de ces comités temporaires sont de réguler la pratique médicale, d'orienter les politiques de quarantaines en faisant des recommandations au conseil de ville et de récolter des statistiques et des informations utiles (mortalité, symptômes, épidémiologie) lors des épidémies de fièvre jaune¹². En 1808, l'« Acte concernant les médecins, les chirurgiens et les apothicaires » oblige quiconque souhaitant exercer une profession médicale dans les limites de la cité à présenter une demande (incluant un diplôme attribué par une institution académique reconnue) au conseil d'évaluation spécialement prévu à cet effet¹³. Néanmoins, les dispositions du règlement ne s'appliquent pas aux médecins déjà en exercice et ne prévoient aucune sanction pour les contrevenants. En 1816, l'Assemblée générale de la Louisiane adopte un nouveau règlement permettant cette fois de punir les contrevenants¹⁴. Amendé l'année suivante, le règlement sépare la Louisiane en deux divisions territoriales avec chacune son bureau de santé : le comité médical du district de l'Est, aussi connu sous le nom de comité médical de La Nouvelle-Orléans, et le comité médical du district de l'Ouest qui réunit les villes de Opelousas et d'Alexandrie¹⁵. Ces bureaux de santé composés de membres de la profession médicale sont chargés d'accorder le droit d'exercer la médecine et la chirurgie dans leur région respective et de fournir des recommandations dans la lutte contre les maladies infectieuses.

¹¹ Jo Ann Carrigan, *Saffron Scourge: A History of Yellow Fever in Louisiana, 1796-1905*, Lafayette, University of Louisiana at Lafayette Press, 1994, p. 2.

¹² *Ibid.*, p. 20.

¹³ Acte concernant les médecins, les chirurgiens et les apothicaires, adopté le 23 mars 1808, repéré dans Louis Moreau Lislet, *Digeste général des Actes de la Législature de la Louisiane, passé depuis l'année 1804 jusqu'en 1827, inclusivement*, volume 2, La Nouvelle-Orléans, Benjamin Levy, 1828, p. 39.

¹⁴ Acte prescrivant les formalités à remplir pour avoir le droit d'exercer la Médecine ou la Chirurgie, ou la profession de Pharmacien, dans l'État de la Louisiane, et pour d'autres objets, adopté le 16 mars 1816, repéré dans *ibid.*, p. 125.

¹⁵ Acte supplémentaire à un acte intitulé « Acte pour prescrire les formalités à remplir afin d'obtenir le droit d'exercer la Médecine ou la profession d'Apothicaire, dans l'État de la Louisiane, et pour d'autres objets, adopté le 18 février 1817, repéré dans *ibid.*, p. 127.

Avec l'arrivée massive d'immigrants pendant les années 1840 et 1850, puis la multiplication des épidémies, les autorités municipales comprennent peu à peu que les coûts engendrés par la maladie et la mortalité dépassent les coûts potentiels des mesures préventives¹⁶. L'épidémie de fièvre jaune de 1853, qui décime près d'un neuvième de la population de la ville convainc, une bonne fois pour toutes l'opinion publique de la nécessité de se préoccuper davantage des problèmes de santé publique. En 1855, l'Assemblée législative de la Louisiane adopte un projet de loi qui officialise la création d'un bureau de santé permanent, le *Louisiana State Board of Health*¹⁷. Il s'agit de la première agence de santé publique permanente dont la juridiction s'applique à l'ensemble d'un État dans l'histoire du pays. De grandes réformes sanitaires sont ensuite introduites par les forces fédérales pendant la guerre civile. Les républicains qui demeurent à la tête de la ville jusqu'à 1872 continuent dans cette voie par la mise en chantier de vastes travaux publics, l'application de nouveaux règlements, l'établissement d'une police sanitaire et de nouvelles mesures contre les maladies infectieuses. Ce mouvement sanitaire permet une nette diminution de la mortalité et mène à une redéfinition du rôle des autorités municipales dans la santé publique, soit un rôle proactif dans la lutte contre les maladies infectieuses et le soutien à la population¹⁸. Néanmoins, comme l'explique l'historien Gilles Vandal, l'arrivée des démocrates au pouvoir à la fin du siècle marque un bref recul dans le processus de modernisation des services publics : « les conservateurs démocrates démantelèrent en grande partie l'œuvre des républicains et privilégièrent l'entreprise privée au détriment des services publics »¹⁹.

Les bureaux de santé et les comités mis en place pour enrayer les épidémies au XIX^e siècle favorisent la diffusion d'un discours épidémiologique associant les animaux à la propagation des maladies infectieuses. À La Nouvelle-Orléans, la présence abondante d'animaux, la décomposition de matières végétales et la saleté des rues sont régulièrement pointées du doigt comme étant les principales causes de la fièvre jaune par les spécialistes

¹⁶ Gilles Vandal, « Santé publique et développement urbain... », p. 5.

¹⁷ *Ibid.*, p. 6.

¹⁸ *Ibid.*, p. 11 et suivantes.

¹⁹ *Ibid.*, p. 20.

de la santé, et ce, jusqu'à la découverte en 1901 du véritable responsable de la transmission du virus : le moustique *Aedes aegypti*²⁰.

2.1.2 Règlements généraux sur les nuisances à la santé : l'animal comme menace sanitaire

En 1841, le conseil municipal de Montréal adopte une série de règlements portant sur les nuisances à la santé. Dans ce document, deux types de nuisances évoquées concernent directement les animaux : d'une part, les odeurs incommodantes, et d'autre part, les carcasses. Ainsi, le règlement 40 ordonne aux propriétaires d'animaux de garder leur maison et les bâtiments avoisinants (enclos, étables, chenils, etc.) dans un état de propreté suffisant pour éviter d'importuner les voisins et les passants : « any person or persons who shall keep any swine, dogs, foxs or any other such animals on their premises in the [city] shall maintain the houses, buldings or pens [...] in such a clean state that neighbours and passengers may not be incommodated by the smell there-from »²¹. L'administration montréalaise confie à l'inspecteur des pompiers la responsabilité de visiter les maisons et bâtiments de la ville et de faire appliquer les mesures d'hygiène incluant l'entretien des enclos à bestiaux et l'élimination des cadavres d'animaux. Cette disposition est toutefois révoquée par un règlement de 1845 qui donne cette fois les pleins pouvoirs au chef de police et aux forces publiques de faire appliquer la loi concernant les nuisances à la santé²². Les policiers sont également autorisés à inspecter chacune des habitations ou des édifices de la ville pour des raisons sanitaires, soit sous présentation d'une plainte d'un citoyen ou pour des motifs raisonnables (odeur nauséabonde, présence d'animaux, etc.). La plupart des mesures mises en place dans les années 1840 sont amendées par le règlement concernant les nuisances de 1870, mais les peines encourues

²⁰ Carrigan, *Saffron Scourge: A History of Yellow Fever*..., p. 22.

²¹ AM, FCVM, CA M001 VM001-33, Règlement no 40, Règlement relatif aux nuisances à la santé, adopté le 1 juillet 1841.

²² AM, FCVM, CA M001 VM001-33, Règlement no 168, Règlement pour révoquer la 12^e section du règlement no 40 et pour autoriser les officiers et hommes de police à mettre en force les règlements concernant les nuisances, adopté le 11 juin 1845.

pour les personnes contrevenant au règlement augmentent considérablement, passant de vingt à quarante piastres²³.

Bien que nous ayons trouvé moins de règlements généraux présentant les animaux comme une menace sanitaire à La Nouvelle-Orléans, il en existe. Par exemple, l'ordonnance de 1879 mentionne que tout animal malade doit être conduit à l'extérieur de la ville : « all animals sick with any contagious or infectious disease shall be removed at once beyond the limits of the city of New Orleans by the person or persons owning or having charge of said animals, and in default of such action said animals may be removed by the Board of Health »²⁴. Une autre ordonnance adoptée en 1893 interdit à quiconque de faire entrer dans les limites de la ville tout animal atteint de la morve, une maladie infectieuse touchant principalement les chevaux, les chiens, les chats et les chèvres, mais pouvant se transmettre quoique plus rarement aux humains²⁵. Dès la présence de symptômes, le maître a le devoir de conduire son animal chez un vétérinaire qui préviendra le bureau de santé si la maladie est avérée. Les dispositions réglementaires prévoient que l'animal atteint soit placé en quarantaine, puis tué pour éviter toute possibilité de contagion.

2.2 NUISANCES URBAINES ET MANUFACTURES INCOMMODANTES

Il convient de préciser que pendant une grande partie du XIX^e siècle, la compréhension de la pollution demeure essentiellement tributaire de la théorie des miasmes. À cette époque, on tenait pour responsable des problèmes de santé et de la

²³ AM, FCVM, CA M001 VM001-33, Règlement no 39, Règlement concernant les nuisances, adopté le 15 mars 1870.

²⁴ AS 6022, *Animals sick with contagious diseases*, repéré dans *Jewell's Digest of the City Ordinances: Together with the Constitutional Provisions, Acts of the General Assembly and Decisions of the Courts Relative to the Government of the City of New Orleans*, New York, L. Graham & Son, 1882, p. 236.

²⁵ 7741 CS, *Regulating the treatment and disposal of animals sick with glanders or being suspected of glanders, and prohibit the introduction of such animals into the City of New Orleans* », adopté le 27 juin 1893, repérée dans *Flynn's Digest of the City Ordinances*, La Nouvelle-Orléans, L. Graham & Son Press, 1896, p.103-104.

transmission des maladies les émanations produites par la putréfaction²⁶. Les miasmes sont ainsi perçus comme des substances volatiles pervertissant l'air sain. En ce sens, les représentations mentales de l'époque associent davantage la pollution à un processus naturel (la décomposition des chairs) plutôt qu'à un processus technologique, fruit du travail industriel de l'homme qui affecte son environnement²⁷. Dans ce contexte, les matières produisant des odeurs nauséabondes, telles que les déchets et les cadavres d'animaux, tout comme les manufactures utilisant des produits d'origine animale deviennent la cible de véritables campagnes contre la pollution urbaine.

2.2.1 L'élimination des déchets et des cadavres d'animaux

Le ramassage des cadavres d'animaux et des déchets soulève plusieurs enjeux sanitaires et spatiaux associés à la présence animale en ville. Il va sans dire que tout au long du XIX^e siècle, la cohabitation des populations humaines et animales est indissociable de la production de certains déchets (fumiers, excréments, matières organiques en tout genre) dont les autorités municipales cherchent à assurer l'élimination. Les ordures, qu'elles soient produites par les humains ou d'autres espèces sont reconnues comme des nuisances pour la santé dont il faut débarrasser les rues des villes. Avec la peur des épidémies et des maladies infectieuses qui font maintes victimes dans les centres urbains à cette époque, la gestion des cadavres d'animaux devient également une préoccupation sanitaire d'importance. Les journaux montréalais et néo-orléanais attestent en effet de la présence de nombreuses carcasses d'animaux dans les rues des villes. Plusieurs citoyens se plaignent de l'odeur émanant des charognes et reprochent aux autorités de mettre peu de moyens et d'effort dans l'élimination de cette nuisance²⁸.

²⁶ Vandal. « Santé publique et développement urbain... », p. 10 et suivantes.

²⁷ Peter Thorsheim, *Inventing Pollution: Coal, Smoke, and Culture in Britain since 1800*, Athens, Ohio University Press, 2006, p. 2.

²⁸ Voir par exemple, « The dead dog nuisance », *Montreal Herald and Daily Commercial Gazette*, 25 avril 1866; « Dead animals », *Montreal Herald and Daily Commercial Gazette*, 31 juillet 1867.

À Montréal, le règlement de 1841 sur les nuisances affectant la santé considère les cadavres d'animaux comme une menace pour la santé publique au même titre que l'eau stagnante et tout autre type de déchets²⁹. Les propriétaires d'animaux doivent enterrer la dépouille de leur bête à une profondeur d'au moins trois pieds dans le sol. Lorsqu'un animal est retrouvé mort dans un cours d'eau ou sur une place publique, il est du devoir des policiers d'assurer le retrait de la carcasse dans les plus brefs délais. Ceux qui produisent une nuisance en refusant d'entretenir leur bâtiment ou en abandonnant le cadavre d'un animal dans la rue ou sur une place publique s'exposent à une contravention de quarante shillings. Dans un court article du *Montreal Herald* de 1867, un chroniqueur anonyme se plaint du nombre de cadavres d'animaux gisant dans les rues de la ville et de l'odeur insupportable qu'ils produisent, tout en suppliant le conseil municipal de remédier à la situation³⁰. Il semble que son appel soit entendu puisque l'année suivante, la Corporation de Montréal place sous l'autorité du bureau de santé des équipes de vidangeurs chargées de nettoyer les rues et de ramasser les ordures domestiques (*house-offal*)³¹. Cette catégorie de déchets comprend à la fois des détritrus d'origine humaine et animale : « any dead animal, dirt, sawdust, manure, soot, ashes, cinders, shavings, hair, shreds, oyster clam, or lobster shells and all garbage whether consisting of animal or vegetable matter or other offensive substances »³². Les carcasses de chevaux, de vaches ou de cochons doivent être enlevées aux frais de leur propriétaire lorsque ce dernier est connu. En plus d'assurer la propreté des logements, les vidangeurs ont également la responsabilité de ramasser les cadavres d'animaux dans les rues et de les transporter dans l'un des lieux désignés par le chef de police ou l'un des officiers du comité de santé. Si les contractants employés par le bureau de santé ont recours à la force hippomobile pour évacuer les matières résiduelles, ceux-ci doivent obtenir une licence pour chaque charrette utilisée, au même titre que les cochers et les charretiers. Le ramassage des ordures implique l'exploitation de certains animaux, en l'occurrence les chevaux et les ânes, pour évacuer les déchets des populations

²⁹ AM, FCVM, CA M001 VM001-33, Règlement no 40, Règlement relatif aux nuisances à la santé, adopté le 1 juillet 1841.

³⁰ « Dead animals », *Montreal Herald and Daily Commercial Gazette*, 31 juillet 1867.

³¹ AM, FCVM, CA M001 VM001-33, Règlement no 15, Règlement concernant les vidangeurs, adopté le 20 mai 1868.

³² *Ibid.*

humaines et des autres espèces animales. Comme le remarque Paulin à ce sujet, les détritiques ainsi produits par la diversité d'êtres vivants dans la ville sont évacués par le travail combiné d'humains et de non-humains³³.

Avec les épidémies et l'augmentation de la population, il devient aussi nécessaire de mettre sur pied une stratégie pour ramasser les charognes plus efficacement. En 1900, le conseil municipal de Montréal établit la commission de l'incinération, chargée entre autres d'éliminer les cadavres d'animaux³⁴. Le règlement 254 stipule à cet effet que « tout animal mort sans avoir été abattu et saigné, ou qui aura été abattu ou saigné [pour cause de] maladie [ou qu'il] était dans de telles conditions qu'il serait mort à bref délai, sera réputé charogne »³⁵. En outre, le transport des carcasses dans les rues de la ville par voiture ou charrette est interdit sous peine d'amende ou d'emprisonnement ; seuls les employés de la commission de l'incinération sont autorisés à transporter les cadavres d'animaux. À cet égard, tout citoyen a le devoir d'informer les autorités s'il est en possession du cadavre d'un animal ou s'il en aperçoit dans les rues ou sur un lieu public. Les charognes sont ensuite enterrées ou incinérées à au moins un mille des limites de la ville et les produits restants (graisse, huile, chair et os) ne peuvent en aucun cas être utilisés pour la consommation³⁶.

De la même manière que les pratiques rurales telles que l'élevage et l'agriculture sont de moins en moins encouragées en milieu urbain, soulignons que le fumier est désormais considéré comme une substance nuisible. Malgré leur utilité indéniable, les excréments des animaux sont synonymes de mauvaises odeurs et donc de nuisances. Cette affirmation est d'autant plus significative à une époque où les maladies deviennent, dans

³³ Catherine Paulin, « Revealing New Dynamics in the Industrial City: A Study of Human/Horse Relations in Montreal's Public Space, 1860-1916 », mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 2017, p. 29.

³⁴ La Commission de l'incinération est créée le 16 février 1900 par une résolution du conseil de ville.

³⁵ AM, FCVM, CA M001 VM001-33, Règlement no 257, Règlement pourvoyant à l'enterrement et à l'incinération des charognes dans la Cité, adopté le 28 mai 1900.

³⁶ *Ibid.*

l'imaginaire collectif, fortement associées à la saleté et aux miasmes. À ce sujet, le règlement sur les vidangeurs de 1868 précise que ceux qui cultivent des lots de terre à l'intérieur des murs de la ville peuvent exceptionnellement conserver du fumier, mais celui-ci doit être placé dans des contenants étanches de manière à ne pas importuner le voisinage³⁷. À partir de 1891, un nouveau règlement exige que le fumier, les ordures ménagères et autres substances nuisibles ou nauséabondes soient transportées exclusivement dans des voitures munies d'une boîte solide et suffisamment haute pour empêcher son contenu de se déverser dans la rue. On précise également que les matières nuisibles doivent être recouvertes d'une couverture épaisse de sorte à « en voiler le contenu et à retenir les miasmes qui pourraient s'en dégager »³⁸.

Les autorités de La Nouvelle-Orléans cherchent également à débarrasser les rues des ordures et des cadavres d'animaux. Un premier règlement portant sur les nuisances à la santé stipule dès 1817 qu'à la mort d'un animal, son propriétaire doit l'enterrer à l'extérieur des limites de la ville : « Whenever one or more animals or beasts die in the city or any suburb, it shall be the duty of the owner or keeper to bury them, or cause them to be buried, beyond the precincts of the city and suburbs, in holes of a sufficient depth »³⁹. Comme à Montréal, le fait d'abandonner une charogne sur le bord d'une rue ou sur une place publique est passible d'amende; elle varie entre dix et vingt dollars pour la métropole louisianaise. Le contrevenant doit également transporter l'animal mort à l'extérieur de la ville sans tarder et l'enterrer sous la surveillance des forces policières. Lorsque les autorités ne parviennent pas à retrouver le propriétaire de l'animal, l'officier responsable a le devoir d'assurer l'élimination de la carcasse. Les rapports rédigés par l'ingénieur civil et architecte Gilbert Joseph Pilié dans les années 1820 suggèrent que la tâche revient d'abord à des prisonniers, dont des esclaves noirs. Ces derniers sont régulièrement engagés par le conseil

³⁷ AM, FCVM, CA M001 VM001-33, Règlement no 15, Règlement concernant les vidangeurs, adopté le 20 mai 1868.

³⁸ AM, FCVM, CA M001 VM001-33, Règlement no 197, Règlement pour régler le charroyage du fumier et des ordures ménagères, adopté le 4 juin 1891.

³⁹ An *Ordinance to prevent Nuisances, and to provide for the security of the Public Health of the city of New-Orleans*, repérée dans *Digest of the ordinances and resolutions of the second municipality of New-Orleans*, La Nouvelle-Orléans, F. Cook & A. Levy Press, 1840, p. 68.

municipal pour effectuer différentes tâches, dont le nettoyage des rues, mais aussi le retrait et l'ensevelissement des carcasses⁴⁰. L'ordonnance sur la santé publique de 1866 interdit à quiconque de laisser sur sa propriété, dans les rues ou dans un lieu public, des ordures, des excréments, du fumier ou toute autre substance nauséabonde ou pouvant constituer un risque pour la santé. De plus, les dispositions prévoyant l'élimination des cadavres d'animaux sont plus précises qu'au début du siècle :

Whenever any horse, mule, cow or other animal shall die in the city it shall be the duty of the owner or keeper thereof to have it forth with removed to properly located and authorized factories where it may be disposed for useful purposes [...]; or to bury the same [...] beyond the limits of the city in a hole sufficient depth; [...] or to cast the same into the nuisance boats, and from thence into the middle of the river at least a quarter of a mile below the lower limits of the Third District⁴¹.

Ainsi, il incombe au propriétaire de se débarrasser convenablement de la dépouille d'un animal dans un délai de dix-huit heures, sous peine d'une amende pouvant varier entre trente-cinq et cent dollars. Nul ne peut jeter un animal mort dans les canaux ou dans la rivière, sauf aux endroits prévus par la loi. Comme précisé dans le texte du règlement, les carcasses sont le plus souvent transformées dans l'une des usines autorisées de la ville ou jetées à la rivière à une distance raisonnable. À partir de 1872, le conseil municipal charge la *Stern's Fertilizing Company* de recueillir les carcasses d'animaux⁴². Cette entreprise peut en revanche exiger le paiement des frais de transport au propriétaire de l'animal et disposer de la charogne à sa guise.

Le règlement de 1881 impose des mesures prophylactiques supplémentaires : les personnes et entreprises mandatées par le conseil municipal ont l'obligation de ramasser tout cadavre dans les cinq heures suivant son signalement à un membre de la police ou à un inspecteur sanitaire; la charogne doit être transportée de la façon la plus sécuritaire

⁴⁰ Gilbert Joseph Pilié, *Rapport du 15 septembre 1821*, La Nouvelle-Orléans Louisiana Research Collection, Université Tulane.

⁴¹ NOPL, Règlements municipaux, 235 NS, *Health ordinance for the City of New Orleans*, adoptée le 24 août 1866.

⁴² NOPL, Règlements municipaux, 1881 AS, *An ordinance regulating the removal of dead animals throughout the city*, adoptée le 25 novembre 1872.

possible, en étant recouverte de bâches ou de couvertures étanches⁴³. Il est également précisé que les conducteurs des équipes transportant les carcasses d'animaux ne peuvent s'arrêter en cours de route lorsqu'ils sont à l'intérieur de la ville, sauf en cas d'imprévu ou d'accident. Puis en 1894, le conseil municipal vote une autre mesure spécifique concernant le transport des cadavres d'animaux, précisant que cette opération doit impérativement être effectuée dans les véhicules appropriés; les carcasses doivent de surcroît, être cachées de la vue des passants⁴⁴. Avec le règlement de 1893, l'administration néo-orléanaise met sur pied un système de collecte des déchets similaire à celui qu'on retrouve à Montréal et s'engage à passer un contrat avec une compagnie chargée d'amasser les cadavres d'animaux, mais aussi les déchets d'origine animale ou végétale :

That the said contractor shall collect daily all dead animals daily and all slops, garbage, offal and animal and vegetable matter in the city of New Orleans daily, from all private premises, public grounds, market places, restaurants, hospitals, slaughterhouses and all other places where animals, fowls or game are killed within the aforementioned garbage district⁴⁵.

Ces mesures attestent d'une volonté de débarrasser les rues des matières organiques considérées comme des menaces pour la santé des populations urbaines afin d'épurer l'espace urbain. Tant à Montréal qu'à La Nouvelle-Orléans, l'image d'une ville en santé qui s'impose à cette époque se manifeste par l'état de propreté de ses rues et donc, par l'élimination de la saleté et des substances putrides pouvant favoriser l'apparition de maladies ou leur propagation. La carcasse de l'animal est ainsi perçue comme une nuisance supplémentaire, notamment à cause des mauvaises odeurs qu'elle produit. la compréhension des maladies étant toujours influencée par des considérations aéristes (miasmatiques) au XIX^e siècle.

⁴³ NOPL, Règlements municipaux, 7241 AS, adopté le 12 juillet 1881.

⁴⁴ NOPL, Règlements municipaux, 9917 CS, *Dead animals*, adopté le 30 octobre 1894.

⁴⁵ 7860 CS, *Garbage Ordinance*, adoptée le 1^{er} août 1893, repérée dans *Flynn's Digest of the City Ordinances*, La Nouvelle-Orléans, L. Graham & Son Press, 1896, p. 370.

2.2.2 L'encadrement des industries incommodantes

Un certain nombre de réglementations concernent les manufactures dites incommodantes dont l'activité implique des animaux ou des produits d'origine animale (graisse, chair, sang, etc.). À Montréal, ces mesures s'imbriquent dans une politique de réduction des pollutions en milieu urbain. Ainsi on place dans une même catégorie les boucheries, les manufactures de chandelles et de savons, les établissements d'où émanent de fortes odeurs, mais aussi les machines à vapeur. Tous ces lieux produisent par leurs activités des nuisances perçues comme autant de risques pour la santé publique. À cet égard, le règlement 188 de 1847 encadre la construction de ces industries à l'intérieur de la ville : « Qu'il soit statué que personne n'érigera désormais, de machine à vapeur ou de manufactures de savon ou de chandelles, ou de boucheries, dans les limites de la dite Cité, sans en avoir d'abord demandé et obtenu permission du Conseil [municipal] »⁴⁶. Un avis public doit également être publié dans les deux langues (anglais, français) une dizaine de jours avant le début des démarches visant à obtenir la permission des autorités. Cette mesure correspond à une nouvelle forme d'intervention, soit la prise en charge par l'administration montréalaise de certaines activités jugées potentiellement nuisibles, face à une attitude attentiste, voire laxiste, fortement décriée dans les journaux d'époque.

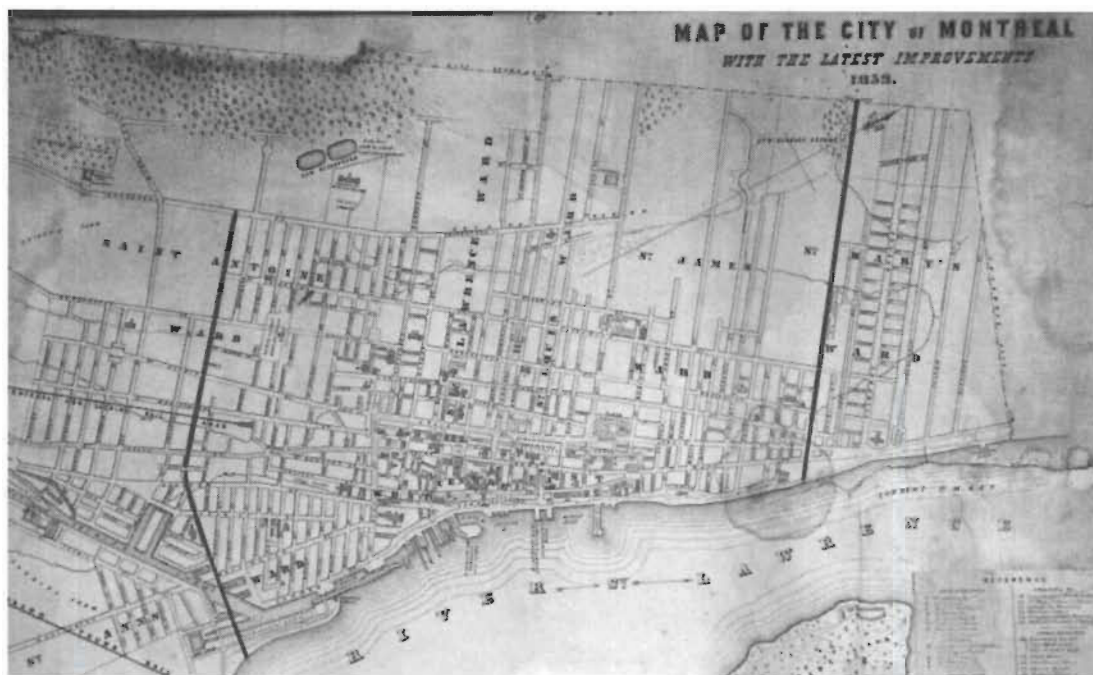
Amendé en 1850, le règlement sur les manufactures de savon et de chandelles devient encore plus restrictif en délimitant une large zone où la construction de ces industries est formellement interdite, soit :

À l'est par le fleuve Saint-Laurent, au sud et au sud-ouest, par une ligne droite depuis le fleuve jusqu'à la rue McCord, au-delà en suivant cette rue et dans une ligne droite à icelle en allant vers l'ouest jusqu'aux limites de la cité, delà en gagnant vers le nord, en suivant lesdites limites jusqu'au chemin Papineau, et delà en avant vers l'est par le chemin et la place Papineau jusqu'au fleuve⁴⁷.

⁴⁶ AM, FCVM, CA M001 VM001-33, Règlement no 188, Règlement pourvoyant à la manière dont les machines à vapeur, les manufactures de savon et de chandelles et les boucheries pourront désormais être érigées dans cette cité, adopté le 18 juin 1847.

⁴⁷ AM, FCVM, CA M001 VM001-33, Règlement no 213, Règlement pour amender le règlement no 188 et pour définir les limites dans lesquelles il ne sera pas permis d'établir dans la suite des manufactures de savon et de chandelles, adopté le 20 novembre 1850.

FIGURE 2.1
Carte de la ville de Montréal, 1853



En bleu foncé, les limites établies par le règlement n° 213 de 1850, délimitant ainsi une large zone où la construction de manufactures de savon ou de chandelles est formellement interdite. Source : *Map of the city of Montreal with the latest improvements (1853)*, par Edgar Gariépy, repéré sur BAnQ [En ligne] <http://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/3067222>

Cette interdiction s'applique donc essentiellement aux secteurs centraux, du quartier Sainte-Anne jusqu'au quartier Saint St-Jacques, entre la rue McCord (aujourd'hui rue de la Montagne) et la rue Papineau. Par conséquent, ces établissements potentiellement nuisibles sont désormais repoussés à la périphérie de l'agglomération. Le règlement concernant les nuisances de 1870 mentionné plus tôt prévoit une pénalité maximale de quarante piastres pour les fabricants de savon ou de chandelles, mais aussi pour les bouchers qui laissent s'accumuler près de leurs commerces de la graisse « ou toute autre matière gâtée, putride ou puante »⁴⁸. La mesure s'applique également aux propriétaires et occupants de tanneries, d'abattoirs, d'écuries ainsi qu'aux détaillants de viande dans les épiceries qui ont le devoir d'éviter que leurs établissements deviennent « nauséabonds,

⁴⁸ AM, FCVM, CA M001 VM001-33, Règlement no 39, Règlement concernant les nuisances, adopté le 15 mars 1870.

impurs ou nuisibles »⁴⁹. Notons encore une fois l'importance de la dimension olfactive dans la perception des menaces pour la santé publique des autorités municipales du XIX^e siècle. Amendée en 1883, le règlement précise cette fois que la construction, l'usage et l'exploitation de savonneries, de chandelleries et de « manufactures du même genre, où l'on fait fondre de la graisse [...] ou l'on prépare pour être fabriqués, des détritres d'animaux ou autres substances, est [...] prohibée » à l'intérieur des limites de la ville⁵⁰. Les propriétaires de manufactures incommodantes disposent ainsi d'un délai de six mois suivant l'avis du Conseil pour cesser leurs activités sans quoi ils s'exposent à une amende de cent piastres ou, à défaut de paiement, à une peine d'emprisonnement d'un maximum de deux mois. De plus, plusieurs dispositions sont prévues pour l'assainissement des lieux, toujours supervisé par les membres du bureau de santé. Comme le remarque Serge-Olivier Rondeau, l'importance des pénalités infligées pour les infractions associées aux industries faisant intervenir des animaux ou des produits d'origine animale montre clairement la volonté des autorités municipales de lutter contre les odeurs pestilentielles, mais aussi la place de l'étiologie miasmatique dans la conception de l'hygiène publique de l'époque⁵¹.

À La Nouvelle-Orléans, l'association entre maladies et pollutions urbaines apparaît clairement dans le discours des autorités. Peu après l'épidémie de fièvre jaune de 1853, le conseil municipal crée une commission sanitaire présidée par le Dr Edward Barton. Une carte jointe au *Report of the sanitary commission of New Orleans*, datant de 1854, montre non seulement la dispersion géographique des manufactures utilisant des produits d'origine animale et des abattoirs dans la ville, mais également leur classification en tant que nuisance (voir figure 2.2). D'ailleurs, le rapport établit un lien entre la santé publique et la pureté de l'air : « The extensive livery stables in the heart of the city, and vacheries near

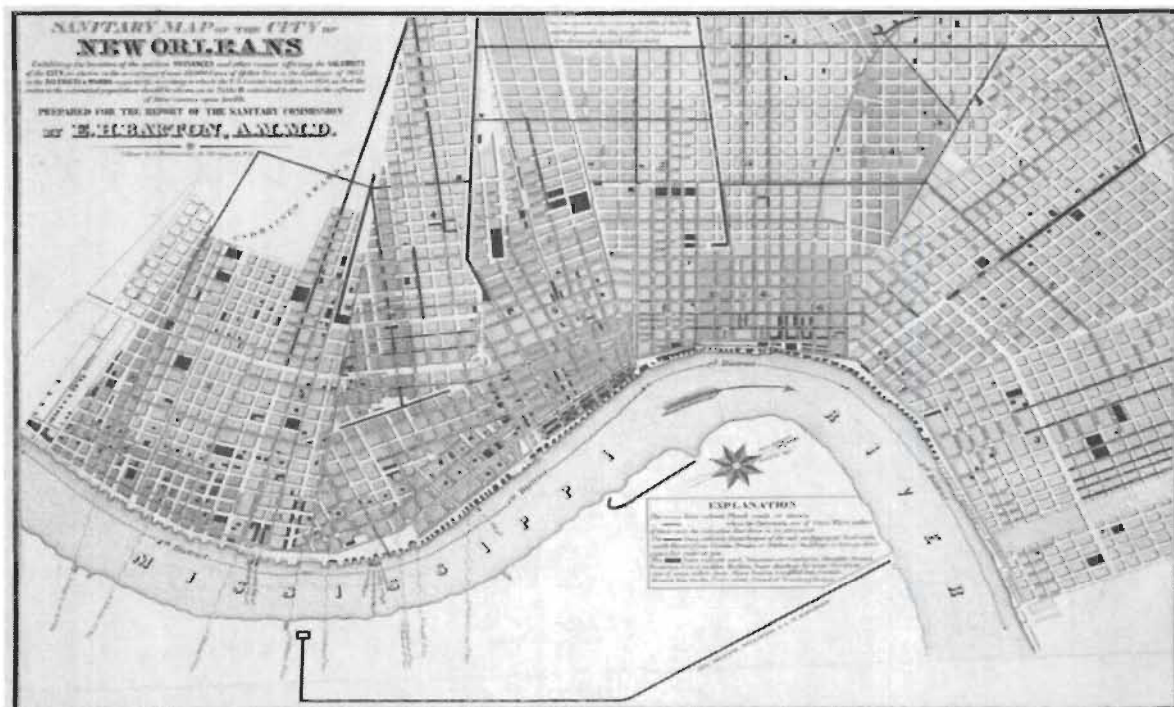
⁴⁹ *Ibid.*

⁵⁰ AM, FCVM, CA M001 VM001-33, Règlement no 135, Règlement pour amender le règlement no 105 concernant la santé, adopté le 27 février 1883.

⁵¹ Serge-Olivier Rondeau, « Qui mange du porc mange sa mort : une histoire de l'encadrement réglementaire de l'élevage urbain au XIX^e siècle à Montréal et une sociologie de ses effets », mémoire de maîtrise (sociologie), Université du Québec à Montréal, 2018, p. 83.

the thickly populated districts, and the vicinage of slaughter-houses should be abated, as they strongly tend to impair the purity of the city atmosphere »⁵².

FIGURE 2.2
Répartition des nuisances à la santé en 1864 à La Nouvelle-Orléans



En noir sur la carte, Barton identifie les « nuisances telles que les cimetières, les abattoirs, les étables, les marchés de viande, les manufactures de savons, de suifs et d'os, etc. ». Source : Sanitary Map of the City of New Orleans (1864), E. H. Barton's, Louisiana Research Collection, Université Tulane.

De même, la proximité entre les populations humaines et animales est explicitement mentionnée par Barton comme un obstacle à la santé et à l'hygiène de la population. La saleté y est également présentée comme l'une des plus grandes menaces :

The localising conditions [of infection] consist of filth and impurities of the largest all kinds, in the largest sense, constituting the great physical enemy of the well-being of man, as street and kitchen offal, the refuse of stores, the drainage of sugar and molasses, hogs-heads, of stables and vacheries, with deficient ventilation, slaughter-houses, soap, tallow and bone manufactories, privies, cemeteries, swamps, and the defective drainage of towns⁵³.

⁵² City Council of New Orleans, *Report of the sanitary commission of New Orleans on the epidemic yellow fever of 1853*, New Orleans, 1854, p. IX.

⁵³ *Ibid*, p. 346.

Le rapport de Barton reflète une étiologie associant la santé de la population à la propreté et l'hygiène des rues du territoire urbain. Le déplacement des industries jugées nuisibles à l'extérieur des zones densément peuplées s'avère une stratégie supplémentaire des autorités municipales pour contribuer à l'amélioration de la santé publique, les odeurs nauséabondes et l'utilisation de matière organique (notamment les produits d'origine animale) étant considérées comme des nuisances en raison de leur rôle supposé dans la transmission des maladies.

2.3 BOUCHERS, ÉTAUX PRIVÉS ET ABATTOIRS

À partir des années 1860, la multiplication des abattoirs privés en milieu urbain devient une véritable préoccupation pour les administrations de Montréal et de La Nouvelle-Orléans. En plus de rendre impossible toute entreprise d'inspection et de normalisation, elle expose la population à un certain nombre de nuisances (les odeurs nauséabondes, le sang, les tripes et autres substances organiques, mais aussi les cris des bêtes) et de dangers (vecteurs de maladie, troubles publics). Dans le sillage des politiques sanitaires de la seconde moitié du XIX^e siècle, les autorités municipales des deux villes cherchent à encadrer vigoureusement les marchés publics et l'activité des bouchers. L'ouverture d'abattoirs publics — permettant de rationaliser les différentes étapes de la préparation de la viande et de concentrer celles-ci dans un lieu situé en périphérie des villes — apparaît dans l'action réglementaire comme le nouveau modèle prisé par les hygiénistes et les réformateurs urbains. Transformant considérablement les dynamiques spatiales en éloignant l'animal et sa mise à mort des populations urbaines, l'abattoir comme complexe industriel constitue l'une des prémisses des rapports de la société contemporaine à son alimentation. Le modèle agroalimentaire industriel qui voit le jour à cette époque opère en effet une mise à distance des animaux et une perte de contrôle des consommateurs sur l'origine et la qualité des produits qu'ils ingèrent⁵⁴. Ce changement de paradigme ne sera

⁵⁴ Amy Fitzgerald, « A Social History of the Slaughterhouse: From Inception to contemporary implication », *Human Ecology Review*, vol. 17, n° 1 (2010), p. 62.

toutefois pas vécu sans heurts, en particulier à La Nouvelle-Orléans dans le contexte des *Slaughterhouse Cases*, puisqu'il implique pour les bouchers, une importante transformation de leur métier ainsi qu'une perte de contrôle sur l'animal.

2.3.1 L'encadrement des marchés publics

Les règlements sur la vente de bestiaux et sur le commerce de la viande témoignent de la montée des préoccupations sanitaires au XIX^e siècle. À Montréal, le règlement sur les marchés publics de 1841 interdit aux commerçants et aux bouchers d'abattre des animaux devant leurs étaux ou d'exposer de la viande ou des viscères sans les nettoyer au préalable : « And be it further ordained and enacted that any person or persons who shall hereafter slaughter or bleed or gut any animal or pluck or remove the feathers from any fowl or poultry of any description or shall expose any meats in a bleeding state or the uncleansed entrails of animals in or on the said market shall forfeit and pay a fine »⁵⁵. Il s'agit, d'une part, d'éloigner le spectacle de la violence et de cacher la vue du sang (comme il en sera question dans le troisième chapitre) et, d'autre part, de réduire les risques de contamination et d'assurer la propreté des lieux. Les viandes et tout autre produit d'origine animale destinés à l'alimentation doivent provenir de bêtes en bonne santé. Le règlement exige à cet égard que les animaux et la viande soient dûment inspectés par l'un des clerks du marché. Les marchands vendant de la viande, du gibier ou de la volaille malsaine, gâtée ou à l'aspect douteux s'exposent à une peine et/ou à une révocation de leur droit de vente.

Le règlement de 1848 ajoute pour sa part plusieurs mesures supplémentaires et identifie les marchés dans lesquelles peuvent être vendues des provisions, de la viande, de la volaille ou des poissons : le marché Bonsecours dans le quartier Est, le Marché Sainte-Anne dans le quartier Ouest, le marché Saint-Laurent dans le quartier Saint-Louis et finalement le marché Papineau dans le quartier Sainte-Marie⁵⁶. Alors que la place Viger

⁵⁵ AM, FCVM, CA M001 VM001-33, Règlement no 26, Règlement régissant les marchés publics de la Cité et aux fins d'accroître le revenu de ces marchés, adopté le 22 mai 1841.

⁵⁶ AM, FCVM, CA M001 VM001-33, Règlement no 196, Règlement pour le gouvernement des marchés publics et places de marchés publics dans cette Cité, adopté le 22 mars 1848.

est déjà depuis 1840 désignée comme le seul marché public destiné à la vente du bétail (voir chapitre 1), la vente de denrées alimentaires et d'animaux vivants de toute espèce (chevaux, bestiaux, moutons, veaux, cochons) est formellement interdite ailleurs dans la ville. Toutefois, le règlement comprend une exception pour les agriculteurs qui proposent déjà leurs produits dans les autres marchés publics et qui voudraient par la même occasion vendre des bêtes vivantes : dans cette situation, les ventes sont autorisées à condition qu'elles n'excèdent pas plus de deux veaux ou deux agneaux. Ceux qui s'adonnent à cette pratique doivent également payer les frais prévus pour les marchés à bestiaux. Le règlement mentionne également qu'aucun chien n'est toléré à proximité des marchés publics. Les bouchers et les commerçants qui laissent un chien se réfugier dans leur commerce s'exposent à une amende. Il est aussi précisé que le non-respect des dispositions du règlement sur les marchés est passible d'une révocation du droit de vente. Si ce règlement vise à encadrer les activités impliquant des animaux dans l'espace urbain à des fins d'ordre public comme nous l'avons précédemment démontré, d'autres mesures font directement référence à l'hygiène, notamment l'interdiction pour les bouchers d'exposer dans les marchés de la viande ou du poisson « répandant une odeur puante et désagréable »⁵⁷. Cette précision n'est pas anodine puisque la lutte aux odeurs incommodes représente un important enjeu des préoccupations sanitaires des administrations municipales.

En 1874, le règlement 75 officialise le poste d'inspecteur des viandes. Placé sous l'autorité du comité de santé de la ville, celui-ci est chargé de visiter les marchés publics et les étaux privés de bouchers pour y examiner la qualité de la viande. Il dispose du pouvoir de saisir et de confisquer « toute viande [...] qu'il jugera être décharnée, aigre, meurtrie, gâtée, putride et malsaine, ou [...] tout veau au ou agneau âgé de moins de trois semaines ou invendable à cause de sa maigreur; ou la chair d'un animal qui serait [malade] ou qui n'aurait pas été en bon état lorsque tué »⁵⁸. En 1882, plusieurs marchés publics sont ajoutés à ceux autorisés par les dispositions du règlement de 1848 : le marché Saint-Antoine, le

⁵⁷ *Ibid.*

⁵⁸ AM, FCVM, CA M001 VM001-33, Règlement no 75, Règlement concernant l'inspecteur des viandes, adopté le 22 juin 1874.

marché Saint-Gabriel, le marché Saint-Jacques, le marché Hochelaga et le marché Saint-Jean-Baptiste⁵⁹.

FIGURE 2.3
Marché Bonsecours, Montréal, vers 1875



Le marché Bonsecours où peuvent être vendus des provisions, de la viande, de la volaille ou des poissons. Notons que le chemin bordant la place est spécialement adapté pour laisser les chevaux circuler et transporter les marchandises. Source : Musée McCord [En ligne] <http://collections.musee-mccord.qc.ca/fr/collection/artefacts/VIEW-1032.1>

Des normes sanitaires particulièrement strictes régissent la vente de viande et de produits destinés à l'alimentation dans ces différentes aires de transactions. Les bouchers et les commerçants qui ont l'intention d'ouvrir un étal ou une boutique pour y vendre de la

⁵⁹ AM, FCVM, CA M001 VM001-33, Règlement no 131, Règlement concernant les marchés, adopté le 9 juin 1882.

viande, du poisson ou des légumes doivent se conformer à une série de conditions pour obtenir une licence permettant de pratiquer sur l'un des marchés publics :

- Annoncer dans deux journaux, l'un publié en français, l'autre publié en anglais, l'ouverture du commerce;
- Afficher l'avis sur la façade d'un bâtiment de l'un des marchés publics;
- S'acquitter d'une somme de deux cents piastres au trésorier de la ville;
- Obtenir une requête du greffier de Montréal pour avoir le privilège d'ouvrir un étal privé accompagné d'une signature de l'inspecteur des viandes qui assurera la propreté des lieux et la qualité des produits vendus.

FIGURE 2.4
Jour de marché, place Jacques-Cartier à Montréal, vers 1884



Sur cette photographie, on remarque le nombre impressionnant de chevaux présents sur la place Jacques-Cartier. Source : Musée McCord, [En ligne] <http://collections.museemcord.qc.ca/fr/collection/artefacts/VIEW-1485.1>

À ces restrictions s'ajoutent plusieurs règlements portant directement sur les bouchers et les étaux privés. À partir de la seconde moitié du XIX^e siècle et plus précisément dans les années 1880, le commerce de la viande devient une activité hautement

surveillée par les autorités, en particulier pour des raisons sanitaires. Pour ce qui est des animaux vivants, la vente de vaches laitières et des veaux est réservée aux marchés Viger et Saint-Gabriel alors que les marchés des Abattoirs de l'Est de l'Ouest sont désignés pour la vente du bétail. En ce qui concerne le marché aux chevaux, l'extrémité nord-est du Marché au foin située sur la rue du Collège est indiquée à cette fin.

À La Nouvelle-Orléans, l'action réglementaire des autorités municipales démontre une semblable volonté d'encadrer la vente de viande et de produits destinés à l'alimentation humaine pour des raisons sanitaires. Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, on retrouve dans la métropole louisianaise plusieurs marchés publics, parmi lesquels le *St. Mary's Market* (situé à la jonction des rues Annunciation et Tchoupitoulas), le *Magazine Market* (entre les rues Camp, Magazine et St. Mary), le Marché français (près des rues Ursuline et St. Anne) ; le *Dryades Market* (au coin des rues Dryades et Melpomene), le *Guillotte Market* (entre les rues Jeanne et Burgundy) et le *Shakespeare Market* (près de la rue Peters). Si notre corpus ne nous permet pas de retracer l'évolution des réglementations les concernant avec autant de précision qu'à Montréal, il est pourtant clair que la vente de bétail et de produits d'origine animale devient de plus en plus supervisée à mesure que la ville adopte de nouvelles politiques sanitaires. À cet égard, les années 1880 voient l'intensification des restrictions concernant l'activité des bouchers et des commerçants de viandes.

En 1880, une ordonnance interdit à quiconque de transporter un animal malade ou à l'aspect douteux dans la ville, que ce soit par chemin de fer ou par embarcation⁶⁰. Comme à Montréal, la vente de viande avariée ou provenant d'animaux en mauvaise santé est passible d'amende. En 1881, le règlement 6784 interdit la vente de viandes, volaille, gibier

⁶⁰ NOPL, Règlements municipaux, 6533 AS, *An ordinance to prevent the sale of adulterated articles used as food, to prevent the sale of unwholesome or tainted provisions, the slaughtering of animals when in an unhealthy condition, and to prevent the landing of diseased animals within the city limits*, adoptée le 23 juin 1880.

et autres produits similaires à l'extérieur des marchés publics⁶¹. Plusieurs normes d'hygiène sont également imposées, dont l'obligation pour les occupants des comptoirs, de nettoyer leur commerce après chaque jour de marché : « That during the half hour immediately after the closing of said markets, the butchers or other persons hiring or occupying their respective stalls, stands and tables shall be bound to scrape, wash and cleanse the same, so as to keep the said stalls, stands and tables in the highest state of cleanliness »⁶². L'année suivante, les bouchers n'ont plus le droit d'écouler de la viande en tout genre ailleurs que dans les quelques marchés autorisés par la loi⁶³. À partir de 1897, le conseil municipal exige que les produits d'origine animale soient inspectés et approuvés par les inspecteurs du bureau de santé avant d'être transportés sur les marchés pour y être vendus.⁶⁴ Puis un règlement de 1899 oblige les propriétaires d'animaux à déclarer au bureau de Santé toute manifestation de maladie sur leur bête⁶⁵. Les animaux malades doivent être isolés du bétail sain et placés sous surveillance.

2.3.2 Bouchers et étaux privés : quand la boucherie devient nuisible

Jusqu'au début du XIX^e siècle, il n'est pas rare de voir des animaux se faire égorger aux yeux de tous devant les échoppes et les ateliers des bouchers : la rue représente à la fois un élargissement du lieu de travail, mais sert aussi d'égout pour évacuer le sang et les autres déchets organiques produits par l'abattage du bétail⁶⁶. En plus d'exposer les passants au spectacle de la violence, l'activité des bouchers engendre plusieurs nuisances. Imaginons un instant les rues des grandes agglomérations telles qu'elles étaient à cette époque : une odeur putride omniprésente à proximité des marchés et des commerces de

⁶¹ 6784 AS, *An Ordinance on Public Markets*, adoptée le 20 janvier 1881, repérée dans *Jewell's Digest of the City Ordinances: Together with the Constitutional Provisions, Acts of the General Assembly and Decisions of the Courts Relative to the Government of the City of New Orleans*, New York, L. Graham & Son, 1882, p. 268.

⁶² *Ibid.*

⁶³ NOPL, Règlements municipaux, 7964 AS, adoptée en 1882.

⁶⁴ NOPL, Règlements municipaux, 14807 CS, adoptée en 1897

⁶⁵ NOPL, Règlements municipaux, 15524 CS, *An ordinance providing for the report and the care and management of infections and contagious diseases among animals*, adoptée le 30 août 1899.

⁶⁶ Maurice Agulhon, « Le Sang des bêtes : le problème de la protection des animaux en France au XIX^e siècle », *Romantisme*, vol. 11, n° 31 (1981), p. 85.

viande, tandis que des restes de carcasses, du fumier, de la fange et une panoplie d'ordures ménagères jonchent le sol. Dans leur volonté de lutter contre les pollutions urbaines, les autorités municipales de Montréal et de La Nouvelle-Orléans transforment considérablement le paysage urbain, mais aussi les dynamiques spatiales des quartiers. Les politiques sanitaires des années 1850 suggèrent une véritable mutation des rapports sociaux à l'animal. Alors que les citoyens du début du siècle entretiennent une indéniable relation de proximité avec le bétail (l'animal étant omniprésent, de la cour arrière jusqu'à l'étal de boucher), les autorités de la seconde moitié du XIX^e siècle cherchent à évacuer de l'espace habité les activités productrices de saletés et de déchets. De la même manière que les industries jugées nuisibles sont repoussées aux périphéries, la pratique des bouchers est déplacée dans des endroits spécifiquement prévus à cet effet et donc, plus faciles à contrôler.

Avec la réglementation des marchés publics, le conseil municipal montréalais s'attaque également à la question des étaux privés, ces comptoirs où les bouchers préparent et vendent leurs produits. Ceux-ci connaîtront en effet un sort similaire aux industries incommodantes. Dans les règlements, il n'est pas rare que les abattoirs privés et les boucheries se retrouvent textuellement dans la même catégorie que les manufactures produisant des nuisances. Or, plusieurs mesures concernent directement les bouchers, leurs lieux de travail ainsi que leur pratique. À Montréal, le règlement 219 de 1852 supprime les étaux privés dans les rues de la ville et interdit la vente de bestiaux, de provisions et de fourrages ailleurs que dans les marchés publics, à moins d'obtenir une licence particulière du conseil municipal⁶⁷. Ainsi, il n'est plus question pour la plupart des bouchers de quartier d'exposer leurs produits à proximité de leurs ateliers : la vente de bétail et de viande est prohibée non seulement dans les comptoirs de rue, mais aussi dans les boutiques, commerces et résidences. Cette mesure accompagne plusieurs restrictions que nous avons précédemment évoquées, notamment celles concernant l'ouverture d'un comptoir dans les

⁶⁷ AM, FCVM, CA M001 VM001-33, Règlement no 219, Règlement pour supprimer les étaux dans dite Cité; et pour prohiber la vente de Bestiaux, provisions et Fourrages, ailleurs dans cette Cité, que sur les Marchés publics d'icelle, adopté le 7 mai 1852.

marchés publics. Puis en 1861, les bouchers qui ont obtenu l'autorisation spéciale de tenir un étal privé ou de vendre de la viande ailleurs que dans les marchés publics se font imposer une taxe annuelle obligatoire de 500 dollars⁶⁸. Une telle somme ne peut être considérée que comme un puissant dissuasif à l'égard des commerçants qui persistent à écouler leurs produits à l'extérieur des lieux prévus à cet effet. On peut sans doute expliquer la sévérité de cette mesure par l'obligation pour les policiers de visiter régulièrement les étaux privés pour y examiner les produits et s'assurer du respect des normes relatives à leur propreté.

Concentrer l'activité des bouchers dans les marchés publics tout en limitant la multiplication des étaux privés permet de faciliter l'inspection des commerces et *de facto* l'application des nouvelles normes sanitaires imposées par le bureau de santé. De nouveaux règlements encadrent en 1874 et en 1875 les licences accordées aux bouchers souhaitant ouvrir un étal « pour y vendre de la viande fraîche, de la volaille, du gibier et des légumes »⁶⁹. Une somme de deux cents piastres est exigée, en plus de la taxe annuelle, pour l'ouverture d'un étal. Plusieurs infractions peuvent d'ailleurs entraîner le retrait du permis de vente : présenter des produits malsains ou gâtés; jeter des ordures sur le trottoir; accrocher ou exposer de la viande ou des produits à l'extérieur du commerce, etc. Les contrevenants s'exposent également à une amende de quarante piastres ainsi qu'à une peine d'emprisonnement d'un maximum de deux mois, l'année même où le conseil municipal officialise le poste d'inspecteur des viandes (1874).

À La Nouvelle-Orléans, les marchés et les comptoirs privés destinés à la vente de viandes, poisson, légumes, fruits et autres produits comestibles sont assujettis à l'ordonnance de 1878⁷⁰. Si ces endroits sont tolérés, ils doivent être établis à une certaine

⁶⁸ AM, FCVM, CA M001 VM001-33, Règlement no 275, Règlement pour imposer une taxe sur les bouchers et autres personnes tenant des étaux privés, adopté le 2 octobre 1861.

⁶⁹ AM, FCVM, CA M001 VM001-33, Règlement no 33, Règlement concernant les étaux privés des bouchers, adopté le 5 juin 1874; Règlement no 88, adopté le 14 juin 1875; Règlement no 90, adopté le 22 décembre 1875.

⁷⁰ 4798 AS, *An Ordinance on Private Markets*, adoptée en décembre 1878, repérée dans *Jewell's Digest of the City Ordinances: Together with the Constitutional Provisions, Acts of the General Assembly and*

distance des marchés publics : « that private markets [...] may be opened and kept in any portion of the city [...], not within a radius of six squares of any public markets »⁷¹. La tenue de ces commerces est également soumise à une autorisation spéciale accordée par l'administration ainsi qu'à une série de normes de propreté, dont notamment l'obligation de nettoyer les présentoirs quotidiennement. Amendé en 1881, le règlement stipule qu'il est désormais interdit d'exposer la viande ou des parties d'animaux directement dans la rue ou sur les banquettes⁷². De plus, il est du devoir de l'administrateur du commerce de faire inspecter régulièrement les marchés privés et de faire fermer, avec la collaboration des forces policières de la ville, tout établissement contrevenant aux dispositions réglementaires. Les propriétaires fautifs s'exposent également à une amende de vingt-cinq dollars pour chaque infraction et à une peine d'emprisonnement de cinq à trente jours à défaut de paiement. En 1893, une nouvelle ordonnance précise encore davantage les conditions de l'établissement des « *private markets* » où il est permis de vendre de la viande⁷³. Cette fois, les bâtiments ou comptoirs utilisés à cette fin doivent être séparés des autres immeubles d'une distance d'au moins trois pieds et six pouces. Les lieux doivent de surcroît être convenablement ventilés et les planchers, pavés ou recouverts de ciment. Le texte de l'ordonnance précise par ailleurs que les étaux et présentoirs doivent être lavés et gardés dans le plus grand état de propreté avant une heure de l'après-midi chaque jour, afin que les agents de police puissent les inspecter et signaler toute violation au règlement. Bien que la vente de viande soit autorisée sous certaines conditions dans certains commerces situés à l'extérieur des marchés publics, la mise à mort des animaux et la préparation de la viande sont dorénavant limitées à une nouvelle institution : l'abattoir public.

Decisions of the Courts Relative to the Government of the City of New Orleans. New York, L. Graham & Son, 1882, p. 282.

⁷¹ *Ibid.*

⁷² Ordinance 7123 AS, adoptée en mai 1881, *ibid.*

⁷³ *Private Markets*, 7667 AS, adoptée le 23 mai 1893, repérée dans *Flynn's Digest of the City Ordinances*, La Nouvelle-Orléans, L. Graham & Son Press, 1896, p. 493.

2.3.3 Un changement de paradigme : de l'étal privé à l'abattoir public

La multiplication des étaux privés et des boucheries à une époque où la demande de viande est croissante devient une préoccupation majeure à partir des années 1860. Dans un article du *Montreal Herald* citant un rapport sur le nombre d'abattoirs privés dans la ville, l'auteur recommande que l'on éloigne ces lieux des districts populeux : « If the municipalities will not have them outside the city limits, let them at least be placed outside the thickly populated districts, whose inhabitants may then derive all the advantages without suffering any of the disadvantages arising from increased activity in this branch of trade »⁷⁴. À La Nouvelle-Orléans, la situation n'est guère différente puisque plusieurs lettres citoyennes associent la présence d'abattoirs à la question des nuisances. Pour remédier à cette situation, les autorités de Montréal et de La Nouvelle-Orléans vont comme dans plusieurs autres villes occidentales, se tourner vers une nouvelle institution : l'abattoir public, véritable complexe industriel destiné à répondre aux besoins croissants de l'alimentation carnée des populations urbaines. Par opposition à l'abattoir privé, l'abattoir public est conçu pour concentrer la plupart des étapes de la transformation de la viande en un même lieu éloigné des populations, comme pour cacher la part d'ombre de cette industrie, mais aussi pour repousser les formes de nuisance produites par ces activités. Le contrôle de la qualité de la viande est désormais confié aux inspecteurs municipaux; on accepte de moins en moins que la population puisse intervenir dans les différentes étapes du processus (mise à mort de l'animal, dépeçage, commercialisation)⁷⁵. Il s'agit par ailleurs d'une véritable prise en charge de la question animale, puisqu'avec l'introduction de cette nouvelle institution, les autorités municipales s'assurent un monopole sur le traitement des bêtes destinées à l'alimentation humaine.

Les médecins, à titre d'autorité compétente en matière de santé et d'hygiène publique, se sont prononcés sur les enjeux touchant la mise à mort des animaux. On

⁷⁴ Auteur inconnu, « Slaughter houses », *Montreal Herald and Daily Gazette*, 18 octobre 1866.

⁷⁵ Amy Fitzgerald, « A Social History of the Slaughterhouse: From Inception to contemporary implication », *Human Ecology Review*, vol. 17, n° 1, 2010, p. 59.

retrouve par exemple, dans certains articles du journal de l'École de médecine et de chirurgie de Montréal, *L'Abeille médicale*, quelques mentions concernant la place des abattoirs dans l'espace urbain et plus précisément, les problèmes de nuisance qu'engendre l'abattage des animaux dans les zones densément peuplées. Dans un article de 1879, le docteur Larocque propose une série de recommandations sur la nécessité de construire des abattoirs publics en périphérie de la ville pour mieux gérer les problèmes sanitaires occasionnés par l'abattage des animaux (qualité de la viande, pollution, insalubrité, etc.) et freiner la « dispersion » des boucheries dans les quartiers populeux de Montréal. De plus, celui-ci déplore l'absence de réglementation portant sur l'emplacement des boucheries et des lieux d'abattage *intra-muros* :

L'abattage des animaux dans les villes est à présent reconnu comme étant une cause d'insalubrité publique. Il n'y a pas moins de 90 boucheries dans la ville, la plupart de ces établissements sont situés dans des localités encombrées et malsaines, dans lesquelles la mortalité est habituellement considérable. Il n'y a pas de règlement pour indiquer la location des boucheries; lorsqu'il s'agit d'en établir, on ne s'occupe que de l'intérêt privé et personnel⁷⁶.

En plus des considérations sanitaires, le rapport du médecin inclut de nombreuses références aux odeurs et à l'insalubrité : « Le sang et les débris de boucheries sont écoulés dans les canaux, et exhalent, surtout pendant les chaleurs de l'été, une odeur des plus nauséabondes »⁷⁷. Tout comme aujourd'hui, l'abattoir est indissociable de son image négative au XIX^e siècle. Ainsi, cet établissement est tantôt présenté comme une source de nuisances, tantôt comme une menace pour la santé publique qu'il convient d'évacuer des centres urbains. L'ouverture des abattoirs publics en périphérie de la ville permet de relocaliser un élément répulsif et de mettre à l'écart une source de nuisances⁷⁸.

⁷⁶ Docteur Larocque, « Abattoir public », *L'Abeille médicale*, Montréal, École de médecine et de chirurgie de Montréal, vol. 1, n° 2 (1879), p. 385.

⁷⁷ *Ibid.*

⁷⁸ Chris Otter, « Civilizing Slaughter: The Development of the British Public Abattoir, 1850-1910 », Paula Lee Young, dir., *Meat, Modernity and the Rise of the Slaughterhouse*, New Hampshire, University of New Hampshire Press, 2008, p. 92 et suivantes.

En 1881, l'administration de Montréal interdit définitivement les abattoirs et les boucheries privés à l'intérieur des limites de la ville et consacre l'ouverture d'un abattoir public comme seul lieu autorisé pour l'abattage des animaux⁷⁹. Le texte d'introduction du règlement démontre clairement la volonté des membres du conseil municipal de centraliser l'abattage des animaux dans un seul lieu situé en périphérie de l'agglomération pour des motifs sanitaires : « Attendu qu'il est expédient, dans l'intérêt de la santé publique de prohiber les abattoirs privés en dedans des limites de la cité, et attendu qu'un abattoir public convenable a été établi dans le voisinage de la cité et en dedans de trois milles des limites d'icelle [...] »⁸⁰. Les manufactures d'où s'échappent de mauvaises odeurs, les boucheries de quartier ainsi que les cours à bestiaux sont explicitement considérées comme des nuisances urbaines. Pour qu'un abattoir soit reconnu par les autorités, celui-ci doit être pourvu d'un système d'approvisionnement d'eau fonctionnel, de fondoirs permettant de faire fondre le gras et autres déchets organiques et de machines assurant l'élimination des gaz nuisibles produits par les activités de l'établissement. Ce dernier doit également se trouver à une distance raisonnable (plus de trois milles) de la ville, de sorte à éviter d'exposer la population aux multiples nuisances issues de l'abattage des animaux. En outre, chaque animal abattu doit être préalablement examiné par un inspecteur.

Fait important, l'abattoir public devient en 1881 le seul endroit où la mise à mort des animaux pour consommation humaine est autorisée. Par conséquent, il n'est donc plus permis de « vendre de la viande d'aucun animal de quelque espèce que ce soit qui aurait été tué ailleurs que dans ledit abattoir public », ce qui oblige *de facto* les bouchers à collaborer directement avec la compagnie des abattoirs⁸¹. À cet égard, le règlement impose un cahier des charges qui décrit avec précision, le traitement convenu pour chaque animal. Par exemple, on indique pour chaque espèce (bœufs, moutons, veaux et cochons), les parties qui doivent rester à l'abattoir et celles que l'on peut retourner aux bouchers. Le

⁷⁹ AM, FCVM, CA M001 VM001-33, Règlement no 128, Règlement concernant les abattoirs, adopté le 10 octobre 1881.

⁸⁰ *Ibid.*

⁸¹ AM, FCVM, CA M001 VM001-33, Règlement no 128, Règlement concernant les abattoirs, adopté le 10 octobre 1881.

règlement 129 adopté la même année reprend en grande partie les dispositions précédentes en précisant cette fois les conditions d'obtention d'un certificat autorisant l'ouverture d'un abattoir public et les modalités de son fonctionnement (heures d'ouverture, cahier des charges, tarifs, etc.)⁸². On mentionne cette fois que l'inspection des animaux est confiée à un officier du bureau de santé, exclusivement employé à cette fin. De plus, le règlement indique que les cultivateurs ne peuvent apporter sur les marchés de Montréal de la viande d'animaux élevés et tués par eux-mêmes, ce qui accentue l'exclusivité de l'abattoir public⁸³.

À La Nouvelle-Orléans, l'émergence de l'abattoir public est indissociable des *Slaughterhouse Cases*, véritable guerre juridique opposant la *Butchers Benevolent Association of New Orleans* et la *Crescent City Live-Stock Landing and Slaughter-House Company* au sujet des mesures adoptées par l'État de la Louisiane pour encadrer l'industrie de la viande. Dès 1812, le conseil de la ville adopte une première mesure d'encadrement pour la construction d'abattoirs en tout genre en imposant une licence obligatoire : « It shall not be lawful for any person to establish any slaughter-house within the limits of the city [...], unless on a license previously obtained, for that purpose, from the Mayor of New-Orleans »⁸⁴. Ce permis, uniquement réservé aux hommes libres, est fourni en échange d'une garantie d'un montant de cinq cents dollars – une somme considérable pour l'époque – et n'est valable que pour une durée d'un an. De plus, le propriétaire d'un tel établissement a l'obligation de tenir un registre recensant chaque animal abattu, sa description physique ainsi que le nom des bouchers avec qui il fait affaire.

⁸² AM, FCVM, CA M001 VM001-33, Règlement no 129, Règlement concernant les abattoirs, adopté le 21 novembre 1881.

⁸³ *Ibid.*, amendé par règlement no 147, Règlement pour amender la section 9 du règlement no 129 concernant les abattoirs, adopté le 10 août 1885.

⁸⁴ *An Ordinance to prevent the erection of any Slaughter-house, within the limits of the city of New-Orleans, without a license from the Mayor of the said city*, repérée dans *Digest of the ordinances and resolutions of the second municipality of New-Orleans*, La Nouvelle-Orléans, F. Cook & A. Levy Press, 1840, p. 110.

Le 1^{er} juin 1869, l'Assemblée législative de la Louisiane adopte *An act to protect the health of the city of New Orleans, to locate the stock landings and slaughterhouses, and to incorporate the Crescent City Livestock Landing and Slaughter House Company*, un règlement autorisant l'administration de la ville à créer une corporation chargée d'assurer l'abattage des animaux sur son territoire. Officialisée par la réglementation municipale la même année, cette loi transforme considérablement l'encadrement des abattoirs et sera vécue par les bouchers de la ville comme une dépossession de leur métier. Ces derniers sont désormais tenus d'abattre le bétail dans la nouvelle installation située à l'origine sur la rive ouest du Mississippi. L'abattage des animaux à l'intérieur des limites de la ville est interdit et tous les abattoirs privés et autres établissements similaires sont par conséquent fermés. La loi exige également que tous les animaux arrivant de l'extérieur de la ville soient confinés dans ce nouveau site et que toutes les viandes sans exception soient inspectées par un responsable de la santé publique nommé par le bureau de santé. Comme à Montréal, l'activité des bouchers est d'abord encadrée avant d'être interdite dans la majorité des quartiers. Les annuaires de La Nouvelle-Orléans (*city's directories*) permettent de constater une diminution du nombre de bouchers, puis une concentration des abattoirs, clairement identifiés en périphérie des villes : alors que l'on retrouve en 1867 plus de 350 adresses de bouchers dans l'annuaire, cette catégorie est progressivement remplacée par une poignée de marchands de viande et la *Crescent City Live Stock Landing & Slaughter House* située « *near city limits* » à partir des années 1870⁸⁵. En réaction à la création de la *Crescent City Company*, 400 membres de la *Butchers' Benevolent Association* tentent de renverser le monopole de l'abattoir devant les tribunaux. Dans un article de 1869 du *Daily Picayune*, un auteur anonyme résume une partie de l'argumentaire des bouchers :

No one can keep even a cow, or indeed any animal, even a horse or a dog, within the limits except by the authority and permission of this wonderfully endowed corporation [...] It gives a monopoly of the landing, reception, and slaughtering of all animals intended for the food of your habitants to a few individuals, providing that no one else shall enjoy the privilege of doing this for twenty-five years⁸⁶.

⁸⁵ New Orleans City Directory (1869, 1874, 1875), La Nouvelle-Orléans, Louisiana Research Collection, Université Tulane.

⁸⁶ Auteur inconnu, « The Slaughterhouse Conspiracy », *The Daily Picayune*, 20 février 1869.

Il semble pertinent de souligner que c'est principalement la perte de pouvoir sur les animaux qui ressort dans ce témoignage. En concentrant les opérations de la préparation de la viande à l'extérieur de la ville, la *Crescent City Company* transforme les rapports que les populations urbaines entretiennent avec les espèces animales. Parallèlement, ce changement de paradigme engendre une profonde reconfiguration des dynamiques spatiales inhérentes à la profession de boucher. Si la vente de produits d'origine animale est toujours encouragée dans la ville, les animaux (vivants ou morts) sont désormais exclus de l'espace urbain. Alors qu'il était autrefois possible pour les citoyens de voir l'animal qu'ils s'apprêtaient à manger en visitant leur boucher de quartier, le nouveau mode de fonctionnement imposé par les autorités municipales ne rend visible que le résultat final du processus : la pièce de viande prête à être vendue. Finalement, comme l'explique Lindgren Johnson, la centralisation des abattoirs représente à la fois un enjeu de santé publique et une façon de cacher une activité potentiellement dérangeante du point de vue des sensibilités :

Yet the move to centralize « to protect the city's health » through a profitable « war on waste », was clearly also a move to protect the city's sensibilities through municipally enforced invisibility. While human health problems arose from the scattered and numerous remains of slaughter that were not consumed and thus necessitated their removal, the other reason for this removal was that these dead animals maintained a material presence that had become increasingly disturbing to the public⁸⁷.

La dimension éthique et les considérations reliées à la sensibilité feront l'objet d'une analyse plus détaillée dans le troisième chapitre de ce mémoire, mais il semble important de souligner que les politiques sanitaires du XIX^e siècle font intervenir une multitude d'enjeux, tantôt pratiques, tantôt moraux au cœur des rapports humain-animal.

Dans les années 1860 et 1870, plusieurs lettres provenant pour la plupart de l'association de bouchers sont publiées dans les quotidiens de La Nouvelle-Orléans pour

⁸⁷ Lindgren Johnson, « "Slaughtering" Equality ? Rendering the Animal and Erasing the Human in the Slaughterhouse Cases », *Food & History*, vol. 3, n° 2 (2005), p. 71.

s'opposer aux mesures adoptées par le conseil municipal. La plupart décrivent la *Crescent City Company* comme un monopole injuste s'appuyant sur des pratiques faussement hygiéniques et qui ne respectent aucunement la réalité des bouchers de la ville. Ces derniers peinent d'ailleurs à s'accommoder du fonctionnement et des contraintes imposées par la nouvelle réglementation : heures d'ouverture, déplacement, tarifs, etc⁸⁸. Plusieurs bouchers affirment que cette mesure les empêche de pratiquer correctement leur métier et de desservir les populations des quartiers plus éloignés. À cela s'ajoute une dimension raciale inhérente au contexte sudiste de l'époque. La charte de la *Crescent City Company* permet pour la première fois à des affranchis noirs d'y travailler comme boucher, ce qui est perçu par plusieurs membres de la profession comme une perte de leur privilège sur l'exploitation et l'abattage des animaux⁸⁹. Ironiquement, c'est notamment en vertu du Quatorzième amendement de la Constitution américaine – initialement adopté pour protéger les affranchis – que les bouchers (majoritairement blancs) vont poursuivre la compagnie, en prétendant que celle-ci s'oppose à leur droit de subvenir à leurs besoins par le travail.

En 1872, le conseil municipal permet la construction d'un chemin de fer entre les digues situées près de la rue Delery jusqu'à l'abattoir public dans le but de faciliter le transport des marchandises et d'approvisionner les quartiers plus éloignés⁹⁰. L'année suivante, la Cour suprême statue finalement en faveur de la *Crescent City Company*. Le monopole de celle-ci ne dure que onze ans puisqu'en 1879, l'État de Louisiane adopte une nouvelle constitution interdisant d'accorder un monopole sur les abattoirs, déléguant ainsi l'encadrement de l'abattage du bétail aux municipalités. En 1889, le conseil municipal de La Nouvelle-Orléans autorise finalement la construction d'un abattoir supplémentaire pour les bouchers des six et septième districts, sur un terrain situé entre la 9^e et la 10^e rue du Septième District⁹¹. Puis, un nouveau système encadrant l'abattage des animaux et l'inspection des viandes est finalement adopté en 1898 : celui impose notamment de nouvelles normes d'hygiène et prévoit de nouvelles précautions quant au dépeçage des

⁸⁸ Voir notamment « The Position of the Butchers », *The Daily Picayune*, 1^{er} juillet 1869.

⁸⁹ Johnson, « "Slaughtering" Equality ? Rendering the Animal », p. 73.

⁹⁰ NOPL, Règlements municipaux, 1682 AS, adoptée le 30 juillet 1872.

⁹¹ NOPL, Règlements municipaux, 4035 CS, adoptée 29 octobre 1889.

carcasses⁹². Une fois l'animal abattu, les bouchers doivent placer ses viscères (foie, langue, rate, etc.) sur les présentoirs prévus à cet effet pour faciliter l'inspection. Les pièces de viande jugées suspectes sont enduites d'un produit chimique afin d'empêcher qu'elles soient vendues comme nourriture et les carcasses présentant des signes de maladies sont ensuite éliminées.

Conclusion

Après avoir démontré comment les enjeux de circulation et de sécurité ont transformé les rapports entre les populations urbaines et les animaux dans la seconde moitié du XIX^e siècle, il s'agissait dans ce chapitre de présenter la santé publique comme une sphère d'intervention complémentaire dans la prise en charge de la question animale par les autorités municipales. Nous avons analysé 51 règlements se rapportant aux thèmes de la santé et de l'hygiène publique, dont 28 pour Montréal et 23 pour La Nouvelle-Orléans. Dans les deux villes, l'animal et les activités faisant intervenir des animaux sont désignés comme autant de menaces pour la santé des citoyens. L'intervention des autorités municipales prend forme dans l'application de mesures sanitaires de moins en moins tolérantes envers la présence des espèces animales et l'encadrement de la mise à mort des animaux. Ses règlements transforment l'espace urbain sous plusieurs rapports. D'une part, ils reconfigurent le paysage urbain par une ségrégation spatiale en délimitant, par exemple, les lieux des marchés et les zones où les activités jugées nuisibles sont interdites. D'autre part, ils secouent les dynamiques internes de la ville en encadrant certaines activités dont notamment la pratique des bouchers.

Par ailleurs, la lutte contre les mauvaises odeurs et les déchets – tributaire de l'étiologie miasmatique – s'imbrique dans l'émergence d'une nouvelle conception de la nuisance, davantage associée à la saleté et à la pollution. Les mesures adoptées à Montréal

⁹² NOPL, Règlements municipaux, 14548 CS, *An ordinance regulating the slaughtering of cattle and all other animals at all Abattoirs and providing a system of inspection of meats*, adoptée le 31 août 1898.

et à La Nouvelle-Orléans visent à exclure non seulement les animaux, dont la proximité dérange pour des raisons de santé, mais aussi les activités et les industries dites incommodantes. Dans ce contexte, le modèle de l'abattoir public apparaît comme la solution aux problèmes engendrés par l'abattage des animaux.

CHAPITRE 3

SENSIBILITÉS ET ENJEUX ÉTHIQUES : MORALITÉ, ANIMALITÉ ET COMPORTEMENTS NUISIBLES

Papa, papa, crie l'enfant à son père. papa, que font-ils ? Papa, ils battent le pauvre petit cheval ! — allons-nous-en, allons-nous-en, répond le père, ils sont souls et font des bêtises. Laisse ces imbéciles, viens, ne regarde pas ! Et il veut l'emmener. Mais l'enfant échappe des mains de son père et ne se connaissant plus accourt vers le petit cheval. Déjà le pauvre se trouve bien mal en point. Il halète, s'arrête un instant. puis se remet à tirer, peu s'en faut qu'il ne s'abatte. [...] La jument n'a pas pu supporter ces coups réitérés, et, bien qu'impotente, s'est mise à ruer. [...] Deux gars se détachent du groupe, s'emparent d'un fouet et courent cingler les flancs de la jument de chaque côté — Fouettez-la sur le museau, sur les yeux, fouettez-la sur les yeux ! crie Mikolka.

– Fiodor M. Dostoïevski, *Crime et Châtiment*, 1866¹.

Quiconque a déjà lu la fameuse scène du cheval et des ivrognes, tirée du roman *Crime et Châtiments* de Dostoïevski, saisit l'absurde cruauté dont les animaux pouvaient autrefois faire l'objet dans l'espace public, aux yeux de tous. À Montréal et à La Nouvelle-Orléans, les témoignages de cette violence sont nombreux, tant dans les journaux que dans les illustrations d'époque. Bétail et chevaux battus sur la place publique, chiens brutalisés dans les rues, combats de coqs : les sévices subis par les animaux font partie du quotidien des villes du XIX^e siècle. Ce chapitre entend montrer comment les enjeux de moralité et d'éthique transforment les rapports entre les populations urbaines et les animaux et participent à la construction de l'espace urbain. À cette époque, les règlements visant à protéger les animaux sont plutôt rares et c'est l'humain plutôt que l'animal qui intéresse les autorités. En effet, dans les deux villes étudiées, les premières mesures condamnant la violence envers les espèces animales s'imbriquent dans une logique d'encadrement du comportement des individus dans l'espace urbain. L'action réglementaire des autorités

¹ Fiodor Dostoïevski, *Crime et Châtiments*, Paris, Gallimard, 1967 [1866], p. 101.

municipales du XIX^e siècle vise principalement à policer les mœurs et à contrôler la façon de se comporter dans l'espace public. Suivant l'influence des discours et des revendications de l'époque, les mauvais traitements envers les animaux sont progressivement interdits notamment parce qu'ils sont associés au vice et surtout parce que toute violence représente une menace potentiellement subversive de l'ordre et de la paix sociale. Cette préoccupation est particulièrement visible dans les règlements sur les charretiers : l'objectif n'est pas seulement de contrôler le cheval afin d'éviter des accidents, mais aussi de surveiller le comportement de l'humain qui le conduit à travers la ville. De la même façon, la présence des animaux jugés utiles est encouragée et protégée alors que les autorités cherchent à éliminer les animaux considérés nuisibles. Le droit de cité accordé à certaines espèces établit une hiérarchie entre celles-ci et renseigne sur la définition de l'acceptable dans l'espace urbain. Les parcs en particulier illustrent bien cette réalité : ce sont avant tout des « espaces contrôlés » et les règlements les concernant traduisent leur fonction de diffusion de normes socioculturelles. La sélection d'espèces animales et végétales implantées dans ces lieux représente les éléments jugés favorables à la vie urbaine².

Dans sa thèse de doctorat, l'historienne Georgia Sitara associe l'introduction des préoccupations à l'égard des animaux chez l'élite montréalaise à un processus visant à renforcer le régime en place : « cruelty and kindness to animals became a way to regulate everyday public behaviour in ways that helped to solidify the emerging power regimes of industrial capitalist colonial power »³. Tout en exploitant les animaux, l'humain moderne et civilisé cherche à démontrer sa prétendue supériorité par sa sensibilité. À La Nouvelle-Orléans, on constate que la lutte contre la cruauté envers les animaux répond également à une volonté d'encadrer la conduite des citoyens sur les places publiques. Dans ce contexte, la nuisance à évacuer de l'espace urbain n'est pas seulement l'animal, mais la violence elle-même.

² Peter Atkins, dir., *Animal Cities: Beastly Urban Histories*, Abingdon, Routledge, 2012, p. 5.

³ Georgia Sitara, « Humanitarianism in the Age of Capital and Empire: Canada, 1870-1890 », thèse de Ph. D. (histoire), Université de Victoria, 2007, p. 23.

Néanmoins, l'émergence du mouvement pour la protection des animaux au XIX^e siècle témoigne d'une évolution des sensibilités qui deviennent moins tributaires d'une vision exclusivement anthropocentrique du rapport humain-animal. Nous montrerons dans ce chapitre comment des discours et des préoccupations parfois contradictoires et divergents ont influencé autant à Montréal qu'à La Nouvelle-Orléans, les représentations de l'animal et les pratiques des populations urbaines à leur égard. Un examen des réglementations et de la littérature associative sur la protection des animaux révèle un discours où les intérêts économiques touchant la productivité et la propriété privée côtoient les préoccupations éthiques du traitement de l'animal. Le présent chapitre est divisé en deux sections. Dans la première partie, il sera question du cadre réglementaire touchant la cruauté envers les animaux, les préoccupations auxquelles répondent ces mesures et les représentations de l'animal qu'elles suggèrent. La seconde partie retrace l'émergence du mouvement pour la protection des animaux dans un contexte de lutte contre la violence dans l'espace urbain.

3.1 LA CRUAUTÉ ANIMALE : COMBATTRE LA VIOLENCE POUR CIVILISER L'HUMAIN

Au XIX^e siècle, les règlements condamnant la cruauté envers les animaux suggèrent que les autorités se soucient davantage du comportement des humains envers les animaux que du sort des bêtes elles-mêmes, comme le démontre notamment la notion « d'animal utile » explicitée dans certains règlements. On cherche surtout à protéger les animaux qui occupent une place fondamentale dans les activités urbaines afin de mieux les exploiter. Il s'agit également d'une façon de civiliser les mœurs en éliminant des pratiques jugées cruelles ou susceptibles d'affecter la moralité humaine.

3.1.1 Les premières mesures contre la cruauté animale : une manière d'évacuer la violence de l'espace urbain

Le Canada et les États-Unis se dotent d'une législation protégeant les animaux avant même la mise en place des premières sociétés pour la prévention de la cruauté envers les animaux sur leur territoire⁴. Ces mesures témoignent de l'émergence d'une nouvelle sensibilité à l'égard des animaux et répondent tant à des préoccupations morales qu'à une volonté d'assurer le maintien de l'ordre et la poursuite des activités économiques des centres urbains.

À Montréal, le cadre réglementaire du début du siècle interdit déjà la cruauté envers les animaux sur les places publiques et dans les rues de la ville. L'article 47 des règlements la police de 1817 mentionne que toute personne aperçue en train de battre violemment ou utilisant de façon cruelle un chien ou un cheval sur une place publique, une route ou une rue de la Cité est passible d'une amende pouvant varier de dix shillings à cinq livres⁵. Quelques années plus tard, la première ordonnance adoptée au Bas-Canada visant à établir des services de police permanents à Québec et Montréal prévoit dès 1838 une peine d'emprisonnement d'un mois pour toute personne surchargeant, montant de manière inappropriée ou maltraitant un cheval, un chien ou un autre animal⁶. L'historien Darcy Ingram précise cependant que ces règlements répondent davantage aux préoccupations liées à l'ordre public et à la sécurité qu'à une volonté de protéger les animaux, dans la mesure où l'on cherche surtout à contrôler le comportement de la classe ouvrière dont les mœurs choquent les membres des cercles les plus aisés de la société montréalaise⁷. Comme nous l'avons vu, les charretiers en particulier sont la cible d'une série de réglementations visant à encadrer leur métier dans les rues de la ville, mais aussi leurs

⁴ Virginie Simoneau-Gilbert, *Au nom des animaux*, Montréal, Éditions Somme Toute, 2019, p. 92.

⁵ Archives de Montréal, Fonds Commission de police (1817-1910), CA M001 VM043, *Rules and Regulations of police. for the city and Suburbs of Montreal*, 1817, Cours de Session de Quartier, Article 47.

⁶ *An ordinance for establishing an efficient system of Police in the Cities of Quebec and Montreal, 1838, S. II*, cité dans Darcy Ingram, « Beastly Measures: Animal Welfare, Civil Society and State Policy in Victorian Canada », *Journal of Canadian Studies/Revue d'études canadiennes*, vol. 47, n° 1 (hiver 2013), p. 225.

⁷ *Ibid.*

interactions avec les animaux. Le règlement sur les voitures du louage de 1840 évoqué dans le chapitre 2 mentionne l'interdiction de battre un cheval, de le surcharger ou d'en faire une mauvaise utilisation dans les rues de la ville ou sur une place publique⁸. Il s'agit principalement d'une façon de réduire les risques d'accidents ou de tumulte dans un souci de maintien de l'ordre. Parallèlement, on cherche à éviter les démonstrations violentes dans l'espace public. En réalité, le sort de l'animal et ses conditions d'exploitation retiennent peu l'attention des autorités municipales montréalaises dans la première moitié du XIX^e siècle.

En 1845, le conseil municipal adopte une mesure visant spécifiquement à punir la cruauté envers les animaux et dont les dispositions concernent cette fois toutes les espèces animales sans distinction :

Que toute personne qui désormais maltraitera ou battrà avec cruauté [tout] animal dans les limites de ladite Cité, soit en le battant sans nécessité ou sans miséricorde, soit en le surchargeant, soit en le menant trop vite, soit en le montant ou [en] l'exposant sans nécessité ou d'une manière impropre ou douloureuse, vexatoire ou dangereuse, [...] ou [de tout] autre manière quelconque [encourra] une pénalité [...] et sera passible d'emprisonnement [*sic*]⁹.

Les contrevenants s'exposent, pour chaque offense, à une peine de cinq livres ou à une peine d'emprisonnement d'une durée maximale de trente jours. Bien que le règlement cherche surtout à protéger la sensibilité des spectateurs en condamnant les mauvais traitements perpétrés publiquement, on peut toutefois y voir une première véritable prise de position contre la violence à l'égard des animaux. Le statut de l'animal reste inchangé, tout comme les fondements de son exploitation, mais le texte reconnaît à l'ensemble des animaux de la ville une certaine considération légale qui limite les droits du maître sur sa propriété. Adopté au Canada-Uni en 1857, *l'Act to prevent the cruel and improper treatment of Cattle and other Animals*, dont l'objectif est de prévenir « la cruauté due à une

⁸ Voir notamment, AM, FCVM, CA M001 VM001-33, Règlement no 50, Règlement régissant les voitures de louage et fixant le tarif des taux percevables, adopté le 6 décembre 1841.

⁹ AM, FCVM, CA M001 VM001-33, Règlement no 172, Règlement à l'effet de punir la cruauté envers les animaux, adopté le 11 juillet 1845.

mauvaise conduite des charretiers et des animaux de bétail » et d'« éviter la démoralisation du peuple » tout en protégeant « les vies et les biens des sujets de la Reine » répond à des préoccupations similaires¹⁰. Cette loi prévoit des sanctions pouvant varier d'une amende de quelques shillings à une peine de prison d'un maximum de quatorze jours pour toute personne maltraitant un cheval, une jument, un taureau, un bœuf, une vache, un veau, un mulet, un âne, un mouton, un agneau, un cochon, de la volaille, un chien, un animal domestique ou un oiseau; bref, presque l'ensemble des animaux présents dans la ville¹¹. Puis, une législation fédérale contre la cruauté envers les animaux est adoptée en 1869 – année de la fondation de *Canadian Society for the Prevention of Cruelty to Animals* à Montréal – l'*Act Respecting Cruelty to Animals*. Celle-ci interdit plusieurs pratiques jugées cruelles dont les combats d'animaux. Selon la juriste Lesli Bisgould, cette mesure poursuit la tendance des réglementations précédentes puisqu'elle suggère les mêmes intentions, à savoir limiter les souffrances animales, défendre la population par l'élimination de la violence dans l'espace public et protéger la protection de la population contre les torts que les actes de brutalité à l'égard des animaux peuvent causer à la moralité humaine¹². Amendé par le Code criminel canadien de 1892, le cadre réglementaire prévoit des sanctions pour quiconque :

- Bat, attache, maltraite, abuse, surmène ou torture cruellement ou inutilement tout animal de bétail, volaille, chien, animal domestique ou oiseau;
- Cause des dommages ou des blessures aux animaux de bétail ou à tout autre animal en les conduisant, que ce soit par négligence, mauvais traitement dans la conduite ou par méfait;
- Encourage de quelque manière que ce soit, aide ou assiste à des combats de taureaux, d'ours, de blaireaux, de chiens ou de coqs ou d'autres animaux de nature domestique ou sauvage¹³.

¹⁰ *An Act to prevent the cruel and improper treatment of Cattle and other Animals*, 1857 cité dans Simoneau-Gilbert, *Au nom des animaux...*, p. 93.

¹¹ Ingram considère qu'il s'agit de la première législation à reconnaître les animaux comme des êtres sensibles au Canada, mais il semble pertinent de souligner que le conseil municipal de Montréal avait déjà adopté en 1845, un règlement visant à protéger l'ensemble des espèces animales. Toutefois, cette mesure est limitée au territoire montréalais et c'est sans doute la raison pour laquelle elle n'a pas retenu l'attention de l'historien. Ingram, « Beastly Measures: Animal Welfare... », p. 225.

¹² Lesli Bisgould, cité dans Simoneau-Gilbert, *Au nom des animaux...*, p. 94.

¹³ Nous reprenons ici en partie la traduction de Simoneau-Gilbert dans *ibid*, p. 95.

Ces dispositions réglementaires sont considérées par Ingram, Bisgould et Simoneau-Gilbert comme une façon de protéger légalement les possessions des propriétaires d'animaux utiles (bétail et bêtes de travail) tout en améliorant la productivité des industries dont l'activité dépend de la force des espèces animales¹⁴.

À La Nouvelle-Orléans, la première mesure visant à limiter la cruauté envers les animaux, adoptée par le conseil municipal en 1843, introduit la notion d'« animaux utiles ». En effet, le texte précise « que toute personne [...] qui, dans les limites de la ville, traitera cruellement (et sans nécessité) tout animal ou animaux utiles, tels que chevaux, bœufs [et] mulets, sera condamnée à une amende » de vingt à cinquante piastres, dont la moitié sera versée à l'hôpital de la charité et l'autre moitié au profit du dénonciateur¹⁵. Cette mesure établit donc une hiérarchie utilitaire entre les différentes espèces animales. Loin des revendications des sociétés de protection des animaux de la fin du siècle, le cadre réglementaire des années 1840 permet de mieux superviser l'exploitation des animaux, tout en protégeant la propriété privée. Il ne s'agit pas d'améliorer le sort de l'ensemble des êtres du règne animal pour leurs qualités intrinsèques ou pour des raisons éthiques, mais bien de réduire les mauvais traitements à l'égard des espèces jugées utiles pour les activités de la ville, en l'occurrence le cheval, le bœuf et le mulet, trois espèces employées dans le transport des citadins et des marchandises. Rappelons qu'à la même époque, le traitement réservé aux « animaux nuisibles » – en particulier les chiens errants, principales cibles des campagnes d'élimination menées par les forces de l'ordre – est fort différent. Comme à Montréal, on peut voir dans cette mesure une volonté de contrôler le comportement des populations urbaines et plus largement, leur attitude à l'égard des animaux. En effet, la violence envers les chevaux et le bétail s'avère non seulement peu efficace, mais elle est tout aussi indésirable dans l'espace public. L'État de Louisiane sanctionne à partir de 1870, les mauvais traitements perpétrés contre un cheval, un mulet, un âne, une vache, un cochon

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ *Ordonnance concernant les Animaux dans la ville de la Nouvelle-Orléans*, adoptée le 17 août 1843, repérée dans *Digest of the Ordinances and Resolution of the second municipality of New-Orleans*, La Nouvelle-Orléans, J. Bayon Press, 1845, p. 33

ou même un chien appartenant à citoyen¹⁶. Toute personne reconnue coupable d'acte cruel envers les espèces mentionnées par le règlement s'expose à une amende de deux cents dollars et à une peine de prison de six mois; le fautif doit de surcroît rembourser la valeur de l'animal tué ou blessé à son propriétaire en cas de litige. Notons que ces peines sont particulièrement élevées comparées à celles mentionnées dans les règlements précédents, ce qui démontre l'importance accordée à la propriété privée. Cette préoccupation est tout aussi perceptible dans les Actes de l'Assemblée de la Louisiane qui, en 1882, statuent que les chiens appartenant à des citoyens sont désormais considérés comme une « propriété personnelle » et que par conséquent, ils sont protégés par les mêmes règlements garantissant le respect de la propriété privée¹⁷. Ce qu'il faut retenir de ces mesures, c'est que l'animal est protégé avant tout parce qu'il appartient à un humain. Cette considération n'est pas sans rappeler le statut de l'esclave dans la société louisianaise *antebellum* : considéré comme un bien meuble, l'esclave est protégé contre les agressions extérieures, mais demeure à la merci de son maître. À La Nouvelle-Orléans, l'institution servile est indissociable des représentations de l'animal. Dans son étude sur les mutations des sensibilités à l'époque moderne, Keith Thomas rappelle que l'exploitation des humains implique nécessairement un rapprochement avec la condition animale :

Perçus comme des bêtes, les hommes étaient exposés à être traités comme tels. L'éthique de la domination de l'homme écartait les animaux de la sphère de la préoccupation humaine. Mais elle légitimait aussi que l'on maltraitât des êtres humains qui étaient dans une condition supposée animale. [...] L'esclavage, avec ses marchés, son marquage et son travail constant, était une manière de traiter des hommes que l'on estimait bestiale. [...] Leur déshumanisation était une condition préalable nécessaire aux mauvais traitements qu'on leur faisait subir¹⁸.

Au XIX^e siècle, la protection des animaux se révèle ainsi comme une manière de lutter contre la violence perpétrée par les humains dans l'espace urbain. Tant pour le cas québécois que pour celui louisianais, les premières réglementations concernent

¹⁶ Section 815 et 816 des *Revised Statutes of Louisiana (1870)*. *The President's Address and Appeal to the public in behalf of the Louisiana State Society for the Prevention of Cruelty to Animals. with reports of treasurer and special agent, and list of members*. New Orleans. 1893-94, La Nouvelle-Orléans, Louisiana Research Collection, Université Tulane, p. 28.

¹⁷ Act No. 107 of 1882, repéré dans *Flynn's Digest of the City Ordinances*, La Nouvelle-Orléans, L. Graham & Son Press, 1896, p. 108.

¹⁸ Keith Thomas, *Dans le jardin de la nature : La mutation des sensibilités en Angleterre à l'époque moderne (1500-1800)*, Paris, Gallimard, p. 53.

principalement les animaux jugés utiles (le cheval, en priorité) ou les animaux domestiques : c'est en tant que propriété privée qu'ils sont protégés. Bien que nous ayons étendu notre corpus à des sources dépassant les limites de la ville (le palier fédéral pour Montréal et l'Assemblée de la Louisiane pour La Nouvelle-Orléans), les enjeux moraux et éthiques touchant les animaux influencent les politiques des administrations municipales. La violence, tout comme les sévices pouvant être commis sur les animaux domestiques sont des nuisances à évacuer de l'espace urbain au même titre que le sont les bêtes qui gênent la circulation ou propagent des maladies.

3.1.2 Loisirs et spectacles : violence, animalité et moralité

Au XIX^e siècle, les spectacles d'animaux tels que les combats de coqs ou de taureaux sont des attractions populaires dans les villes. Théâtre d'une bestialité contrôlée et mise en scène, ces représentations soumettent le public à une extrême violence : des coqs, des chiens, des loups, des taureaux et parfois même des ours sont forcés à s'entretuer dans une arène alors que les participants humains gagent sur l'issue de l'affrontement. Il va sans dire que les animaux subissent lors de ces spectacles divers sévices particulièrement brutaux dont le paroxysme est le plus souvent la mort d'une ou plusieurs bêtes. À Montréal, les combats de coqs et de chiens sont fréquents, mais peu encouragés. À La Nouvelle-Orléans, les combats d'animaux sont également influencés par les traditions de la tauromachie portugaise et espagnole introduites par les immigrants latino-américains. Si la culture du *bullfighting* se pratique ailleurs aux États-Unis à cette époque (notamment en Californie et au Texas), elle est particulièrement présente dans la métropole louisianaise¹⁹. À partir des années 1840, ces combats ont lieu dans les quartiers populaires, dont notamment le Vieux Carré ainsi qu'à Algiers, petit centre industriel annexé à La Nouvelle-Orléans en 1870. Principalement destinés à la communauté latine, ces événements attirent les populations créoles et anglophones, déjà habituées aux combats de chiens et de coqs²⁰.

¹⁹ Hans C., Rasmussen, « The Culture of Bullfighting in Antebellum New Orleans », *Louisiana History*, n° 55 (printemps 2014), p. 135.

²⁰ *Ibid.*, p. 175.

FIGURE 3.1
Combats de coqs à La Nouvelle-Orléans, 15 juillet 1871



Ce dessin réalisé en 1871 représente un combat de coqs à La Nouvelle-Orléans. Notons la diversité sociale et ethnique des hommes participants à ce spectacle. On retrouve tant des hommes blancs que de couleur issue de différentes classes sociales. Les femmes en revanche sont totalement absentes de la représentation : c'est une activité avant tout masculine. Source : *Cockpit*, Louisiana Digital Library [En ligne] <https://louisianadigitallibrary.org/islandora/object/hnoc-aww%3A679>

Ces activités s'inscrivent dans une culture du loisir associée à l'honneur très présente dans le Sud des États-Unis. Les combats d'animaux, tout comme la chasse, les courses de chevaux et les duels reflètent les codes sociaux d'une société hautement hiérarchisée dans lequel le courage face au danger représente un symbole de pouvoir et de respectabilité²¹. Comme l'explique Kenneth S. Greenberg, les hommes du Sud entretiennent un goût du risque dans plusieurs domaines : « Nineteenth-century men of honor felt compelled to risk everything in many different fields. They did it at tables while playing cards. They it at racetracks. They did it around cockpits. They did it on dueling grounds »²². Dans ces jeux où la violence et la mort occupent une place centrale, l'homme

²¹ Kenneth S. Greenberg, *Honor and Slavery: lies, duels, noses, masks, dressing as woman, gifts, strangers, death, humanitarianism, slave rebellions, the proslavery argument, baseball hunting and gambling in the Old South*, Princeton, Princeton University Press, 1997, p. 134 et suivantes.

²² *Ibid.*, p. 138.

cherche avant tout à démontrer sa supériorité sur les forces naturelles. Avant abolition de l'esclavage, les combats d'animaux impliquent même des êtres humains (des esclaves noirs pour la plupart) exposés à de grands périls. Dans un article de 1852 tiré du *Daily Picayune*, on annonce par exemple un affrontement entre des taureaux et des « nègres » : « Bony, a negro, will mount a bull, and another negro, named Thompson, will fight the bull and rider on foot. La Plata, the celebrated bull fighter will also fight a bull on horseback [...]. The sport will be enhanced by a battle between several dogs »²³.

À partir de la seconde moitié du XIX^e siècle, les autorités municipales des deux villes étudiées se mettent progressivement à encadrer les spectacles d'animaux. L'objectif se rapproche des préoccupations des premières réglementations sur la protection des animaux : on observe une volonté d'inculquer une conduite conforme à la vie urbaine en luttant contre la violence. De plus, ces événements particulièrement bruyants dérangent souvent le voisinage et suscitent l'inquiétude des élites qui n'apprécient guère de voir se rassembler à des endroits parfois clandestins des hommes issus des classes populaires pour y faire combattre des animaux. Le conseil municipal Montréal adopte en 1858 une série de mesures interdisant les jeux de hasard dans les lieux publics, mais également les combats de coqs et de chiens. Ces activités représentent, au même titre que les émeutes, des obstacles à la « préservation de la paix et du bon ordre », notamment parce qu'ils sont susceptibles d'occasionner « tumulte, bruit, dérangement ou désordres »²⁴. Ayant pour objectif d'assurer « la suppression du vice », le règlement autorise les forces de police à fouiller toute épicerie, cabaret, auberge, hôtel ou établissement public afin d'y arrêter toute personne se livrant à des paris ou faisant combattre des animaux²⁵. Deux préoccupations ressortent de cette interdiction : d'une part, la notion de vice associée au pari et aux jeux de hasard; d'autre part, la volonté d'assurer le maintien de l'ordre en évitant les désagréments engendrés par ces loisirs. Puisqu'il ne remet pas directement en question la violence perpétrée aux animaux, ce règlement s'inscrit plutôt dans un processus

²³ « Bull fight », *The Daily Picayune*, 12 avril 1852.

²⁴ AM, FCVM, CA M001 VM001-33, Règlement no 257, Règlement pour prohiber et punir les jeux, désordres et tumultes dans la Cité de Montréal, 14 janvier 1858.

²⁵ *Ibid.*

d'encadrement du comportement dans la ville. On peut également y voir une peur de la violence des masses populaires, très présente chez les élites urbaines du XIX^e siècle²⁶. Si les règlements encadrant ces activités restent pratiquement inchangés pour les décennies suivantes, le conseil municipal ajoute en 1870 la cruauté envers les animaux à la liste des offenses contre les bonnes mœurs et la décence : « Il est défendu de maltraiter ou d'user de cruauté envers aucun animal dans la dite Cité, soit en lui infligeant des coups inutilement ou sans pitié [...] ou en le malmenant, ou en le transportant ou en l'exhibant en vente d'une manière inconvenable ou de nature à blesser ou à faire tort au dit animal »²⁷. Ceux qui refusent de se soumettre à la loi sont passibles d'une amende de quarante piastres et/ou à une peine d'emprisonnement d'un maximum de deux mois. Cette fois, c'est bien la violence envers les animaux qui est explicitement condamnée, toujours pour des raisons reliées à la conduite sociale. Même si les combats de coqs sont prohibés depuis 1858 à Montréal et depuis 1869 dans l'ensemble du Canada, ces spectacles demeurent malgré tout particulièrement répandus, comme l'attestent les rapports de la *Canadian Society for the Prevention of Cruelty to Animals* (CSPCA) qui condamnent cette pratique en 1871 :

Cock-fighting is still carried in the city and suburbs. One cock-pit was broken up by our inspector last summer, and another one, a mile out of the city, on the Sault au Recollet Road, was visited a few days since by the inspector, who took with him the police in civil dress. A fight was going on when they arrived; but the policeman was recognized, and the whole party, amounting to two hundred or more, scattered in all directions taking their birds with them²⁸.

Les actions de la société pour la prévention de la cruauté envers les animaux ne parviennent pas toujours à enrayer des pratiques fortement ancrées dans la culture des populations urbaines.

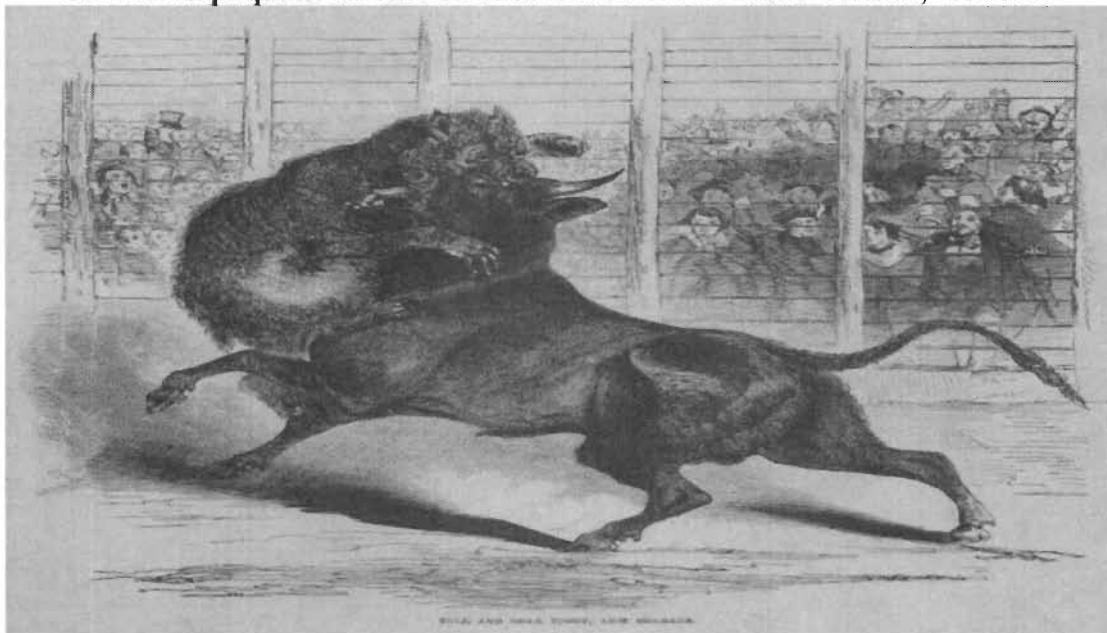
²⁶ À ce propos, voir l'étude pionnière de Louis Chevalier, *Classes laborieuses, classes dangereuses à Paris pendant la première moitié du XIX^e siècle*, Paris, Plon, 1958, 562 p.

²⁷ AM, FCVM, CA M001 VM001-33, Règlement no 36, Règlement concernant les offenses contre les bonnes mœurs et la décence, 15 mars 1870.

²⁸ Archives du Musée McCord, Fonds SPCA/CSPCA, P661-A01, *The Canadian Society for the Prevention of Cruelty to Animals*, Rapport annuel de 1871, p. 3.

À La Nouvelle-Orléans, l'ordonnance 427 portant sur les *Immoral exhibitions* interdit en 1867 les combats de taureaux et d'ours, au même titre que les compétitions de pugilistes. L'ouverture d'une arène de combats de coqs (*cock-pit*) demeure tolérée, mais soumise à l'autorisation de l'administration municipale. Celle-ci se réserve d'ailleurs le droit de révoquer la tenue des jeux à tout moment²⁹. En 1885, le conseil municipal rend illégal tout évènement public (ou réunissant plus de deux personnes) impliquant des combats de chiens et de taureaux. Les contrevenants risquent une amende de vingt-cinq dollars ou une peine d'emprisonnement d'un maximum de trente jours³⁰. Le texte du règlement déclare par la même occasion que ces spectacles sont désormais incompatibles avec les réglementations de la police et ses visées.

FIGURE 3.2
Combat impliquant un ours et un taureau à La Nouvelle-Orléans, vers 1853



Ce dessin représente un combat impliquant un ours et un taureau à La Nouvelle-Orléans vers 1853. Il s'agit d'un spectacle d'une extrême violence où les deux bêtes s'affrontent à mort. Source : *Bull and Bear Fight, New Orleans* (1974.25.2.82). The Historic New Orleans Collection [En ligne] <http://hnoc.minisisinc.com/thnoc/catalog/1/37127>

²⁹ NS 427, *Immoral exhibitions*, adoptée le 20 janvier 1881, repérée dans *Jewell's Digest of the City Ordinances: Together with the Constitutional Provisions, Acts of the General Assembly and Decisions of the Courts Relative to the Government of the City of New Orleans*, New York, L. Graham & Son, 1882, p. 313.

³⁰ CS 1194, *Dog and bull fighting*, repérée dans *Ibid*, p. 95.

Les jeux et les spectacles impliquant des animaux sont des manifestations d'une violence certes contrôlée, mais que les autorités cherchent à évacuer de l'espace urbain. Ces activités sont nuisibles en raison du tumulte qu'elles peuvent provoquer, mais aussi à cause des enjeux moraux qui leur sont associés. Soumettant le public à une extrême violence, les autorités craignent que les combats d'animaux encouragent la population urbaine à la cruauté. Dans le cas néo-orléanais en particulier, ces représentations influencées par la culture de la tauromachie et tributaires des schèmes d'une société hautement hiérarchisée et marquée par son passé esclavagiste sont d'autant plus représentatives de la violence et de l'immoralité que les réformistes cherchent à enrayer. Bien que ces loisirs demeurent répandus dans les deux villes, ils sont proscrits par le cadre réglementaire de la seconde moitié du XIX^e siècle parce qu'ils sont jugés incompatibles avec les paramètres de l'espace urbain comme le pensent les décideurs de l'époque. Cette réglementation témoigne ainsi d'une réflexion sur l'acceptable en ville et d'une sensibilité envers la cruauté perpétrée sur les vivants.

3.1.3 Les réglementations sur les oiseaux insectivores

Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, plusieurs règlements contre la cruauté envers les animaux concernent principalement les oiseaux insectivores. Dans les milieux ruraux, ces derniers ont une fonction dans l'élimination des organismes nuisibles pour l'agriculture. C'est donc en raison de la reconnaissance de leur rôle d'« agents » dans le contrôle biologique des insectes ravageurs qu'ils sont jugés utiles et que leur présence est protégée, même dans l'espace urbain. Cette pratique va d'ailleurs contribuer à l'émergence d'une vision hiérarchisée des espèces d'oiseaux selon leur utilité dans la lutte contre les nuisances (ici, les insectes s'attaquant aux cultures)³¹. Pour les réformistes urbains, il s'agit également d'une façon d'inculquer la compassion et la charité aux passants. Parallèlement,

³¹ Cette hiérarchie est à comprendre dans le contexte de la diffusion d'une vision économique de l'ornithologie cherchant à étudier les oiseaux en fonction de leur rôle dans l'agriculture et les activités humaines au XIX^e siècle. À ce sujet, voir Matthew D. Evenden, « The Laborers of Nature: Economic Ornithology and the Role of Birds as Agents of Biological Pest Control in North American Agriculture, ca. 1880-1930 », *Forest & Conservation History*, vol. 39, n° 4 (octobre 1995), p. 172-183.

la cruauté envers les animaux est perçue d'un mauvais œil parce qu'elle porte atteinte à l'atmosphère bucolique des parcs et soulève des problèmes moraux.

L'administration montréalaise adopte en 1871 le règlement 54 pour protéger les oiseaux insectivores : « nulle personne ne tirera ou ne déchargera dans les limites de la Cité, aucun fusil, pistolet, fusil de chasse ou autre arme [...] sur quelque oiseau insectivore ou [de] quelque oiseau de quelque genre et qualité que ce soit »³². Si le règlement insiste d'abord sur l'utilisation des armes à feu, les sections suivantes détaillent les comportements répréhensibles dont les animaux sont parfois victimes. Il est désormais interdit de capturer, de blesser ou de molester un oiseau avec un bâton, des pierres, une arme ou tout autre objet; de déplacer ou de prendre les œufs de ces oiseaux, leurs petits ou leur nid. Les fautifs s'exposent à une peine de vingt-cinq dollars ou à une peine de prison ne pouvant dépasser deux mois. Cette mesure est amendée en 1890 afin d'exclure les « moineaux » qui eux sont toujours perçus comme une nuisance³³. Encore une fois, on note une hiérarchie entre les espèces : la définition de ce que l'on doit protéger repose essentiellement sur des critères humains, indépendants des besoins de l'animal. Les notions d'utilité et de nuisance dictent l'orientation des politiques municipales, et plus largement, les pratiques des populations urbaines à l'égard des différentes espèces. Dans ce contexte, les préoccupations touchant la protection des oiseaux insectivores reposent essentiellement sur la reconnaissance de leur fonction dans l'agriculture, donc sur des considérations pratiques. Leur protection va également de pair avec les objectifs de la CSPCA dont celui d'inculquer des valeurs plus humaines aux enfants, ces derniers étant reconnus pour être particulièrement brutaux à l'égard des oiseaux³⁴.

³²AM, FCVM, CA M001 VM001-33, Règlement no 54, Règlement pour la protection des oiseaux insectivores, 26 mai 1871.

³³AM, FCVM, CA M001 VM001-33, Règlement no 85, Règlement pour amender le règlement No 54 pour la protection des oiseaux insectivores, 31 mars 1890.

³⁴*Ingram*, « Beastly Measures... », p. 231.

À La Nouvelle-Orléans, un premier règlement de 1870 stipule qu'il est désormais interdit de tuer ou de capturer tout oiseau dans les limites de la ville. De plus, toute personne qui détruit ou dérange un nid ou des œufs d'oiseaux dans un parc ou dans toute autre partie de la ville s'expose à une amende pouvant varier entre dix et cinquante dollars, dont la moitié de la somme est versée à l'informateur³⁵. Trois autres mesures sont ensuite adoptées au début du XX^e siècle afin de protéger les animaux et leur progéniture dans l'espace urbain. En 1900, le conseil municipal introduit une ordonnance interdisant à quiconque de s'en prendre aux oiseaux, volailles et aux autres animaux dans l'ensemble des parcs et des places publiques de La Nouvelle-Orléans sous peine d'une amende de vingt-cinq dollars ou d'une peine d'emprisonnement ne pouvant excéder trente jours à défaut de paiement³⁶. Trois ans plus tard, un nouveau règlement précise que la ville protège les oiseaux-moqueurs ou toute autre espèce d'oiseau chanteur et qu'il est par conséquent interdit de les capturer ou de leur causer du tort³⁷. Deux exceptions sont toutefois mentionnées. D'une part, il est parfois permis, avec autorisation des autorités, de capturer des spécimens à des fins de domestication. D'autre part, le règlement permet d'éliminer les espèces nuisibles détruisant des semences ou des fruits. La quatrième section du règlement dresse une liste d'espèces non-protégées dont l'éradication et la destruction des nids sont toujours tolérées, à condition que les citoyens respectent les lois en vigueur et n'utilisent aucune arme à feu dans la ville : « this ordinance shall not prohibit the killing of the chicken-hawk, blue-hawk, crow, great horned-owl or English sparrow at any time [...] or the destroying of their nests, provided, however, that nothing herein shall be construed as giving the right to use firearms within the city limits »³⁸. Les sanctions prévues pour ces délits sont une amende pouvant varier de dix à cent dollars ou une peine de prison pouvant atteindre jusqu'à quatre-vingt-dix jours.

³⁵ NOPL, Règlements municipaux, 295 AS, *An ordinance for the protection of birds*, adoptée le 19 juillet 1870.

³⁶ NOPL, Règlements municipaux, 294 NCS, *An ordinance prohibiting the unlawful killing of birds, fowl or animals in parks and public squares, providing a penalty for violations of this ordinance, and repealing all ordinances in conflict therewith*, adoptée le 4 octobre 1900.

³⁷ NOPL, Règlements municipaux, 1979 NCS, *Unlawful to trap or rob nests in parks*, adoptée le 27 août 1903.

³⁸ *Ibid.*

En somme, les réglementations portant sur les oiseaux insectivores illustrent les deux principales préoccupations des autorités municipales au XIX^e siècle en matière de protection des animaux, soit la défense des espèces jugées utiles ainsi que la prise en charge des enjeux éthiques et moraux reliés au comportement humain dans l'espace public. Ces mesures reflètent également la volonté d'établir une hiérarchie entre les espèces, protégeant certaines d'entre elles pour leur apport aux activités humaines et en excluant d'autres parce que jugées nuisibles.

3.2 L'ÉMERGENCE DU MOUVEMENT POUR LA PROTECTION DES ANIMAUX : VERS UNE NOUVELLE SENSIBILITÉ

Le mouvement pour la protection des animaux dans les villes nord-américaines s'inscrit dans une tendance internationale. Au XIX^e siècle, de plus en plus de membres des classes aisées des grandes métropoles se scandalisent devant l'omniprésence de la violence à l'endroit des animaux³⁹. À cette époque, les élites sont d'autant plus sensibilisées au sort des bêtes parce qu'elles entretiennent dans leur quotidien, une relation de proximité avec leurs animaux de compagnie. Le cheval, par exemple, utilisé à des fins récréatives et économiques jouit d'une position favorisée dans l'imaginaire des membres des classes dominantes et ces derniers sont choqués par le mauvais traitement réservé à ce noble animal par les charretiers, lesquels sont issus des classes populaires⁴⁰. De même, l'abattage des animaux en pleine rue, associé à la violence et la barbarie, devient un spectacle insupportable pour les citoyens éclairés. Comme l'explique Virginie Simoneau-Gilbert, le processus de « civilisation des mœurs » entamé depuis la Renaissance, tout comme l'augmentation considérable du nombre d'espèces animales dans les villes, favorise une prise de position envers la cause animale⁴¹. Un peu partout en Occident, l'émergence des

³⁹ Cette nouvelle sensibilité s'inscrit plus largement dans le réformisme de la fin du XIX^e siècle.

⁴⁰ Virginie Simoneau-Gilbert, *Au nom des animaux...*, p. 66 et suivantes.

⁴¹ Le sociologue allemand Norbert Elias désigne par l'expression « civilisation des mœurs » l'évolution des comportements jugés acceptables et des seuils de tolérance à l'égard de la violence à partir de la Renaissance. Ce processus, caractérisé par une dévalorisation des comportements brutaux, est principalement associé à

sociétés pour la prévention de la cruauté envers les animaux, dont la première est formée en Angleterre en 1824, témoigne de cette nouvelle sensibilité à l'égard des vivants. Les revendications de ses associations révèlent une pluralité de préoccupations touchant des enjeux aussi divers que les intérêts économiques et matériels de leurs membres, l'ordre social et l'éthique.

3.2.1 La *Canadian Society for the Prevention of Cruelty to Animals*

Avant l'apparition des sociétés pour la protection des animaux au Canada, les membres de la société civile les plus impliqués dans la cause animale sont ceux des associations de sportifs dont le *Fish and Game Protection Club* et le *Montreal Hunt Club*⁴². Ces derniers vont en effet tenter d'interdire certaines pratiques qu'ils jugent cruelles ou inefficaces, notamment dans les milieux ruraux. Cette tendance se manifeste dans les législations provinciale et fédérale touchant les activités sportives à partir des années 1840 : des quotas sont imposés pour la chasse et la pêche et l'utilisation de certaines armes est interdite⁴³. Si l'encadrement des associations de sportifs vise surtout à favoriser le renouvellement des espèces animales dans un souci de conservation, les nouvelles réglementations soulèvent plusieurs considérations éthiques qui attestent d'une transformation du rapport à l'animal. En cherchant à restreindre la consommation du poisson et du gibier, les défenseurs du code du sportif portent une certaine vision du bien-être animal et donc, des comportements acceptables ou non à l'égard des vivants. Dans son article comparant le Canada aux États-Unis et à l'Angleterre, Darcy Ingram montre que le mouvement canadien pour la protection des animaux fut principalement amorcé par des individus issus des classes aisées dont l'activité repose sur le travail des animaux, ce qui explique en partie leur position ambiguë et parfois contradictoire sur certains enjeux :

une transformation des valeurs véhiculées par les élites. À ce sujet, voir Simoneau-Gilbert, *Au nom des animaux*, p. 60.

⁴² *Ibid.*, p. 100.

⁴³ Darcy Ingram, «Beastly Measures...», p. 221-252.

In short, Canada take on the animal welfare movement was heavily influenced by the nation's high dependence on animals as ressources, sources of labour, and objects of sport. Together these factors contributed to a bias among the nation's upper and middle classes that initially favoured the movement, but that also made it difficult for more complex interpretations of animal welfare to develop⁴⁴.

En 1869, un groupe de citoyens majoritairement issus du milieu d'affaires montréalais, dont notamment le maire William Workman, mettent en place la *Canadian Society for the Prevention of Cruelty to Animals* (CSPCA), le premier organisme canadien à promouvoir la protection des animaux. Dans un article publié dans le *Montreal Witness*, les membres de cette toute nouvelle association affirment que leur objectif est de favoriser le bien-être animal et l'abolition des traitements cruels, dont le surmenage, l'exploitation excessive ou la surcharge des chevaux et du bétail; l'abandon des animaux âgés ou malade; les méthodes brutales d'abattage et toute forme de cruauté pouvant être évitée⁴⁵. Dans les faits, la défense des chevaux demeure la principale préoccupation de l'association jusqu'aux années 1910 : celle-ci va notamment militer pour l'amélioration de l'état des routes et des conditions d'exploitation des nombreux chevaux utilisés pour le transport à Montréal tout en luttant contre certaines pratiques jugées cruelles⁴⁶. Toutefois, d'autres catégories d'animaux dont le bétail et les oiseaux vont attirer l'attention des membres de la société montréalaise pour la prévention de la cruauté envers les animaux.

S'il s'oppose en effet aux mauvais traitements infligés aux animaux, tant pour des raisons pratiques que morales, le discours du mouvement pour la protection des animaux reflète au XIX^e siècle les intérêts économiques et matériels de ses membres. Loin de remettre en question le statut de l'animal comme propriété privée, les visées de la CSPCA s'harmonisent avec celles de l'action réglementaire de l'administration municipale : civiliser les citoyens en évacuant la violence de l'espace public, enseigner la « douceur », puis assurer une exploitation optimale des espèces animales, la cruauté étant jugée contre-productive et inutile. Comme le mentionne le rapport annuel de 1905, la CSPCA entend

⁴⁴ *Ibid.*

⁴⁵ « Canadian Society for the Prevention of Cruelty to Animals », *The Montreal Witness*, 27 mars 1869.

⁴⁶ Simoneau-Gilbert, *Au nom des animaux...*, p.129 et suivantes.

protéger les animaux pour leur propre bien, mais aussi parce qu'il s'agit d'une façon de protéger les humains en luttant contre la cruauté : « protection to animal is protection to man »⁴⁷. Parallèlement à ses objectifs d'éducation et de raffinement des mœurs, la CSPCA investit dans l'embauche d'un inspecteur chargé de faire respecter les réglementations sur la cruauté envers les animaux et de poursuivre les contrevenants⁴⁸. Arthur Galey est le seul à occuper cette fonction de 1870 à 1892, ce qui ne l'empêche pas d'être particulièrement actif sur le terrain. Alors que l'association enregistre 32 poursuites et 26 condamnations pour l'année 1869, elle rapporte 52 poursuites, dont 51 condamnations pour l'année 1872⁴⁹. Si le nombre de poursuites se stabilise dans les décennies suivantes (variant entre 33 et 57 par année), on note une hausse considérable des actions menées par la CSPCA à partir de 1895. Le nombre d'avertissements passe de 36 en 1891 à plus de 257 à 1895; 985 en 1900, puis 1274 en 1902. Les condamnations pour cruauté envers les animaux atteignent 128 cas en 1900, puis 194 en 1904⁵⁰. Il est possible d'expliquer cette augmentation des avertissements et des poursuites par l'embauche de nouveaux inspecteurs vers la fin du siècle (ils sont désormais six en 1900), elle-même rendue possible par l'accroissement impressionnant du nombre de membres de la CSPCA et de ses revenus. En effet, les adhésions passent de 148 en 1869 à 665 en 1902, dont 254 issues de la branche féminine de l'organisme⁵¹. À cet égard, le comité féminin joue un rôle important dans l'organisation des activités de financement ainsi que dans la distribution de documents informatifs à la population.

Parmi les abus qui retiennent le plus l'attention de l'association, on retrouve en première place la maltraitance envers les chevaux. L'utilisation d'un cheval avec des plaies sur le dos ou encore, l'exploitation d'un cheval malade ou blessé reviennent régulièrement

⁴⁷ Archives du Musée McCord, Fonds SPCA/CSPCA, P661-A01, *The Canadian Society for the Prevention of Cruelty to Animals*, Rapport annuel de 1905, p. 39.

⁴⁸ Dans les années 1870, le salaire de l'inspecteur en service représente plus de la moitié du budget de la CSPCA. Ingram, « Beastly Measures... », p. 229.

⁴⁹ Archives du Musée McCord, Fonds SPCA/CSPCA, P661-A01, rapports annuels de 1870 et de 1872.

⁵⁰ Archives du Musée McCord, Fonds SPCA/CSPCA, P661-A01, rapports annuels de 1875 à 1883 ; 1900, 1903, 1905.

⁵¹ Archives du Musée McCord, Fonds SPCA/CSPCA, P661-A01, rapports annuels de 1870 et 1904.

dans la liste des condamnations menées par l'inspecteur Galey dans les années 1870 et 1880⁵². Les combats de coqs et les actes cruels à l'égard des chiens, des chats et des oiseaux insectivores occupent également une place importante dans les initiatives judiciaires de la CSPCA pour la même période. Parallèlement, l'action du mouvement pour la protection des animaux témoigne d'une certaine violence de classe, particulièrement visible dans les nombreuses accusations faites aux charretiers et aux bouchers dans la seconde moitié du XIX^e siècle. En effet, les poursuites et les revendications de l'association ciblent essentiellement les travailleurs et les classes populaires – à qui l'on reproche les mauvais traitements à l'égard des animaux – plutôt que les maîtres, les entreprises ou les représentants de l'industrie qui exploitent massivement les espèces animales⁵³.

FIGURE 3.3
Fiacre utilisé pour le transport public à Montréal, 1875



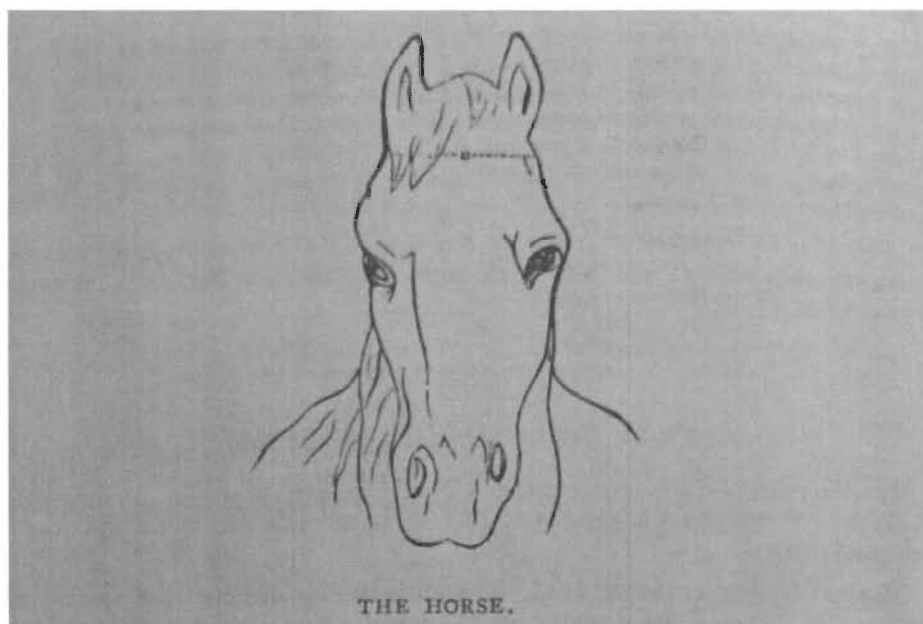
Les initiatives judiciaires de la CSPCA ciblent principalement les charretiers, à qui l'association reproche leur mauvais comportement à l'égard de chevaux. Source : Musée McCord [En ligne] <http://collections.musee-mccord.qc.ca/fr/collection/artefacts/VIEW-1064.1>

⁵² Archives du Musée McCord, Fonds SPCA/CSPCA, P661-A01, rapports annuels de 1870 à 1882.

⁵³ Sitara, « Humanitarianism in the Age of Capital and Empire... », p. 24.

Comme l'a démontré Ingram, l'action du mouvement pour la protection des animaux reflète un clivage entre différents groupes socioculturels aux intérêts divergents : « While the class dimensions of this work were obvious, enforcement also took on ethnic dimensions, particularly in Montreal [...], where the overwhelmingly English and Protestant identity of the movement contrasted sharply with the overwhelmingly French and Catholic identity of the working-class carters it brought before the courts »⁵⁴. Les conflits concernant le traitement des animaux sont ainsi tributaires des rapports de pouvoir entre les groupes nationaux ou ethniques partageant l'espace urbain au XIX^e siècle.

Figure 3.4
Représentation d'une méthode d'abattage dite « miséricordieuse »



La rubrique « How to mercifully kill horses, dogs and other animals » contient des conseils pour abattre différentes espèces animales efficacement et sans leur occasionner de douleur. Source : Rapport annuel de 1902, P661-A01, Musée McCord.

Parallèlement aux poursuites, l'inspecteur assure la destruction de pièges à animaux dans les parcs de la ville, problème associé aux pratiques de chasse proscrites en milieu urbain. Il participe en outre à l'abattage des bêtes malades en préconisant des

⁵⁴ Ingram, « Beastly Measures... », p. 236.

techniques de mise à mort plus « humaines ». Cette dernière préoccupation est d'ailleurs très présente dans les textes de l'association au début du XX^e siècle. Le schéma ci-haut (voir figure 3.4), tiré du rapport annuel de 1902, vise à enseigner aux membres de la CSPCA à abattre convenablement un cheval, à l'aide d'un pistolet ou d'un marteau en frappant directement au centre de la tête de l'animal. Dans le cas d'un outil, on conseille de donner « deux coups vigoureux »⁵⁵. On retrouve également des recommandations similaires pour plusieurs autres espèces, dont le chien. L'inspecteur est aussi chargé de faire appliquer les mesures visant à protéger les oiseaux insectivores, comme l'atteste le rapport de 1875 : « it will be observed that the greater part of [the inspector] work, has been the punishment of persons guilty of acts of cruelty towards insectivorous birds, those invaluable allies of the farmer and the gardener. It is gratifying to notice the consequent increase in the number of these little creatures in the city and its neighbourhood »⁵⁶.

Au début des années 1900, les préoccupations de la CPSCA demeurent largement influencées par les orientations de la *Royal Society for the Prevention of Cruelty to Animals*. Reprenant les recommandations des rapports de son équivalent britannique, l'association montréalaise va par exemple s'opposer à l'abattage massif d'oiseaux pour la confection de chapeaux de luxe. Cité à ce propos dans l'un des rapports annuels, l'écrivain britannique Henry S. Salt accuse les femmes d'entretenir cette pratique meurtrière : « murderous, indeed, is the millinery which finds it's most fashionable ornament in the dead bodies of birds – birds, the loveliest and most blithesome beings in nature. The main responsibility must lie at the doors of the who demand. rather than those who supply [...]. It is not the man who kills the bird, but the lady who wears the feathers in her hat, which is the true offender »⁵⁷. Bien qu'il rejette la faute les consommatrices plutôt que sur les productrices de ces biens, Salt présente également les oiseaux comme de belles et aimables créatures de la nature. C'est donc en vertu des caractéristiques esthétiques de l'animal qu'il affirme l'importance de les protéger. La définition du beau n'est d'ailleurs pas sans

⁵⁵ Archives du Musée McCord, Fonds SPCA/CSPCA, P661-A01, rapport annuel de 1902, p. 30.

⁵⁶ Archives du Musée McCord, Fonds SPCA/CSPCA, P661-A01, rapport annuel de 1875, p. 3.

⁵⁷ Henry S. Salt cité dans Archives du Musée McCord, Fonds SPCA/CSPCA, P661-A01, rapport annuel de 1903, p. 20.

importance dans la perception positive que l'humain entretient envers certaines espèces. L'oiseau demeure un symbole de beauté, une manifestation de la nature à préserver dans l'espace urbain. Tout comme Étienne Benson le montre pour l'introduction des écureuils dans les parcs aux États-Unis, les oiseaux représentent pour les membres de la CSPCA une façon d'inculquer la compassion aux passants telle que définie par les élites de la société⁵⁸.

Malgré une diversification des préoccupations, le cheval demeure malgré tout une priorité pour la CSPCA jusqu'au début du XX^e siècle. Les membres du mouvement dénoncent certaines pratiques qu'ils jugent cruelles, dont le *docking*, une opération qui consiste à couper une ou des parties sensibles de la queue du cheval pour des considérations esthétiques : « that operation is in itself cruel, inflicting pain and suffering for a considerable length of time, and is one not unattended by danger and fatal consequences »⁵⁹. Les rapports critiquent également l'enrênement supérieur (*bearing-rein*), un équipement équestre destiné à améliorer la maniabilité du cheval. Empêchant l'animal de placer sa tête dans une position naturelle, cette méthode d'attelage est non seulement douloureuse, mais peut engendrer des blessures lors d'une utilisation prolongée.

3.2.2 La *Society for the Prevention of Cruelty to Animals* de la Louisiane

Aux États-Unis, il n'existe aucune loi fédérale visant à protéger les animaux au XIX^e siècle. Les premières organisations pour la défense des espèces animales apparaissent dans les années 1860⁶⁰. La *Society for the Prevention of Cruelty to Animals* (SPCA) de la Louisiane est fondée à La Nouvelle-Orléans en 1884, notamment par Eliza Poitevent Holbrook Nicholson – mieux connue sous le nom de Pearl Rivers – une poète et journaliste

⁵⁸ Etienne Benson, « The Urbanization of the Eastern Gray Squirrel in the United States », *Journal of American History*, vol. 100, n° 3 (décembre 2013), p. 699.

⁵⁹ Archives du Musée McCord, Fonds SPCA/CSPCA, P661-A01 rapport annuel de 1902, p. 19.

⁶⁰ Inspirée par les actions de la *Royal Society for the Prevention of Cruelty to Animals* (RSCPA), la *American Society for the Prevention of Cruelty to Animals* (ASPCA) fondée à New York en 1866 est la première association du genre à voir en Amérique du Nord.

à la tête du *New Orleans Daily Picayune*. Première femme à diriger un journal dans le Sud des États-Unis, Pearl Rivers milite pour l'éducation publique, notamment pour les gens de couleur, la modernisation des transports, le développement de travaux publics favorisant le développement économique de la ville, mais aussi, pour le bien-être des animaux⁶¹. Son journal est d'ailleurs impliqué dans la campagne qui va aboutir à l'adoption de la loi de l'État de Louisiane qui, à partir de 1882, protège les animaux domestiques (voir section 3.1). Publiant régulièrement des articles pour dénoncer la cruauté des combats d'animaux et les mauvais traitements infligés aux chevaux, Pearl Rivers introduit une rubrique hebdomadaire intitulée *Nature's Dumb Nobility* dans le *Daily Picayune* pour sensibiliser la population à la cause des « êtres sans voix »⁶². Cette section du journal est notamment consacrée à la publication de témoignages contre la cruauté envers les animaux. Un article publié en janvier 1885 raconte, par exemple, comment une femme est intervenue pour protéger un mulet :

The other day, one of our most prominent ladies saw a man beating a mule unmercifully. She went up to the driver and requested him to desist. She received a surly reply as he continued to give blow upon blow to the poor animal. Nothing daunted, the lady pleaded the dumb creature's cause until the man anger died away, and soothed by her gentle remonstrances, he stood and listened. [...] She told him that man was mad to govern not ill-treat the animals by whose labors many earn a living⁶³.

Pearl Rivers organise en mai 1884 la première *Band of Mercy* de La Nouvelle-Orléans, un groupe destiné à inculquer la compassion et la gentillesse envers les animaux aux Louisianais. C'est de cette initiative que naît le chapitre louisianais de la SPCA⁶⁴. Comme à Montréal, l'une des premières préoccupations de l'association est de lutter contre les mauvais traitements infligés aux chevaux et aux mulets utilisés dans le transport et les activités économiques de la ville. Les comportements brutaux des charretiers, tout comme

⁶¹ Janet Allured et Judith F. Gentry, dir., *Louisiana Women: Their Lives and Times*, Athens, University of Georgia Press, p. 105 et suivantes.

⁶² *Ibid.*

⁶³ « Nature's dumb nobility », *The Daily Picayune*, 12 janvier 1885.

⁶⁴ Thomas Ewing Dabney, *One Hundred Great Years: The Story of The Times Picayune from it's Founding to 1940*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1944, p. 283.

le surmenage des chevaux sur la place publique inquiètent en effet les membres de la SPCA qui réclament un meilleur encadrement de l'exploitation de ces nobles bêtes⁶⁵.

Alors qu'une législation passée par l'État de la Louisiane en 1885 prévoit des sanctions pénales pour les actes cruels perpétrés à l'endroit des animaux, aucune organisation n'est habilitée à faire appliquer la loi à l'exception des forces de l'ordre. Afin de soutenir le travail des agents de la paix travaillant pour la ville, la SPCA est officiellement incorporée trois ans plus tard en 1888, puis reconnue par l'Assemblée législative de la Louisiane avec l'adoption de l'*Act Relative to Societies for the Prevention of Cruelty to Animals*⁶⁶. Cette loi donne aux inspecteurs de la SPCA les mêmes pouvoirs qu'à un agent de police. Les employés de l'organisation sont mandatés pour faire respecter les réglementations contre la cruauté envers les animaux et poursuivre les contrevenants. La même année, le conseil municipal de La Nouvelle-Orléans met cette loi en application en interdisant formellement tout mauvais traitement à l'égard des animaux : « that if any person shall overdrive, overload or unnecessarily or cruelly beat, mutilate, kill, torture or abuse [...] any animal in any street, park, levee or other public place, in the limits of the city [...] such person shall be deemed guilty of an offense against the police and the good order of the city »⁶⁷. Bien qu'elle protège l'ensemble des espèces animales, cette mesure – à l'instar des réglementations du début du siècle – punit uniquement les méfaits commis dans l'espace public. Ainsi, elle cherche avant tout à protéger les sensibilités des passants.

En 1890, la SPCA de la Louisiane inaugure une fontaine sur Canal Street pour permettre aux citoyens, aux chevaux et aux chiens de se désaltérer. Cette initiative est suivie dans les décennies suivantes par l'ajout d'une cinquantaine de sources d'eau à différents endroits de la ville. Prenant surtout parti pour la protection des chevaux et des

⁶⁵ *The President's Address and Appeal to the public in behalf of the Louisiana State Society for the Prevention of Cruelty to Animals...*, La Nouvelle-Orléans, Louisiana Research Collection, Université Tulane, p. 28.

⁶⁶ *Ibid.*

⁶⁷ NOPL, Règlements municipaux, 3334 CS, *An ordinance in accordance with Act No 19 of the General Assembly of Louisiana (June 20th 1888)*, adoptée le 15 novembre 1888.

mulets, l'association connaît une diversification de ses préoccupations au fil des années, ajoutant ainsi plusieurs espèces animales à ses revendications. Vers la fin du siècle, les membres de la SPCA s'intéressent notamment au sort des chiens errants capturés par les policiers, exigeant qu'ils soient éliminés dans les conditions « les plus humaines possibles » et seulement lorsque nécessaire⁶⁸. Comme à Montréal, l'association ne compte dans les années 1890 qu'un seul inspecteur officiel, J. A. McQuaide, aidé d'un assistant⁶⁹. Les rapports annuels mentionnent cependant que les membres de la SPCA (elle en compte plus de 885 en 1894) participent activement à la délation des actes cruels commis envers les animaux⁷⁰. L'inspecteur doit notamment s'assurer que les personnes chargées de capturer les animaux errants dans la ville se comportent correctement et que tout acte cruel soit traduit en justice. Un comparatif des années 1892-93 et 1894-95 témoigne à cet égard de l'activité particulièrement productive de McQuaide et de son assistant : le nombre d'avertissements pour des « infractions mineures » passe de 788 à 1287. Par contre, on remarque que le nombre de condamnations pour des actes cruels (battre ou maltraiter un animal) pour cette même période diminue de moitié, passant de 35 à 17. L'association explique cette diminution par l'efficacité de ses campagnes contre les comportements brutaux : « It is everyday becoming more and more manifest that the vigorous action of the society in suppressing cruelty has had its effect, and those whose nature are so thoughtless or so unfeeling to lead them to infringe the law in this respect are becoming educated in a higher sense of their duty towards dumb creature under their control »⁷¹.

Peu de temps après sa fondation, la SPCA de la Louisiane milite pour l'établissement d'un service d'ambulance pour les animaux : dans les années 1890, une partie des dons est d'ailleurs exclusivement consacrée à cette initiative. La première ambulance conçue pour transporter les animaux blessés ou malades jusqu'à un spécialiste

⁶⁸ *The President's Address and Appeal to the public in behalf of the Louisiana State Society for the Prevention of Cruelty to Animals, with reports of treasurer and special agent, and list of members. New Orleans, 1893-94*, La Nouvelle-Orléans, Louisiana Research Collection, Université Tulane.

⁶⁹ *Ibid.*

⁷⁰ *Ibid.*

⁷¹ *Ibid.*

est finalement inaugurée en 1894 suite à la donation d'un cheval par l'un des membres de l'organisme et l'achat d'une voiture hippomobile⁷². En outre, le comité exécutif procède à l'ouverture d'un fonds spécial destiné à assurer la pérennité du service. Parallèlement, l'amélioration des soins donnés au bétail constitue une autre revendication de l'association, tout comme l'amélioration des techniques d'abattage des animaux : « Much improved methods of slaughtering animals have been brought into use, and the animals are more humanely killed than formerly »⁷³. Cette préoccupation s'imbrique plus largement dans une réflexion inhérente à la modernisation des techniques d'abattage des bêtes destinées la consommation humaine que connaissent la plupart des grands centres urbains à cette époque. La volonté d'imposer des méthodes humanistes, c'est-à-dire, moins souffrantes pour l'animal renvoie aux problèmes éthiques et moraux soulevés par la mise à mort de l'animal dans l'espace urbain. Elle s'appuie également sur l'idée d'une violence répandue parmi les classes populaires et plus particulièrement présente dans certaines professions. Ainsi, comme l'ont montré des chercheurs comme Ian MacLachlan pour le cas de la Grande-Bretagne, les discours sur l'encadrement des abattoirs publics visent principalement à assurer la surveillance de l'État (ou d'une autorité compétente) sur une activité jugée trop « immorale » pour être simplement laissée entre les mains de bouchers travaillant dans des espaces privés et non-réglés⁷⁴. En effet, la concentration des abattoirs à l'extérieur des centres urbains permet de cacher la vue du sang aux populations urbaines afin de réduire la violence ambiante, avec cette idée – particulièrement répandue chez les élites du XIX^e siècle – que le « sang engendre le sang »⁷⁵. Ainsi, les autorités municipales ont longtemps alimenté une méfiance envers les bouchers et les équarrisseurs, perçus comme des « tueurs »⁷⁶. Bien que les membres de la SPCA militent d'abord pour limiter les

⁷² *Ibid.*

⁷³ *Ibid.*

⁷⁴ Ian MacLachlan, « Humanitarian Reform, Slaughter Technology, and Butcher Resistance in Nineteenth-Century Britain », Paula Lee Young, dir., *Meat, Modernity and the Rise of the Slaughterhouse*. New Hampshire, University of New Hampshire Press, 2008, p. 111-112.

⁷⁵ À cet égard, de nombreux témoignages rapportent cette croyance selon laquelle la vue du sang provoque des aspirations sanguinaires chez la population et plus précisément, chez les enfants. À titre d'exemple, l'histoire d'un adolescent de campagne qui après avoir assisté à la saignée d'un cochon, s'était emparé du couteau de son père pour poignarder sa jeune sœur a fait couler beaucoup d'encre en France, lors des débats entourant la Loi Grammont – première réglementation française portant sur la violence envers les animaux. Maurice Agulhon, « Le Sang des bêtes : le problème de la protection des animaux en France au XIX^e siècle », *Romantisme*, vol. 11, n° 31 (1981), p. 85.

⁷⁶ *Ibid.*, p. 87.

souffrances de l'animal, leur discours suggère une préoccupation (partagée par les autorités) pour l'élimination de la violence.

Conclusion

L'analyse de l'action réglementaire des autorités municipales de Montréal et de La Nouvelle-Orléans en matière de protection des animaux révèle une volonté de lutter contre la violence dans l'espace urbain⁷⁷. Si les deux villes ont adopté des mesures visant à défendre les animaux avant l'émergence des premières sociétés pour la prévention de la cruauté envers les animaux, celles-ci visent principalement à policer les mœurs des populations urbaines en luttant contre les comportements jugés nuisibles. Les membres des classes populaires et en particulier ceux qui travaillent avec les animaux quotidiennement (charretiers, bouchers, etc.) sont d'ailleurs les principales cibles de ces campagnes contre l'immoralité et la cruauté.

Les mesures adoptées par les administrations municipales et les actions menées par les SPCA des deux villes contribuent malgré tout à améliorer le sort de certaines espèces animales en les intégrant à la sphère des considérations morales. Ce phénomène s'imbrique dans une lente évolution de sensibilités à l'égard des vivants. Les réglementations du XIX^e siècle à Montréal et à La Nouvelle-Orléans témoignent d'une préoccupation des autorités pour les enjeux éthiques et moraux que la présence animale dans l'espace urbain soulève. Par contre, la reconnaissance de la sensibilité des animaux n'est toujours pas gagnée à cette époque que domine un processus de distanciation entre culture et nature. Comme nous l'avons démontré dans les précédents chapitres, l'évolution des rapports entre les populations urbaines et animales à cette époque est avant tout marquée par l'exclusion des animaux et l'invisibilisation de leur mise à mort.

⁷⁷ Pour ce chapitre, nous avons analysé 17 règlements, dont 8 pour Montréal et 9 pour La Nouvelle-Orléans.

CONCLUSION

Au XIX^e siècle, Montréal et La Nouvelle-Orléans connaissent comme de nombreuses villes occidentales des transformations qui bousculent la vie urbaine. Dans un contexte de forte croissance démographique soutenue par l'afflux des ruraux et l'immigration internationale, les autorités municipales doivent composer avec la présence de plusieurs espèces animales qui, malgré leur fonction capitale dans les activités des métropoles, suscitent des conflits et des inquiétudes. Cette dynamique permet de comprendre l'impressionnant déploiement de mesures réglementaires touchant les animaux et qui conduit à leur progressive exclusion des centres urbains dans la seconde moitié du siècle. C'est d'ailleurs dans ce contexte que la notion de nuisance apparaît dans les textes des règlements municipaux : sa définition englobe tant certaines espèces animales, des formes de pollutions (odeurs, bruits, matières organiques, etc.) que des comportements humains jugés incompatibles avec le vivre en ville (par exemple, la cruauté envers les animaux). De plus, comme nous l'avons démontré, la catégorisation du nuisible ne correspond pas à une caractéristique essentielle, d'autant plus qu'elle varie en fonction des réalités locales et des intérêts de ceux qui pensent et appliquent les lois.

Cette étude a permis de montrer que la formation de l'espace urbain passe par l'encadrement des rapports entre les populations humaines et animales au XIX^e siècle. Ainsi, nous avons exploré comment deux sociétés urbaines pensent et se représentent leur relation avec les animaux à travers des pratiques spatiales d'inclusion et d'exclusion de certaines espèces. Dans les deux villes étudiées, les particularités socio-culturelles tout comme les enjeux liés à l'urbanisation jouent un rôle dans la façon de considérer la présence des bêtes. L'action réglementaire des administrations montréalaises et néo-orléanaises en matière de présence animale concerne essentiellement trois sphères de

préoccupation : la fluidité de la circulation et la sécurité publique (chapitre 1); la santé et la lutte contre les épidémies (chapitre 2) et finalement, les enjeux éthiques et moraux (chapitre 3). D'ailleurs, cette dernière catégorie d'intervention municipale, bien que peu étudiée par les historiens, représente un élément au cœur de la réflexion sur la relation que les populations urbaines entretiennent avec les animaux. L'exclusion qui touche les animaux concerne aussi certains comportements désormais jugés cruels avec l'émergence de nouvelles sensibilités à l'égard des vivants. Parallèlement, l'analyse d'un large corpus (réglementation, articles de journaux, rapports municipaux, etc.) pour les deux villes étudiées nous permet d'affirmer que, dans l'espace urbain, il n'y a pas une entité unique à laquelle correspond le terme « animal ». Nous avons plutôt affaire à des animaux dont la place dans la ville se décline selon un gradient qui varie de l'utile au nuisible. En effet, la présence des animaux possédant une fonction économique (le cheval pour le transport, par exemple) est souvent tolérée sous certaines conditions alors que les autres espèces, jugées inutiles ou nuisibles telles que les chiens errants sont exclues de l'espace urbain.

Du point de vue de la circulation et de la sécurité publique, l'animal est à la fois perçu comme un obstacle et un danger. Bien que le cheval soit un acteur indispensable du transport urbain jusqu'à la fin du siècle, il devient progressivement une source d'encombrement qui, ajouté à la présence d'autres animaux en liberté (chiens, cochons, moutons) dans les rues, accroît les risques d'accidents et de collisions. On reproche également aux animaux errants de causer des dommages aux propriétés privées des citoyens et de menacer la sécurité des passants. Les autorités de Montréal et de La Nouvelle-Orléans vont ainsi abolir avec une quasi-simultanéité la libre circulation des animaux sur leur territoire. Le chien en particulier, dont la présence n'est tolérée que dans le cadre strict de la domesticité, n'a plus sa place dans les rues et les places publiques de la ville moderne. Le porc est aussi l'une des premières espèces dont l'élevage est prohibé sur les territoires montréalais et néo-louisianais, notamment pour des motifs sanitaires.

En matière de santé publique, notre étude nous a permis de découvrir que La Nouvelle-Orléans s'est attaquée aux problèmes sanitaires associés aux animaux très tôt dans le siècle et avec la même rigueur que l'administration montréalaise, ce qui remet en question certaines conceptions de l'historiographie qui mettaient plutôt l'accent sur une attitude attentiste et peu adaptée aux défis de l'époque. Les autorités néo-orléanaises vont par ailleurs réglementer la présence des abattoirs et des industries incommodantes productrices de nuisances dès le début de la période étudiée et sous plusieurs aspects, avant Montréal. Cette précocité s'explique entre autres par la virulence des épidémies de fièvre jaune. Par ailleurs, il va sans dire qu'avec le climat humide de la Louisiane, la maladie y est vécue différemment. Si notre analyse ne peut témoigner de l'efficacité des mesures adoptées par les administrations, nous pouvons néanmoins affirmer que les animaux se trouvent au centre des discours sur l'origine des maladies et que les deux villes étudiées adoptent des mesures qui transforment considérablement l'espace urbain, telles que l'encadrement des marchés publics ou le déplacement des industries jugées nuisibles.

L'une des contributions de notre étude est d'avoir arrimé une perspective déjà exploitée par quelques historiens (Bradbury, Kheraj, Paulin, Rondeau), aux considérations éthiques et morales soulevées par la présence animale en ville. La formation de l'espace urbain au XIX^e siècle se manifeste entre autres à travers les normes que les autorités cherchent à imposer aux populations urbaines. Alors que les mauvais traitements perpétrés à l'égard des animaux, même en public, étaient autrefois considérés comme normaux, on assiste progressivement à un rejet des comportements cruels et violents. On constate que les premières réglementations contre la cruauté envers les animaux répondent à une volonté, d'une part, d'encadrer la conduite des citoyens sur les places publiques notamment pour des raisons reliées aux sensibilités et, d'autre part, de protéger les espèces jugées utiles aux activités des villes et la propriété privée des propriétaires d'animaux. Néanmoins, l'émergence des SPCA à Montréal et à La Nouvelle-Orléans atteste de l'émergence de nouvelles préoccupations moins anthropocentriques. Si ces associations manifestent un même désir de « civiliser l'humain » dans l'espace urbain, leurs discours et leurs actions

s'appuient également sur l'élimination de la souffrance animale et la reconnaissance de leur sensibilité.

L'approche comparative appliquée à Montréal et à La Nouvelle-Orléans confirme le paradigme d'exclusion des animaux observée pour d'autres villes occidentales dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Néanmoins, elle révèle également la coexistence d'une diversité de représentations de l'animal dans l'espace urbain qui fluctue selon les contextes et les particularités locales. Il suffit par exemple de penser aux considérations raciales impliquées dans la mise en place de l'abattoir public dans la métropole louisianaise, à l'extrême violence de ses loisirs impliquant des animaux (et parfois, des esclaves noirs ou affranchis) ou encore à l'importance du mulet pour cette ville. Bien que nous ayons tenté de mettre en valeur une pluralité de discours produits par divers groupes qui partagent l'espace urbain (les associations de bouchers, les citoyens, les membres des SPCA, etc.), nous devons toutefois reconnaître que notre analyse demeure largement orientée sur l'action réglementaire des administrations municipales. À présent que la table est dressée pour La Nouvelle-Orléans et que nous avons montré l'existence d'une véritable question animale pour cette ville au XIX^e siècle, l'étude des relations humain-animal mérite d'être approfondie (et ce, pour les deux cas étudiés). Outre la diminution effective des populations animales et les transformations spatiales évoquées dans ce mémoire, il reste à explorer la façon dont les mesures favorisant l'exclusion des animaux ont transformé le quotidien des citadins et dans une certaine mesure, comment elles ont pu influencer notre rapport contemporain aux vivants et à l'alimentation. Dans tous les cas, il est clair que l'animal – malgré sa mise à l'écart des agglomérations – ne peut être exclu des réflexions sur l'espace urbain comme en témoignent par exemple les récents projets d'écopâturage ou d'élevage urbain qui gagnent en popularité un peu partout en Occident, notamment à Montréal¹. Ce regain d'intérêt pour la présence de l'animal en ville est à comprendre dans une volonté de reconsidérer les rapports des humains à la nature. Revisiter l'histoire des animaux et des

¹ Pensons entre autres au projet Biquette à Montréal, une initiative d'écopâturage installée au Parc du Pélican, dans l'arrondissement La Petite Patrie ou encore, au Laboratoire sur l'agriculture urbaine, projet pilote de réintroduction des poules pondeuses sur le territoire montréalais.

relations qu'ils ont entretenues avec les populations urbaines offre des pistes de réflexion sur la gestion des villes ainsi que sur les façons d'envisager la cohabitation des êtres humains avec les autres espèces animales.

BIBLIOGRAPHIE

I. Sources primaires

Archives et documents numérisés

ARCHIVES VILLE DE MONTRÉAL, Centre d'archives de la Ville de Montréal (Montréal).

- Fonds Conseil de ville de Montréal (1833-2001), règlements municipaux (1840-2001), CA M001 VM001-33.
- Fonds de la Commission de Police (1860-1910), CA M001 VM043.
- Rapports annuels de la police (1863-1910), V001.4.

ARCHIVES DU MUSÉE MCCORD. Musée McCord (Montréal)

- Fonds SPCA/CSPCA, P661-A01

BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC. *Montreal Herald and Daily Commercial Gazette, 1834-1885* [En ligne] <http://numerique.banq.qc.ca>

BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC. *The Montreal Witness, 1845-1938* [En ligne] <http://numerique.banq.qc.ca>

BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC. *La Presse*, [En ligne] <http://numerique.banq.qc.ca>

CANADIA, *L'Abeille médicale, 1879-1882* [En ligne] http://www.canadiana.ca/view/oocihm.8_05196

DOMINION BUREAU OF STATISTICS, *Census of Canada, 1860-61* [volume 2]. Québec, 1864.

DOMINION BUREAU OF STATISTICS, *Census of Canada, 1870-71* [volume 3]. Ottawa, 1875.

DOMINION BUREAU OF STATISTICS, *Census of Canada, 1880-81* [volume 3]. Ottawa, 1883.

DOMINION BUREAU OF STATISTICS, *Census of Canada, 1890-91* [volume 4].
Ottawa, 1897.

DOMINION BUREAU OF STATISTICS, *Fourth Census of Canada, 1901* [volume 2].
Ottawa, 1904.

DOMINION BUREAU OF STATISTICS, *Fifth Census of Canada, 1911* [volume 4],
Ottawa, 1914.

LOUISIANA RESEARCH COLLECTION, Université Tulane (La Nouvelle-Orléans)

- Address and appeal to the public in behalf of the Louisiana State Society for the Prevention of Cruelty to Animals, with reports of [the] treasurer, special agent and list of members (1893), Louisiana State Society for the Prevention of Cruelty to Animals, 976.3 (179.3) L893
- New Orleans city directories (1867, 1874, 1875, 1876, 1880, 1889)

NATIONAL HISTORICAL GEOGRAPHIC INFORMATION SYSTEM, IPUMS,
University of Minnesota (Minneapolis), [En ligne] <https://www.nhgis.org>

NEW ORLEANS PUBLIC LIBRARY (La Nouvelle-Orléans), Règlements municipaux.

- Old Series (OS), 1852-1870.
- Administration Series (AS), 1870-1882.
- Council Series (CS), 1882-1896.
- New Council Series (NCS), 1896-1912.
- Commission Council Series (CCS), 1912-1954.

READEX. Archive of Americana. *The Daily Picayune/Times-Picayune* [En ligne]
<https://www.readex.com/content/early-american-newspapers-1690-1922>

READEX. Archive of Americana. *The New Orleans Times* [En ligne]
<https://www.readex.com/content/early-american-newspapers-1690-1922>

Cartes et documents iconographiques

BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC. *Map of the city of Montreal with the latest improvements (1853)*, par Edgar Gariépy [En ligne]
<http://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/3067222>

DAVID RUMSEY HISTORICAL MAP COLLECTION. *Plan of New Orleans*, par Samuel A. Mitchell, 1870 [En ligne] <http://www.davidrumsey.com/maps1140442-30403.html>

LOUISIANA DIGITAL LIBRARY. *Cockpit*, 1871 [En ligne]
<https://louisianadigitallibrary.org/islandora/object/hnoc-aww%3A679>

LOUISIANA RESEARCH COLLECTION, *Sanitary Map of the City of New Orleans*, par E. H. Barton's, 1864, Université Tulane (La Nouvelle-Orléans).

ARCHIVES DU MUSÉE MCCORD, *Marché Bonsecours, Montréal, QC, vers 1875* [En ligne] <http://collections.musee-mccord.qc.ca/fr/collection/artefacts/VIEW-1032.1>

ARCHIVES DU MUSÉE MCCORD, *Jour de marché, place Jacques-Cartier, Montréal, QC, 1884-1885* [En ligne] <http://collections.musee-mccord.qc.ca/fr/collection/artefacts/VIEW-1485.1>

ARCHIVES DU MUSÉE MCCORD, *Voiture publique, Montréal, QC, vers 1875* [En ligne] <http://collections.musee-mccord.qc.ca/fr/collection/artefacts/VIEW-1064.1>

THE HISTORIC NEW ORLEANS COLLECTION, *Bull and Bear Fight. New Orleans*, 1974.25.2.82 [En ligne] <http://hnoc.minisisinc.com/thnoc/catalog/1/37127>

Répertoires juridiques (La Nouvelle-Orléans)

CITY COUNCIL. *Digeste des ordonnances et résolutions du conseil général de la ville de La Nouvelle-Orléans*. La Nouvelle-Orléans, Éditions J. Bayon, 1845, 109 p.

FLYNN, John Q. *Flynn's Digest of the City Ordinances: Together with the Constitutional Provisions, Acts of the General Assembly, and Decisions of the Courts Relative to the Government of the City of New Orleans*. New York, Graham & son, 1896. 1344 p.

JEWELL, Edwin Lewis. *Jewell's Digest of the City Ordinances: Together with the Constitutional Provisions, Acts of the General Assembly and Decisions of the Courts Relative to the Government of the City of New Orleans*. New York, L. Graham & Son, 1882. 658 p.

LISLET, Louis Moreau. *Digeste général des Actes de la Législature de la Louisiane, passé depuis l'année 1804 jusqu'en 1827, inclusivement* [volume 2]. La Nouvelle-Orléans, Benjamin Levy, 1828, p. 682.

II. Sources secondaires

Études

AGULHON, Maurice. « Le Sang des bêtes : le problème de la protection des animaux en France au XIX^e siècle ». *Romantisme*, vol. 11, n° 31 (1981), p. 81-110.

ALLURED, Janet et Judith F. Gentry, dir. *Louisiana Women: Their Lives and Times*. Athens, University of Georgia Press, 344 p.

ASSOCIATION QUÉBÉCOISE POUR LE PATRIMOINE INDUSTRIEL, « L'histoire dans l'entreprise », Actes du colloque de l'Association québécoise pour le patrimoine industriel, Montréal, 26 avril 2002, *Bulletin de l'Aqpi*, vol. 14, n° 4 (automne 2002), 49 p.

ATKINS, Peter. *Animal Cities: Beastly Urban Histories*. Abingdon, Routledge, 2012, 294 p.

BARATAY, Eric. *Le point de vue animal. Une autre version de l'histoire*. Paris, Seuil, 2012, 400 p.

BARLES, Sabine. « Undesirable Nature: Animals, Resources and Urban Nuisance in Nineteenth-Century Paris », Peter Atkins, dir. *Animal Cities: Beastly Urban Histories*. Abingdon, Routledge, 2012, p. 173-187.

BENSON, Etienne. « The Urbanization of the Eastern Gray Squirrel in the United States ». *Journal of American History*, vol. 100, n° 3 (décembre 2013), p. 691-710.

BOONE, Christopher G. « The Political Ecology of Floods in the Late Nineteenth Century » dans Stéphane Castonguay et Michèle Dagenais, dir. *Metropolitan Natures*. Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 2011, p. 133-147.

BRADBURY, Bettina. *Working Families: Age, Gender and Daily Survival in Industrializing Montreal*. Toronto, University of Toronto Press, 1993. 310 p.

BRADUBRY, Bettina. « Pigs, Cows, and Boarders: Non-Wage Forms of Survival among Montreal Families: 1861-91 ». *Labour / Le Travail*, vol. 14 (automne 1984), p. 9-46.

BRANTZ, Dorothe. « Animal Bodies, Human Health, and the Reform of Slaughterhouses in Nineteenth-Century Berlin ». Paula Lee Young, dir. *Meat, Modernity and the Rise of the Slaughterhouse*. New Hampshire, University of New Hampshire Press, 2008, p. 71-88.

CAMPANELLA, Richard. *Bienville's Dilemma: A Historical Geography of New Orleans*. Lafayette, University of Louisiana at Lafayette Press, 2008, 429 p.

- CARRIGAN, Jo Ann. *Saffron Scourge: A History of Yellow Fever in Louisiana, 1796-1905*. Lafayette, University of Louisiana at Lafayette Press, 1994. 487 p.
- CASTONGUAY, Stéphane et Michèle Dagenais, dir. *Metropolitan Natures*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 2011, 336 p.
- CHEVALIER, Louis. *Classes laborieuses, classes dangereuses à Paris pendant la première moitié du XIX^e siècle*. Paris, Plon, 1958, 562 p.
- COLTEN, Craig. *An Unnatural Metropolis: Wresting New Orleans from Nature*. Baton Rouge, Louisiana State University Press, 2005, 245 p.
- DABNEY, Thomas Ewig. *One Hundred Great Years: The Story of The Times Picayune from it's Founding to 1940*. Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1944, 552 p.
- DOYLE, Don H. *New Men, New Cities, New South: Atlanta, Nashville, Charleston, Mobile, 1860-1910*. Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 1990, 391 p.
- DUFFY, John. « Nineteenth century public health in New York and New Orleans: A Comparison ». *Louisiana History*, vol. 15, n° 4 (juillet 1974), p. 325-338.
- EVENDEN, Matthew D. « The Laborers of Nature: Economic ornithology and the Role of Birds as Agents of Biological Pest Control in North American Agriculture, ca. 1880-1930 ». *Forest & Conservation History*, vol. 39, n° 4 (octobre 1995), p. 172-183.
- FARLEY, Michael, Othmar Keel et Camille Limoges. « Les commencements de l'administration montréalaise de la santé publique (1865-1885) ». *Revue d'histoire des sciences, des techniques et de la médecine au Canada*, vol. 6, n° 1 (janvier 1982), p. 24-46.
- FITZGERALD, Amy. « A Social History of the Slaughterhouse: From Inception to contemporary implication ». *Human Ecology Review*, vol. 17, n° 1 (2010), p. 58-69.
- FYSON, Donald. « À la recherche de l'histoire dans les bibliothèques numériques : les leçons de Notre mémoire en ligne ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 59, n° 1-2 (2005), p. 95-113.

- GREENBERG, Kenneth S. *Honor and Slavery: lies, duels, noses, masks, dressing as woman, gifts, strangers, death, humanitarianism, slave rebellions, the proslavery argument, baseball hunting and gambling in the Old South*. Princeton, Princeton University Press, 1997, 192 p.
- HOWELL, Philip. « Between the Muzzle and the Leash: Dog-walking, Discipline, and the Modern City ». Peter Atkins, dir. *Animal Cities: Beastly Urban Histories*, Abingdon, Routledge, 2012, p. 221-241.
- HRIBAL, Jason C. « Animals, Agency, and Class: Writing the History of Animals from Below ». *Human Ecology Review*, vol. 14, n° 1 (juin 2007), p. 101-111.
- INGRAM, Darcy. « Beastly Measures: Animal Welfare, Civil Society and State Policy in Victorian Canada ». *Journal of Canadian Studies/Revue d'études canadiennes*, vol. 47, n° 1 (hiver 2013), p. 221-252.
- JOHNSON, Lindgren. « "Slaughtering" Equality ? Rendering the Animal and E-racing the Human in the Slaughterhouse Cases ». *Food & History*, vol. 3, n° 2 (2005): 219-240.
- KEAN, Hilda. « Challenges for Historians Writing Animal Human History: What is Really Enough? ». *Anthrozoos*, vol. 25, n° 1 (2012), p. 57-72.
- KELMAN, Ari. *A River and Its City: The Nature of Landscape in New Orleans*. Berkeley, University of California Press, 2006, 308 p.
- KENNY, Nicolas. « Corporeal Understandings of the Industrializing Environment » dans Stéphane Castonguay et Michèle Dagenais, dir. *Metropolitan Natures*. Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 2011, p. 51-67.
- KENNY, Nicolas. *The Feel of the City: Experiences of Urban Transformation*. Toronto, University of Toronto Press, 2014, 320 p.
- KHERAJ, Sean. « Urban Environments and the Animal Nuisance: Domestic Livestock Regulation in Nineteenth-Century Canadian Cities ». *Urban History Review/Revue d'histoire urbaine*, vol. 44, n° 1-2 (automne/printemps 2015/2016), p. 7-55.
- LEWIS, Robert. *Manufacturing Montreal: The Making of an Industrial Landscape, 1850 to 1930*. Baltimore, John Hopkins University Press, 2000. 360 p.
- MACLACHAN, Ian. « Humanitarian Reform, Slaughter Technology, and Butcher Resistance in Nineteenth-Century Britain ». Paula Lee Young, dir. *Meat, Modernity and the Rise of the Slaughterhouse*. New Hampshire, University of New Hampshire Press, 2008, p. 107-126.

- MARLER, Scott P. *The Merchants' Capital: New Orleans and the Political Economy of the Nineteenth Century South*. New York, Cambridge University Press, 2013, 317 p.
- MCNEUR, Catherine. « "The swinish Multitude": Controversies Over Hogs in Antebellum New York City ». *Journal of Urban History*, vol. 37, n° 5 (août 2011), p. 639-660.
- MULLA Brittany. « Harness Electricity, Free the Mules: Animal Rights and the Electrification of the Streetcars in New Orleans ». Mémoire de maîtrise (histoire), University of New Orleans, 2010, 51 p.
- OLSON, Sherry. « The Urban Horse and the Shaping of Montreal, 1840-1914 ». Darcy Ingram et al. *Animal Metropolis: Histories of Human-Animal Relations in Urban Canada*. Calgary, University of Calgary Press, 2016, p. 57-86.
- OTTER, Chris. « Civilizing Slaughter: The Development of the British Public Abattoir, 1850-1910 » dans Paula Lee Young, dir. *Meat Modernity and the Rise of the Slaughterhouse*. New Hampshire, University of New Hampshire Press, 2008, p. 89-106.
- OUELLET, Fernand. *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850 : Structure et conjoncture*. Montréal, Fides, 1966, 639 p.
- PAULIN, Catherine. « Revealing New Dynamics in the Industrial City: A Study of Human/Horse Relations in Montreal's Public Space, 1860-1916 ». Mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 2017, 98 p.
- PEARSON, Susan. « Speaking Bodies, Speaking Minds: Animals, Language, History ». *History & Theory*, vol. 52, n° 4 (décembre 2013), p. 91-108.
- RASMUSSEN, Hans C. « The Culture of Bullfighting in Antebellum New Orleans ». *Louisiana History*, n° 55 (printemps 2014), p. 133-76.
- ROBERT, Jean-Claude. *Montréal (1821-1871) : Aspects de l'urbanisation*. Thèse de doctorat, Université de Paris I, 1977. 491 p.
- RONDEAU, Serge-Olivier. « Qui mange du porc mange sa mort : une histoire de l'encadrement réglementaire de l'élevage urbain au XIXe siècle à Montréal et une sociologie de ses effets ». Mémoire de maîtrise (sociologie), Université du Québec à Montréal, 2018, 114 p.
- SIMONEAU-GILBERT, Virginie. *Au nom des animaux*. Montréal, Éditions Somme Toute, 2019, p. 92.
- SITARA, Georgia. « Humanitarianism in the Age of Capital and Empire: Canada, 1870-1890 ». Thèse de Ph. D. (Histoire), Université de Victoria, 2007, 292 p.

- SLAP, Andrew L. et Frank Towers. « Introduction: Historians and the Urban South's Civil War ». *Confederate Cities: The Urban South during the Civil War Era*. Chicago, University of Chicago Press, 2015, 336 p.
- STEINBERG, Ted. « Death of the organic city ». *Down to Earth: Nature's Role in American History*. Oxford University Press, 2012, p. 155-172.
- TARR, Joel et Clay McShane. « The Centrality of the Horse in the Nineteenth-Century American City ». Raymond A. Mohl, dir. *The Making of Urban America*. New York, Scholarly Resources, 1997, p. 105-130.
- TARR, Joel et Clay McShane. « The Decline of the Urban Horse in American cities ». *Journal of Transport History*, vol. 24, n° 2 (septembre 2003), p. 177-198.
- THOMAS, Keith. *Dans le jardin de la nature. La mutation des sensibilités en Angleterre à l'époque moderne (1500-1800)*. Paris, Gallimard, 1985, 404 p.
- THORSHEIM, Peter. *Inventing Pollution: Coal, Smoke, and Culture in Britain since 1800*. Athens, Ohio University Press, 2006, 320 p.
- TOMES, Nancy. *The Gospel of Germs: Men, Women and the Microbe in American Life*. Cambridge, Harvard University Press, 1999, 351 p.
- VANDAL, Gilles. « Santé publique et développement urbain : les conditions sanitaires à La Nouvelle-Orléans, 1850-1885 ». *Canadian Journal of History*, vol. 28, n° 1 (avril 1993), p. 1-20.
- WARNER, Margaret H. « Public Health in the Old South », Ronald Numbers et Todd L. Savitt, dir. *Science and Medicine in the Old South*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1989, p. 226-255
- YOUNG, Paula Lee, dir. *Meat, Modernity and the Rise of the Slaughterhouse*. New Hampshire, University of New Hampshire Press, 2008, 308 p.

Articles de journaux (récents)

- MONTEVERDE, Danny. « Questions arise after four horses killed at New Orleans Fair Grounds in 10 days ». *WWLTV* [En ligne]
<https://www.wwltv.com/article/news/local/questions-arise-after-four-horses-killed-at-new-orleans-fair-grounds-in-10-days> (Page consultée le 20 janvier 2020).
- SABA, Michel. « Micropuce et stérilisation obligatoires pour les chiens et chats lavallois et montréalais ». *Le Devoir*. 30 décembre 2019.